

كندا في العالم

Le Monde

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12826 - 4,50 F Fondateur: Hubert Beuve-Méry Directeur: André Fontaine

JEUDI 24 AVRIL 1986

Sur le rif Durs héritages

Il était un temps où, au Rif, on pouvait encore parler de « Rif » et non de « Rifain ». C'était un pays, une région, une entité géographique et culturelle. Aujourd'hui, le Rif est devenu une zone de conflit, un théâtre de la lutte pour le pouvoir entre le régime marocain et les forces armées berbères. Les héritages de cette lutte sont lourds et complexes.

A L'INITIATIVE DE LA CGT

Le mouvement CGT de Renault a lancé une initiative pour améliorer les conditions de travail des ouvriers. Cette initiative vise à renforcer la participation des salariés à la gestion de l'entreprise et à promouvoir des mesures de progrès social.

IARD RECA

La meilleure marque, au meilleur prix. IARD RECA propose une gamme de produits de haute qualité à des prix compétitifs. Ces produits sont conçus pour répondre aux besoins des particuliers et des professionnels.

PERSONNE

Personne ne peut échapper à la vie. C'est une vérité simple mais profonde. La vie est une aventure, une quête de sens et de bonheur. Elle nous appelle à nous dépasser et à nous engager.

VENDEZ
TOUTE L'ANNÉE
LIVRES - DISQUES
ALA
SACELP
2, rue de l'École-Médecine
75004 Paris - Tél. 46.44.00.55
10, rue de la Harpe - 75005 Paris - Tél. 46.44.00.55

Offensives soviétiques en Afghanistan

Les grandes opérations lancées au début d'avril par les forces soviétiques contre les bases de la résistance semblent porter des fruits. La ville de Kandahar est encerclée, et, surtout, l'agence Tass a rapporté, mardi 22 avril, la chute de l'une des places fortes des rebelles, celle de Zhetar, non loin de la frontière pakistanaise. Les résistants reconnaissent, de leur côté, que les affrontements sont très durs et que leurs pertes sont sérieuses.

Il est clair que Moscou fait cette année un effort encore plus important que l'an dernier pour couper les communications de la résistance avec le Pakistan, sa principale voie d'approvisionnement. Jusqu'à présent, les armes modernes livrées récemment aux maquisards, notamment par les États-Unis, n'ont empêché que la progression de la puissante machine de guerre soviétique, dont les moyens aériens et l'artillerie sont redoutables.

Parallèlement, les Soviétiques ont entrepris depuis plusieurs mois d'élargir la base du régime de M. Karmal, qui demeure pourtant bien étroite en dépit de l'ouverture du gouvernement à des éléments présentés comme non communistes et de la tenue de plusieurs assemblées tribales - les « jirgas » - dont l'objectif est le ralliement à Kaboul de certaines élites.

Ces offensives militaires et politiques ont-elles pour objet de soutenir des propositions en vue du règlement d'un conflit vieux déjà de plus de six ans ? C'est ce que l'on est enclin à penser à deux semaines de la reprise, prévue le 5 mai, des « négociations indirectes », sous l'égide de l'ONU, entre Kaboul et Islamabad.

La Khrushchevienne en effet que « les pourparlers afghano-pakistanaïses ont atteint une phase particulièrement importante », ainsi que l'a déclaré lundi à Moscou M. Nikolai Ryjkov, président du conseil des ministres, à l'occasion de la réception de son collègue afghan, M. Ali Keshmard. La prochaine session de ces discussions à Genève, a-t-il ajouté, « peut apporter des progrès substantiels vers un règlement politique » au cours de cette année.

Le médiateur de l'ONU, M. Cordova, affiche également son « optimisme » à propos de ces négociations, qui ont été jusqu'ici sur les conditions et les délais d'un rapatriement du corps expéditionnaire soviétique. Les officiels pakistanaïses adoptent un ton identique, mais peut-être ne s'agit-il, dans leur cas, que de prendre au mot M. Gorbatchev, qui a lui-même exprimé sa volonté d'aboutir à un règlement politique.

Faute de connaître les nouvelles propositions de retrait soviétique, qui seront examinées à Genève, il faut cependant rester prudent sur les perspectives de paix. Moscou ne cache pas que l'Afghanistan doit demeurer, quoi qu'il advienne, un pays à la fois ami et « révolutionnaire ». Les Soviétiques ont trop investi dans ce conflit pour accepter une solution qui ne serait que le maquillage d'un échec. En outre, la tournure actuelle des combats ne paraît pas en leur défaveur. Enfin ils exigent - M. Ryjkov l'a rappelé - que tout règlement « assure l'arrêt effectif et le non-renouveau garanti de l'ingérence armée étrangère dans les affaires intérieures » afghanes.

En dépit de ses pertes actuelles, la résistance est loin d'être à bout de souffle, ainsi que le soulignent notamment les mesures de sécurité prises à Kaboul même, à la veille de la célébration, le 27 avril, du huitième anniversaire de la prise du pouvoir par des marxistes. Non seulement elle ne manque pas de ressources, mais les principaux mouvements qui l'ont formée continuent leur combat comme une guerre sainte et sont hostiles à tout compromis avec les autorités de Kaboul. Américains et Pakistanaïses pourraient certes les contraindre à se montrer plus conciliants. Encore faudrait-il que Washington soit convaincu que Moscou offre autre chose qu'une « paix soviétique ».

LE DÉBAT SUR LES ORDONNANCES ET LES PROJETS DU GOUVERNEMENT

La gauche et la droite s'affrontent à l'Assemblée

« Braderie » pour MM. Pierre Mauroy et Pierre Joxe, privatisation, gage d'une « vraie participation » pour M. Edouard Balladur : les premières heures du débat à l'Assemblée nationale ont permis à la gauche et à la droite de reprendre le chemin de leur traditionnel affrontement.

Entre le RPR et l'UDF d'une part et le PS d'autre part, la cohabitation n'a décidément rien à voir avec la cogestion.

Question de temps

par JEAN-MARIE COLOMBANI

Un mois déjà, MM. Mitterrand et Chirac l'ont employé chacun à marquer son territoire. Mais ni l'un ni l'autre ne peuvent dire l'avenir de cette inséparable leçon de démocratie qu'ils nous offrent. Tous deux ont intérêt à rompre la cohabitation avant le terme normal de 1988. Ni l'un ni l'autre n'ont les moyens de cette rupture.

L'intérêt immédiat de M. Chirac n'est pas d'attendre. Attendre que M. Raymond Barre renaisse ? Que M. Giscard

M. Monory abroge la réforme des lycées

M. Monory a annoncé, mardi 22 avril, l'abrogation de la réforme des lycées décidée par M. Chevènement, qui devait entrer en application à partir de 1987 en classe de première. Le ministre de l'éducation nationale justifie cette décision par « la situation nouvelle susceptible d'être créée par la future loi de l'enseignement supérieur » et par la nécessité d'assurer d'abord l'accueil des élèves. Il maintient, en effet, l'objectif de 80 % de bacheliers en l'an 2000.

(Lire, page 15, l'article de FREDÉRIC GAUSSEN.)



L'INTERVENTION EMBARRASSÉE DU CHEF DE L'ÉTAT AUTRICHIEN

Kurt Waldheim remis en selle

De notre envoyée spéciale

Vienne. - M. Kurt Waldheim va pouvoir poursuivre le rôle joué par son camp électoral, persuadé d'avoir reçu, le mardi soir 22 avril, l'absolution du président Kirshschlager, à qui il peut désormais raisonnablement espérer succéder.

Le président de la République avait entre les mains, depuis deux semaines, plus de cinq cents pages de ces documents qui font scandale depuis deux mois dans le monde, relatifs aux activités de M. Waldheim pendant la guerre et qui lui avaient été transmis par l'Organisation des Nations unies et le Congrès juif mondial. Il avait promis de se prononcer à la fin de l'année, après des entretiens en tête à tête avec l'intéressé puis avec les chefs des deux principaux partis.

C'est un président compassé, liant son texte d'une voix monotone et jetant de temps à autre par-dessus ses lunettes un regard désolé à la caméra, que la télévision a montré mardi. Il le disait lui-même après une bonne vingtaine de minutes de cette lecture : « Chers Autrichiens et Autrichiennes, je sais que tout cela est pour vous fatigant et sec, et n'est pas porté par ce grand élan que vous attendez peut-être... Mais je n'ai voulu vous présenter que des éléments concrets à partir desquels, en citoyens adultes, vous

vous ferez une idée sur les faits avérés et sur ce qui ne l'est pas. » Une intervention on ne peut plus « autrichienne » donc, dans laquelle le président n'a voulu « ni condamner ni acquiescer », et dont les deux premiers objectifs étaient, selon ses propres termes, de « calmer » la presse internationale et d'apaiser les tensions intérieures.

Dans la première partie de son discours, M. Kirshschlager a dressé sur ces deux points le bilan de sa silencieuse entrée en piste, depuis deux semaines, dans l'affaire Waldheim : « Je n'ai que partiellement atteint mon premier objectif, à savoir l'apaisement des médias internationaux. La vague d'informations ne s'est réduite que difficilement et de façon limitée. Toutefois, le Congrès juif mondial a cessé de donner des conférences de presse tous les jours ou tous les deux jours à New-York. Cela a permis

que mon second objectif se réalise progressivement : il y a eu diminution de la tension née de la réaction contre ce qui était interprété comme une ingérence étrangère dans la campagne électorale et qui avait des effets sur nos compatriotes juifs. »

Le Congrès juif mondial est ainsi, si l'on comprend bien, rendu responsable de l'antisémitisme en Autriche. M. Kirshschlager appelle ensuite ses concitoyens à lutter contre ce « processus » dans une phrase qui laisse paniquer : « Les sentiments anti-juifs ne nous ont jusqu'à présent jamais apporté de bonnes choses dans notre histoire ; ils sont d'autre part profondément inhumains. » Ceux qui attendaient une forte méditation d'ordre moral sur le passé de l'Autriche repasseront.

CLAIRE TRÉAN.
(Lire la suite page 3.)

L'ALLIANCE CONTRE LE CANCER

L'Europe s'en va-t-en guerre

Alors qu'une campagne nationale de lutte contre le cancer a lieu cette semaine en France, le programme d'action européen « Euro-poir » vient de recevoir de la Commission des Communautés européennes 2 millions d'ECU. Le professeur Maurice Tubiana, qui préside à la mise en œuvre de ce programme, en définit ici les étapes essentielles.

par MAURICE TUBIANA (*)

Le principe d'une action européenne contre le cancer a été décidé à l'initiative de la France par les chefs d'Etat et de gouvernement en juin 1985, lors de la réunion de Milan. Le groupe d'experts, après plusieurs réunions, notamment à Paris en février dernier, a déposé son rapport.

Malgré les réactions favorables que celui-ci avait provoquées, on aurait pu craindre qu'il ne rejoigne dans les archives des Etats européens les innombrables rapports envoyés sous les loupes avant de sombrer dans l'oubli. Heureuse-

ment, il semble qu'il n'en soit rien. Un mois à peine après le dépôt du rapport, des mesures concrètes ont déjà été décidées, et certaines reçoivent un début d'exécution.

D'autres sont programmées, les discussions budgétaires pour les années à venir commencent ; bref, il semblerait que grâce à une heureuse conjonction des aspirations profondes de l'ensemble des Européens, bien perçues et exprimées par les hommes d'Etat, le dynamisme des cancérologues et l'enthousiasme actif des administrateurs de la CEE, l'action de l'Europe contre le cancer devienne une réalité. Un autre signe marque d'ailleurs le succès de l'opération : la Suisse et les Etats scandinaves (notamment la Suède, le Danemark et la Finlande) demandent à y participer.

Le moment est en effet propice à une telle action. En raison du vieillissement progressif des populations, le nombre de cas de cancers croît chaque année. D'autre part, le rapide progrès des connaissances permet d'envisager des possibilités d'actions efficaces. Qu'apporte l'Europe à une telle entreprise ? D'abord, le nombre. En recherche, 2 + 2 ne font pas nécessairement 4, ils peuvent faire plus car, à partir d'une certaine masse, l'efficacité

croît plus vite que le nombre de chercheurs. Pour la thérapeutique, l'action concertée des hôpitaux européens concernés permettrait d'accroître considérablement la mise au point et l'évaluation de nouveaux traitements ; l'établissement d'un réseau informatique entre ces hôpitaux faciliterait l'échange rapide d'informations ; la constitution de banques de données, par exemple sur les effets de nouveaux médicaments, apportera une aide considérable au développement des stratégies thérapeutiques.

Les recherches en laboratoires gagneraient en efficacité si les équipes européennes coopéraient davantage et coordonnaient leurs efforts. Il est impossible d'agir de façon isolée, mais la meilleure façon de les amener à travailler ensemble est de favoriser les échanges. Les Communautés viennent de décider la création de cinquante bourses qui, chaque année, permettront à de jeunes scientifiques et médecins européens d'aller travailler pendant un an dans un autre pays européen.

Enfin, les enquêtes sur l'origine des cancers humains nécessitent des études portant sur des populations importantes.

(Lire la suite page 14.)

Mort d'Otto Preminger...

Metteur en scène de « Bonjour tristesse » et de « Laura ».

PAGE 27

... et de Mircea Eliade

Romancier et philosophe, il était un spécialiste des religions.

PAGE 36

Le capitalisme en Chine

Le succès et les ambitions de la plus grosse entreprise privée.

PAGE 8

Juan Carlos à Londres

La fin de la brouille à propos de Gibraltar.

PAGE 3

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

- FMR, les arts et les auteurs.
- « Tenue de soirée », un film de pur amour.
- Patrice Chéreau met en scène « Quai Ouest » à Nanterre.

Pages 19 à 21

Débats : juifs et chrétiens (2) • Etranger (3 à 5) • Politique (9 à 13) • Société (14 et 15) • Education (18) • Communication (27) • Economie (32 à 35)

Programme des expositions (22) • Programme des spectacles (23 à 26) • Radio-télévision (26) • Informations services : Météorologie, Mots croisés (28) • Carnet (27) • Annonces classées (30)

Michel Chaillou

Le rêve de Saxe

RAMSAY

débats

JUIFS ET CHRÉTIENS

Le mercredi soir 23 avril commence Pessah, la Pâque juive, alors que résonne encore l'écho de la visite historique de Jean-Paul II à la grande synagogue de Rome et les bruits de la polémique née autour de la construction d'un cimetière à Auschwitz. Monique Hébrard commente l'expression de « frères aînés » des chrétiens employée à propos des juifs par le pape et, retour à Auschwitz, le rabbin de Bruxelles, René Gutman, s'adresse à l'archevêque de Cracovie et, à travers lui, à tous les chrétiens.

Respect pour Auschwitz

La « planète de cendres » ne peut devenir un « lieu saint »

par RENÉ GUTMAN (*)

LORS D'une visite il y a quelques jours à Auschwitz, nous pûmes nous rendre compte à quel point le scandale de la particularité de ce lieu est devenu un enjeu de la polémique. C'est à Auschwitz, en effet, que le pape Jean-Paul II a été reçu par le rabbin de Cracovie, Mieczysław Piekarczyk, et par le cardinal Józef Glemp, archevêque de Cracovie, et par le cardinal Karol Józef Wojtyła, archevêque de Varsovie. C'est à Auschwitz, en effet, que le pape a prononcé ces paroles : « Je suis venu ici pour rendre témoignage de la foi et de l'espérance, de la charité et de la justice, de la liberté et de la paix, de la fraternité et de la solidarité humaine. Je suis venu ici pour rendre témoignage de la foi et de l'espérance, de la charité et de la justice, de la liberté et de la paix, de la fraternité et de la solidarité humaine. »

(*) Rabbin de Bruxelles.

Les « frères aînés »

Des « prophètes » vivent la réconciliation dans leur intelligence, leurs actes et leur prière

par MONIQUE HÉBRARD (*)

COMME dit Jean-Paul II, les juifs sont bien les « frères aînés » des chrétiens. Ce sont eux qui ont accueilli la Révélation d'un Dieu autre, d'un Dieu fidèle, d'un Dieu amour, au cœur de civilisations qui s'adonnaient aux cultes de fertilité et à la prostitution sacrée. Claude Tresmontant parle du « prophétisme hébreu », car ce petit peuple a apporté à l'humanité quelque chose de radicalement neuf, en l'invitant à se libérer de tous les esclavages : mythes, emprise de la nature, divinisation des forces naturelles.

Oui, c'est un petit peuple nommé qui renouvelle l'humanité en lui transmettant une Loi et une Parole qui, depuis, ne cessent de couler comme un fleuve d'éternelle jeunesse. Et ce message, le peuple juif ne se contente pas de le transmettre dans un livre tel un simple scribe, mais il écrit le Livre avec ses larmes et son sang, avec ses désespoirs et ses espérances. Il inscrit le Message dans sa propre histoire, dans l'Histoire.

C'est dans ce qu'ils appellent l'Ancien Testament que des générations de chrétiens ont appris, grâce à la pédagogie de Yahvé et sur les traces de leurs « frères aînés », quelque chose de Dieu et de la relation qu'il propose à ses enfants.

On s'étonne que tant de générations de chrétiens aient pu accuser les juifs d'avoir tué Jésus ! Quelle hypocrisie inconsciente ! Quel peuple, quelle religion peut se vanter de n'avoir jamais assassiné un prophète ? Pourquoi avoir fait retomber sur les juifs ce qui est un péché inhérent à l'humanité ?

Merci au pape d'avoir signifié cette fraternité qui relie les chré-

« VERS UN NOUVEAU CHRISTIANISME ? » de D. Hervieu-Léger et F. Champion

Religion et modernité

EN 1984, 80 % des Français se disent d'appartenance catholique, mais seulement 10 % des hommes et 16 % des femmes vont à la messe tous les dimanches. En 1982, seuls 2 % des catholiques ne se confessent jamais. En 1976, ils sont 54 % à ne plus pratiquer du tout la « confession sacramentelle ». Assistons-nous à la fin d'un religieux qui n'en finit pas de mourir, comme dans le troisième acte d'un opéra italien, ou bien le « retour du religieux » qui pointe dans les sondages n'est-il que l'expression d'un mode de vie archaïque dont la modernité aura bientôt raison ? C'est à une autre façon de poser la question que nous invite Danièle Hervieu-Léger, aidée de François Champion, dans son dernier livre, *Vers un nouveau christianisme ?*

Pour l'auteur, la sociologie française des religions s'est en quelque sorte construite sur un « mythe fondateur » : il y a incompatibilité entre religion et modernité. Tôt ou tard, la science et les progrès techniques auront raison du religieux. Or on constate dans de nombreux pays, et notamment aux États-Unis depuis les années 60, et en France depuis 1975, un « retour du religieux ». Ce « retour » est-il dû à une crise de la modernité ? La religion joue alors un rôle de compensation face à la crise. Ou bien la religion est-elle une expression de la modernité elle-même ? Mais alors comment expliquer que la modernité, qui exalte le religieux, puisse produire de la religion ?

C'est dans la réponse, documentée, internationale, voire « cosmopolite », de l'auteur que se situe la richesse de ce livre écrit sous « gros mots » sociologiques. Il se veut un manuel pour ceux qui désirent faire le point sur la place du christianisme catholique et protestant, en

France. Il propose une démonstration suivie d'un fil directeur, le rapport entre la religion et la modernité, qui soutient la lecture du livre depuis les premières enquêtes de Le Bras sur les pratiques religieuses jusqu'au rôle charismatique de Jean-Paul II, en passant par le rôle du protestantisme et de Vatican II sur la sécularisation du religieux.

Il ressort de ces analyses que, si l'on assiste bien aujourd'hui à la fin de la « civilisation de la paroisse » ou de la « religion de l'engagement », en France, il existe une nouvelle forme de religiosité, celle d'une « religion de communauté émotionnelle », religion qui est au cœur de la modernité. En effet, la puissance émotionnelle de la religion d'aujourd'hui se déploie « dans l'espace d'attente qui correspond au décalage entre les idéaux séculiers de la justice et les possibilités concrètes qu'offrent les sociétés développées pour réaliser ces idéaux ». Elle s'exprime dans les « communautés apocryphes » néorurales, véritables militants du retrait du monde, dans les groupes charismatiques catholiques ou dans les communautés fondamentalistes protestantes. Plus généralement, ce besoin émotionnel s'exprime dans les nombreuses formes de la vie religieuse institutionnelle, depuis le catéchisme fait par les parents jusqu'aux célébrations à domicile.

En résumant la religion dans la modernité, Danièle Hervieu-Léger ne plaide pas pour un retour du catholicisme dans ses atours d'antan, ce qui serait sans objet pour une sociologie, elle nous permet surtout de mieux voir la place du religieux, qu'il soit chrétien, musulman ou juif, le « sacré ».

DOMINIQUE DESJOURS.

* Ed. du Cerf, 395 p., 135 F.

COURRIER DES LECTEURS

Du synode au SICOB...

La technique évolue, et l'Eglise catholique ne peut lui rester indifférente : nous vivons en ce moment avec l'informatique un changement culturel au moins aussi important que celui que Gutenberg a causé avec l'imprimerie. (...)

Le début de l'année 1986 a été marqué par l'idée de seconde évangélisation, issue du dernier synode, mais, maintenant que les séminaristes vont au SICOB, voilà que de nouvelles questions se posent : comment l'informatique peut-elle être un moyen pour promouvoir la communication de Dieu ? Cette nouveauté n'est-elle pas sans danger ? Qui seront les bénéficiaires de la révolution informatique ?

A l'Institut catholique de Paris, une réflexion de fond est déjà commencée. Enseignants, personnels, étudiants, auxquels sont associées des personnalités extérieures, s'interrogent : un micro-colloque le 30 janvier, puis un micro-débat le 23 avril ont été les premiers pas sur ce nouveau chemin.

ETIENNE DOUAT, séminariste, pour le bureau de l'Association des étudiants des Carmes.

De la gloire à l'ingratitude

Il y a cent trente ans, le 24 avril 1856, naissait à Coudray la Tour (Pas-de-Calais) Philippe Pétain : une destinée, à ce point, qui allait pour les années folles que nous les voyons défilés.

Il est trop facile, après coup, de charger de tous les péchés le protecteur d'une communauté nationale en faisant comme si le présent et l'avenir de 40 millions d'êtres humains ne se traitaient pas avec respect, sur la base du partage des anglois, des souffrances et des espérances. Ne peut-on, au moins, créditer de l'authenticité de son don, de son évidente bonne foi et de son patriotisme intransigent celui qui, pendant, en tant que le plus léger, aux épreuves de ses concitoyens ?

POURQUOI ne pas fixer à 1988 (1) le 11 novembre finit, mettant fin à nos luttes fratricides, associées, dans leurs tranchées proches et dans une même gloire, tous les héros de Verdun ?

RENE MINQUET, (Paris.)

(1) Événement exceptionnel qui coïnciderait avec le 70^e anniversaire de la fin de la première guerre mondiale.

Les acquis sociaux

Les Français sont « hostiles » à une remise en cause des « acquis sociaux » (Le Monde du 25 mars). En fait, les acquis sociaux seront maintenus, ou non, suivant que l'économie pourra, ou non, les financer. Dans ce dernier cas, elle le fera savoir par une augmentation du chômage, ou du déficit du commerce extérieur, ou par une baisse du taux

d'investissement, ou par tout autre moyen. Ces phénomènes permettent d'ajuster un bilan qui doit être par définition équilibré. Ce qui est artificiellement conservé ou gagné d'un côté est perdu de l'autre.

Incontenables des dirigeants, ceux des administrés n'y feront rien, malgré les apparences, les acquis sociaux sont bien remis en cause.

J. GROSDIDIER DE MATONS, (Washington.)

Il n'y a pas que la « 5 »...

Marc Ambrose-Rendu a bien fait d'attirer l'attention sur « le Paris des palissades » (Le Monde du 23-30-31 mars) pour tous les chantiers actuels de la capitale. Mais qui dénoncera la marée montante des pameaux publicitaires, criards, stupides, obscènes, inutiles ? Naguère, ils n'« ornaient » que les chantiers ; aujourd'hui, ils s'étalent sur les murs et s'imposent jusque sur les trottoirs, déformant les visages, les places et les avenues. Il n'y a pas que les films de la « 5 » à être hachés de publicité !

GUY BARBIER, (Ivry.)

Les jeûnes de Gandhi

M. Charles Vial dans *Le Monde* du 26 mars rapporte ainsi un propos de M^{me} Bizardet à la télévision : « Lorsque Gandhi jeûnait en public, on sentait une montée de violence dans la foule qui l'entourait. » Et cela incite votre collaborateur à s'interroger. Qui est cet « on » qui « sentait » la montée de la violence ? Et avec quelles mesures d'anthropologie ? Je ne sais ; mais ce que montrent les faits historiques, c'est que, après les jeûnes de Gandhi faits pour réparer des torts et pacifier les esprits dans une situation de violence, on assistait à des manifestations de fraternité, à la conciliation politique, à la réconciliation des adversaires.

L'exemple le plus frappant en est le dernier jeûne de Gandhi à Delhi (13-18 janvier 1948) qui, arrêté, sans conteste, la guerre commencée entre hindous et musulmans. On vit même des tueurs venir déposer leurs armes aux pieds du jeûneur à l'occasion d'un jeûne antérieur, celui de Calcutta (septembre 1947) (...).

RENE DOUMERIC, auteur de *Dialogues avec Lancelotti* (Ed. du Cerf et Albin Michel).

Ordonnances...

Puisque le président de la République a décidé de ne pas signer les ordonnances qu'il désapprouve, il en résulte, à ce point, que l'ordonnance qu'il signera et qu'il y associe donc sa responsabilité personnelle. Que va en penser le Parti socialiste ?

Le président ferait mieux d'admettre que sa signature n'est pas un contrôle de l'opportunité, mais seulement un contrôle externe de la régularité du texte qui lui est soumis.

FRANÇOIS RIEPERT, ancien député (La Ciotat).

Un précédent

Olivier Duhamel, une fois n'est pas coutume, a commis une erreur (*Le Monde* du 26 mars) : il est faux de prétendre que « la désignation du premier ministre en deux temps » est « une formule sans précédent sous la V^e République ».

Ainsi, le 9 janvier 1959, un communiqué de l'Elysée, annonçant la nomination de M. Debré, précisait :

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75421 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. MONDIPAR 650573 F
Tél. MONDIPAR 650574 F
Tél. MONDIPAR 650575 F
Tél. MONDIPAR 650576 F
Tél. MONDIPAR 650577 F
Tél. MONDIPAR 650578 F
Tél. MONDIPAR 650579 F
Tél. MONDIPAR 650580 F
Tél. MONDIPAR 650581 F
Tél. MONDIPAR 650582 F
Tél. MONDIPAR 650583 F
Tél. MONDIPAR 650584 F
Tél. MONDIPAR 650585 F
Tél. MONDIPAR 650586 F
Tél. MONDIPAR 650587 F
Tél. MONDIPAR 650588 F
Tél. MONDIPAR 650589 F
Tél. MONDIPAR 650590 F
Tél. MONDIPAR 650591 F
Tél. MONDIPAR 650592 F
Tél. MONDIPAR 650593 F
Tél. MONDIPAR 650594 F
Tél. MONDIPAR 650595 F
Tél. MONDIPAR 650596 F
Tél. MONDIPAR 650597 F
Tél. MONDIPAR 650598 F
Tél. MONDIPAR 650599 F
Tél. MONDIPAR 650600 F

ABONNEMENTS

BP 507 09
75421 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par mandat)	1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG			
	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
	2 - SUISSE, TUNISIE			
	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : définitifs, en provenance (deux semaines au plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande avec soin, en joignant leur ancien et leur nouveau numéro de mandat, et d'envoyer à notre correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'ordre tous les mandats en espèces d'impression.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 375 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 150 pes. ; Grèce, 120 dr. ; Inde, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 6 000 L. ; Luxembourg, 90 L. ; Norvège, 8 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 336 F CFA ; Suède, 8 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Yougoslavie, 110 din.

DERVY LIVRES

L'ART CHINOIS DU THÉ
par JOHN BLOFIELD

QUAND LES FRANCS-MAÇONS ÉTAIENT LÉGITIMISTES
Alec Mellor

Traduction de Josette Herbert
148 F

La Franc-Maçonnerie du XVIII^e siècle
Elle fut au cœur de la Révolution
Elle fut au cœur de la Restauration
Elle fut au cœur de la Monarchie de Juillet
Elle fut au cœur de la Deuxième République
Elle fut au cœur de la Troisième République
Elle fut au cœur de la Quatrième République
Elle fut au cœur de la Cinquième République
Elle fut au cœur de la Sixième République
Elle fut au cœur de la Septième République
Elle fut au cœur de la Huitième République
Elle fut au cœur de la Neuvième République
Elle fut au cœur de la Dixième République
Elle fut au cœur de la Onzième République
Elle fut au cœur de la Douzième République
Elle fut au cœur de la Treizième République
Elle fut au cœur de la Quatorzième République
Elle fut au cœur de la Quinzième République
Elle fut au cœur de la Seizième République
Elle fut au cœur de la Dix-septième République
Elle fut au cœur de la Dix-huitième République
Elle fut au cœur de la Dix-neuvième République
Elle fut au cœur de la Vingtième République
Elle fut au cœur de la Vingt-et-unième République
Elle fut au cœur de la Vingt-deuxième République
Elle fut au cœur de la Vingt-troisième République
Elle fut au cœur de la Vingt-quatrième République
Elle fut au cœur de la Vingt-cinquième République
Elle fut au cœur de la Vingt-sixième République
Elle fut au cœur de la Vingt-septième République
Elle fut au cœur de la Vingt-huitième République
Elle fut au cœur de la Vingt-neuvième République
Elle fut au cœur de la Trentième République
Elle fut au cœur de la Trent-et-unième République
Elle fut au cœur de la Trent-deuxième République
Elle fut au cœur de la Trent-troisième République
Elle fut au cœur de la Trent-quatrième République
Elle fut au cœur de la Trent-cinquième République
Elle fut au cœur de la Trent-sixième République
Elle fut au cœur de la Trent-septième République
Elle fut au cœur de la Trent-huitième République
Elle fut au cœur de la Trent-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarantième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-et-unième République
Elle fut au cœur de la Quarante-deuxième République
Elle fut au cœur de la Quarante-troisième République
Elle fut au cœur de la Quarante-quatrième République
Elle fut au cœur de la Quarante-cinquième République
Elle fut au cœur de la Quarante-sixième République
Elle fut au cœur de la Quarante-septième République
Elle fut au cœur de la Quarante-huitième République
Elle fut au cœur de la Quarante-neuvième République
Elle fut au cœur de la Quarante-dixième République
Elle fut au cœur de la Quar

étranger

EUROPE

APRÈS TRENTA ANS DE VAINES DÉMARCHES

Un Français d'origine arménienne s'est vu à nouveau refuser un visa de sortie d'Union soviétique

De notre correspondant

Moscou. — M. Jean Der-Sarkissian, citoyen français d'origine arménienne, retenu contre son gré en URSS depuis près de trente ans, s'est vu à nouveau refuser, mardi 22 avril, l'autorisation de repasser son pays. Il a été convoqué à Erivan, capitale de l'Arménie soviétique, par le chef adjoint du bureau local de l'OVIR (Organisation qui délivre les visas de sortie), pour s'entendre dire qu'il n'était pas question qu'il puisse quitter l'URSS.

M. Der-Sarkissian avait une fois de plus demandé à s'en aller avec sa femme et ses trois enfants, dans une lettre adressée aux dirigeants du parti communiste de l'Arménie. Le chef adjoint de l'OVIR d'Erivan, qui avait connaissance de cette missive, a réitéré le refus qu'il lui avait déjà opposé en décembre 1984.

Né à Valence (Drôme) en 1930, M. Der-Sarkissian était probablement le record toutes catégories en matière de démarches sans résultat auprès des autorités soviétiques. Arrivé à dix-sept ans en URSS avec ses parents qui, peu après la seconde guerre mondiale, voulaient vivre en terre arménienne, il s'est efforcé aussitôt de repartir. Il a multiplié les lettres et les suppliques en tous genres à d'innombrables dirigeants et institutions soviétiques, ainsi qu'à tous les présidents français depuis le général de Gaulle.

Depuis 1947, M. Der-Sarkissian réside à Kirovakan, la troisième ville de l'Arménie soviétique. Il est marié à une Française (née à Paris en 1932), d'origine arménienne comme lui, et ils ont trois enfants adultes (un garçon de trente-deux ans et deux filles âgées respectivement de vingt-neuf et vingt-neuf ans). Tous les cinq ont exprimé clai-

rement à d'innombrables reprises leur désir de partir.

Une brèche avait paru s'ouvrir en 1984 dans le mur infranchissable à toutes ses demandes : M. Der-Sarkissian avait été informé en juin 1984 par l'OVIR qu'il devait constituer, pour la dernière fois, un dossier. Cette démarche coïncidait avec une visite à Moscou de M. Mitterrand. Hélas ! en décembre de la même année, M. Der-Sarkissian était de nouveau convoqué et invité fermement à cesser définitivement ses démarches. Un représentant du OVIR lui montrait une note officielle en date du 2 novembre 1984 qui « fermait » son dossier.

Il a cependant, avec l'appui de l'ambassade de France à Moscou, qui le « suit » depuis plus de vingt ans, recommencé ses démarches. M. Der-Sarkissian vient en tête de liste des cas humanitaires régulièrement présentés par la France. Son dossier personnel sera vraisemblablement évoqué lors de la visite que M. Mitterrand, accompagné du ministre des affaires étrangères et ancien ambassadeur en URSS, M. Jean-Bernard Raimond, devrait effectuer en juin à Moscou.

M. Der-Sarkissian joue le jeu : il remplit sans trêve des formulaires qui l'accablent sans doute dans quelque bureau ; il bombarde les autorités de missives diverses ; il a encore écrit, le 10 décembre dernier, à M. Gorbatchev à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme. Il est probablement un de ceux qui connaissent le mieux le dédale administratif que doivent parcourir tous les candidats au départ. Il a dans sa poche un passeport français en bonne et due forme. Ce document ne lui est d'aucun secours pour accomplir le geste élémentaire qu'il attend depuis près de trente ans : acheter un billet d'avion pour Paris.

DOMINIQUE DHOMBRES.

UNE REVUE CONSACRÉE A L'OPPOSITION EN EUROPE DE L'EST

La « Nouvelle alternative » est arrivée

Bonne nouvelle pour ceux qui s'intéressent à l'Europe de l'Est, par son opposition, son mouvement, son « Nouvelle alternative » est arrivée, un peu plus d'un an après que la revue publiée par François Maspéro ait épuisé son bailleur de fonds et ses collaborateurs bénévoles.

Cette fois, Maspéro n'est plus de la partie, mais il a eu l'élégance de permettre à l'équipe — largement renouvelée — qui reprend le combat de reprendre aussi, à de petites variations près, le titre et l'aspect général d'*Alternative*.

Le plat de résistance de ce premier « nouveau » numéro est un dossier consacré aux réactions suscitées dans les milieux de l'opposition polonaise par le film *Shoah*, et plus encore peut-être par les déclarations de son auteur, Claude Lanzmann. Réactions toutes mesurées dans le ton, qui rendent hommage aux qualités du film, à sa forte charge émotionnelle, mais regrettent les partis pris de l'auteur, son refus systématique de tenir compte des témoignages qui n'allaient pas dans le sens de sa thèse, à présent bien connue : la Pologne, parce que catholique, et les témoins (polonais) du génocide sont pratiquement tous aussi responsables que les bourreaux (allemands).

Les auteurs des textes publiés estiment cependant pour la plupart que le choc suscité par le film, et par sa diffusion en Pologne, a eu un effet plutôt bénéfique, même si certains pensent — aussi — que les autorités de Varsovie en ont tiré profit pour jouer sur un sentiment d'honneur national bafoué, et dénoncer la myopie volontaire de l'occident.

Autre morceau de choix de ce numéro : l'intéressant — et un peu étrange — débat qui commence à agiter certains milieux de l'opposition tchécoslovaque à propos d'un sujet qu'on pourrait croire tabou ou, en tout cas, de médiocre actualité : la réunification de l'Allemagne.

On lira aussi avec intérêt un témoignage factuel sur la vie en Roumanie, et un beau texte de Raissa Lert sur le bilan de vingt années de littérature soviétique — du dégel à la réafricanisation rampante, ou les illusions perdues.

On attend donc avec intérêt la suite, dans trois mois. Prudents et, pour certains, échaudés par l'expérience précédente, les animateurs —

toujours bénévoles — de la revue ont commencé par créer une association et à recueillir des fonds, sous la forme d'adhésions-abonnements, avant de se lancer dans l'aventure qui, ils en sont sûrs, « sera belle ».

JAN KRAUZE.

* Pour l'instant, la diffusion se fait par correspondance. La *Nouvelle alternative*, 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris, et dans les FNAC et les librairies (diffusion Ulysse, distribution Distique).

De notre envoyé spécial

Vitoria. — « S'il est possible en ce moment, comme je l'espère, que les représentants de tous les partis politiques basques s'assoient à la même table pour négocier, satisfaisant tout de suite l'occasion. A une seule condition : que personne, d'un côté ni de l'autre, ne pose de préalable. » Nous recevons au palais d'Ajuria Enea, à Vitoria, le président du gouvernement autonome basque, M. Jose Antonio Ardanza, bien que se gardant de tout optimisme excessif, n'exclut pas que « quelque chose » puisse enfin bouger dans cette région où, plus de dix ans après la mort de Franco, la violence fait toujours partie de la vie quotidienne.

Depuis quelques semaines, le mot « négociation » et celui de « dialogue » sont apparus dans le débat politique basque. Au début de ce mois, une commission internationale d'experts rendait public un rapport très attendu suggérant notamment de « ne jamais exclure la négociation avec les terroristes comme option politique » (Le Monde du 8 avril). Quelques jours plus tard, la coalition radicale Henri Batasuna, proche de l'ETA militaire, demandait, à la surprise générale, l'ouverture de conversations entre toutes les forces politiques de la région.

Le moment est propice à la négociation entre tous les partis politiques basques

nous déclare M. Ardanza, président du gouvernement autonome

Espagne

Cette proposition a été accueillie avec scepticisme par les socialistes à Madrid : parler de « négociations » n'est-ce pas encourager l'ETA en lui laissant croire que la violence va en fin de compte se révéler payante ? D'ailleurs, ajoutent les socialistes, chaque fois que le mot « négociation » a été prononcé au Pays basque, les « durs » de l'ETA se sont empressés de la rendre impossible par une action particulièrement sanglante.

Le président du gouvernement autonome, le lendakari, ne veut cependant fermer aucune porte : « Il y a cette fois un élément nouveau et encourageant : Henri Batasuna semble avoir renoncé à son exigence traditionnelle d'une négociation directe entre l'ETA et Madrid comme condition préalable à tout dialogue ».

Mais ne s'agit-il pas, malgré tout, pour la condition radicale, de faire assier l'organisation armée à la table de négociations dans une seconde phase ? « Il est évident que, au départ, seuls les représentants des partis politiques pourront participer à des conversations, car ils bénéficieront de la légitimation des urnes », observe M. Ardanza. Mais ne compliquons pas les choses en défaisant à l'avance ce qui sera au problème de la violence, à condition qu'il existe une « volonté politique » d'appliquer généralement les

textes. « Le point le plus conflictuel de l'alternative KAS est précisément celui qui suppose une modification des textes : la reconnaissance du droit à l'autodétermination », reconnaît-il.

Reste le délicat problème de la Navarre, cette province partiellement bilingue, dont le rattachement à la communauté autonome basque est réclamé avec insistance par l'ETA... mais aussi par le PNV. La Constitution espagnole n'exclut pas cette possibilité, à condition que les Navarrais ratifient cette décision par référendum. M. Ardanza reconnaît qu'une telle consultation populaire donnerait aujourd'hui un résultat contraire au rattachement : les nationalistes basques sont nettement minoritaires dans la province.

Mais il ajoute : « Tout dépend en fait des socialistes : il y a quelques années à peine, n'étaient-ils pas, eux aussi, en faveur du rattachement de la Navarre au Pays basque ? S'ils en reviennent à cette position, le rapport de forces serait entièrement modifié. » Et d'ajouter, en une allusion au récent référendum sur l'OTAN : « Les socialistes ont d'ailleurs montré qu'ils étaient capables de modifier totalement leur position et de faire ratifier ce changement par les électeurs lorsqu'ils estiment que cela favorise la stabilité du pays ».

Le délicat problème de la Navarre

Le lendakari se déclare convaincu que le cadre institutionnel actuel défini par la Constitution de 1978 et le Statut d'autonomie ne fait pas obstacle à une solution au problème de la violence, à condition qu'il existe une « volonté politique » d'appliquer généralement les

LA VISITE DU ROI JUAN CARLOS EN GRANDE-BRETAGNE

La fin de la brouille à propos de Gibraltar

De notre correspondant

Londres. — Semaine faste à la cour d'Angleterre. Après la célébration de son mariage, le prince Charles, la veille, la reine a accueilli, mardi 22 avril, le roi Juan Carlos d'Espagne, qui, mercredi, devait prononcer un discours au Parlement devant les deux Chambres réunies, privilège accordé pour la première fois dans l'histoire britannique à un monarque étranger.

Cet événement contribue à souligner l'importance particulière d'une visite d'Etat impossible auparavant, car la question de la souveraineté britannique sur Gibraltar y faisait obstacle. Mais, sur ce point, entre Londres et Madrid, une normalisation est maintenant en cours, bien qu'elle se heurte encore à quelques résistances.

Depuis la venue du roi Alphonse XIII, en 1905, aucun chef d'Etat espagnol ne s'était rendu officiellement en Grande-Bretagne. Etroitement lié à la famille régnante britannique — Juan Carlos et la reine Sophie sont, l'un et l'autre, descendants de la reine Victoria — le couple

royal espagnol avait ses dernières années fait de fréquents mais discrets séjours en Grande-Bretagne, à titre strictement privé. Il avait dû renoncer, en 1981, à assister au mariage du prince Charles parce que ce dernier devait commencer son voyage de noces... à Gibraltar.

Surmonter les ultimes difficultés

Les rapports entre l'Espagne et la Grande-Bretagne s'étaient nettement améliorés après 1983, lorsque Franco avait ordonné le « blocus » du Rocher en fermant la frontière séparant celui-ci du territoire espagnol. La guerre des Malouines avait ajouté, en 1982, un nouvel élément de discorde : l'Espagne, entendait préserver ses relations avec l'Amérique latine, n'avait pas soutenu la Grande-Bretagne, et les premières négociations sur Gibraltar avaient été suspendues. Mais la perspective de l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne, puis la confirmation de l'adhésion à l'OTAN avaient rendu nécessaire un rapprochement.

En novembre 1984, les deux gouvernements ont conclu un accord qui a permis, l'an dernier, la réouverture de la frontière à Gibraltar et le rétablissement partiel des échanges entre ses vingt-cinq mille citoyens britanniques — qui entendent garder cette qualité — et leur voisin espagnol. Londres désirant respecter la volonté des habitants de Gibraltar et Madrid maintenant sa revendication de souveraineté, les discussions se poursuivent avec lenteur.

Cette semaine, les chefs de la diplomatie des deux pays tentent de surmonter les ultimes difficultés sur lesquelles bute la normalisation, par exemple l'utilisation de l'aéroport de Gibraltar par la population espagnole de la région.

Le mois dernier, une « bavure » a failli remettre en cause les progrès en cours : un porte-avions espagnol est venu manœuvrer dans les eaux territoriales contestées à proximité du port. Les deux gouvernements ont prêté l'oreille à l'incident, tandis que la presse, britannique et espagnole, assurait que l'équipage du navire avait ainsi essayé de « torpiller » la visite à Londres de son souverain...

FRANCIS CORNU.

Autriche

Kurt Waldheim remis en selle

(Suite de la première page.)

Il faudra vraisemblablement attendre que le temps ait fait son œuvre d'élimination « biologique » pour que d'autres générations d'hommes politiques soient enfin en mesure d'aborder le sujet.

M. Kirchschlager a exposé, avec une méticuleuse objectivité, le contenu des dossiers qu'il avait entre les mains. D'abord celui transmis en 1947 par la Yougoslavie à la commission de l'ONU sur les crimes de guerre, classé A dans les archives de l'ONU, c'est-à-dire justifiant, à première vue, des poursuites devant un tribunal national. « Mon opinion personnelle », dit M. Kirchschlager, est que, si j'avais été procureur, je n'aurais pas porté plainte sur la base de ces documents. « Ils reposent essentiellement sur le témoignage d'un prisonnier de guerre dont on ne peut exclure qu'il ait cherché à se disculper en chargeant M. Waldheim. » Plus déterminant pour le président est le fait que la Yougoslavie n'a pas elle-même, à l'époque, intenté de poursuites.

Quant au dossier du CJM, Les conclusions de M. Kirchschlager sont moins favorables à l'ancien secrétaire général de l'ONU. Rien de ce qui lui a été transmis, affirme-t-il, ne permet de déterminer avec précision, de juillet 1942 à décembre 1943, fonctions et



CAGNAT.

lieux d'activité. A partir de cette date et pendant l'année 1944, Kurt Waldheim, qui entre-temps avait été promu lieutenant, était l'assistant d'un officier qui coordonnait les informations provenant de toute la région des Balkans, dans l'« unité E », basée à Araski, près de Salomonie. « Il devait, de par sa fonction, être informé de tout ce qui se passait en Méditerranée, en Italie, dans les Balkans. On est donc, d'après moi, autorisé à penser qu'il était au courant des opérations de représailles menées contre les partisans. »

CLAIRE TRÉAN.

ANNY DUPEREY

APOSTROPHES
LE 25 AVRIL

Après "L'admiral",
la grande comédienne
Anny Duperey
revient avec succès
à la littérature.

LE MONDE

SEUIL

DIPLOMATIE

SELON LE MINISTRE SOVIÉTIQUE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Washington a « sérieusement compliqué » les préparatifs du sommet Reagan-Gorbatchev

Comme il avait été annoncé (le Monde du 23 avril), les États-Unis ont procédé, mardi 22 avril, sur le site du Nevada, à une explosion nucléaire souterraine, la troisième depuis un mois et la dixième depuis que les Soviétiques ont annoncé un moratoire sur leurs propres essais, en août dernier. Cette expérience a été immédiatement dénoncée à Moscou, comme l'indiquent ci-dessous notre correspondant.

De son côté, M. Izraelian, représentant soviétique à la conférence de Genève sur le désarmement, a déposé mardi un projet de convention sur l'interdiction des armes chimiques.

De notre correspondant

Moscou. — Tass a condamné presque sur-le-champ, mardi 22 avril, le nouvel essai nucléaire effectué le même jour aux États-Unis. « Contrairement aux intérêts vitaux et aux aspirations de tous les peuples, y compris le sien, Washington cherche à torpiller les ententes intervenues à Genève (sur le sommet Gorbatchev de novembre 1985), et entreprend des actions qui aggravent davantage encore la situation déjà tendue dans l'arsenal international. Les explosions nucléaires dans le Nevada réduisent à néant la possibilité unique d'amorcer réellement le processus du désarmement », écrit l'agence soviétique.

La Pravda de ce mercredi 23 avril estime, de son côté, que ce nouveau test manifeste « l'éloignement » de la volonté de Washington de « poursuivre sa ligne de confrontation ». Le quotidien du parti affirme en outre que les tests réalisés sur le plateau du Nevada sont destinés à la mise au point des armes de la « guerre des étoiles » — notamment des lasers qui seraient alimentés « par une charge nucléaire ».

Une manifestation a eu lieu mardi vers midi sur le trottoir qui fait face à l'ambassade des États-Unis. Une centaine de personnes, essentiellement des étudiants soviétiques et étrangers, ont déployé des bandes-

ques. Le calendrier proposé, indique l'agence Tass, prévoit « la suspension de toute activité dans les installations de production d'armes chimiques » dès la signature d'un accord, l'indication par chaque pays de l'emplacement précis de chacune de ces installations « étatiques ou privées » trente jours plus tard, leur « fermeture » dans un délai de trois mois et leur « destruction » un an plus tard. M. Izraelian s'est à nouveau prononcé pour des « contrôles internationaux sur place systématiques ».

Par ailleurs le gouvernement américain a

autorisé mardi la reprise des vols réguliers de la compagnie soviétique Aeroflot vers les États-Unis. Ces vols avaient été interdits après le coup de force militaire en Pologne en 1981, après une première réduction imposée par le président Carter en 1979, à la suite de l'invasion de l'Afghanistan. Enfin, en 1983, après la destruction du Boeing sud-coréen par la chasse soviétique, Washington avait interdit à Aeroflot toute vente de billets aux États-Unis. La levée prochaine de toutes ces restrictions avait été annoncée à la fin de l'an dernier, après le sommet de Genève.

tions entre États (mais non entre partis) avec la Chine, et de ce que la coopération entre les pays du COMECON ait atteint un stade « qualitatif nouveau ».

M. Gromyko souffrant

Sur le plan intérieur, l'orateur a souligné avec un enthousiasme particulier l'« esprit nouveau » qui aurait saisi, selon lui, les communistes soviétiques depuis la désignation de M. Gorbatchev à la tête du parti en mars 1985 et depuis le XXVII^e Congrès. Il a affirmé que le travail idéologique devrait être désormais « plus intelligent » et « plus fin », pour répondre aux besoins d'une société plus instruite.

Il a insisté sur le rôle de la famille, surtout des jeunes ménages, qui doivent « prendre modèle sur les Oulianov, le vrai nom de Lénine ».

La direction soviétique presque au complet avait pris place pour cette cérémonie à la tribune du palais des Congrès. Seul M. Gromyko manquait à l'appel. Le chef de l'État n'était pas non plus à l'aéroport, contrairement à la pratique accoutumée, pour accueillir quelques heures auparavant M. Gorbatchev de retour de Berlin-Est. Selon les informations officielles habilitées, M. Gromyko serait hospitalisé, victime d'un « refroidissement ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

Le « chauvinisme déchaîné »

Le ministre des affaires étrangères a dénoncé en termes très vifs le « terrorisme d'État » qui serait pratiqué par Washington, en proie, selon lui, au « chauvinisme déchaîné et à l'arrogance ». M. Chevvardnaze a cependant évoqué en termes plus équilibrés l'hypothèse d'un prochain sommet. « L'URSS est prête, a-t-il dit, à un dialogue constructif » avec les États-Unis et se prononce « pour la relance du processus amorcé à Genève ». « Mais Washington a sérieusement compliqué par ses actions la possibilité d'une amélioration des relations soviéto-américaines, et encore plus les préparatifs pratiques d'une rencontre entre les dirigeants de nos deux pays », a-t-il ajouté.

M. Chevvardnaze s'est d'autre part réjoui de l'« amélioration des rela-

DEVANT L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

M. Perez de Cuellar va présenter des propositions pour résoudre la crise financière de l'ONU

De notre correspondante

Genève. — L'Office des Nations unies à Genève vient d'être informé que, pour faire face à la très grave crise financière qui affecte l'ONU, son secrétaire général présentera des propositions concrètes à l'Assemblée générale extraordinaire qui doit se réunir avant la fin de ce mois. M. Perez de Cuellar a en fait part aux sous-secrétaires généraux du siège, ainsi qu'aux hauts fonctionnaires ayant le même rang, qui sont à la tête des grands organes des Nations unies, tels que, sur les bords du Léman, le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR), la Commission économique pour l'Europe (CEE-ONU), la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED), et le Bureau de coordination des secours en cas de catastrophe (UNDRO).

Des coupes claires dans le budget de cette année avaient déjà été décidées, mais le trou à combler atteindra sans doute, compte tenu de la dépréciation de la monnaie américaine, quelque 105 millions de dollars (le Monde du 22 mars). De nouvelles mesures devront donc être proposées à cette Assemblée.

Celles-ci porteront sur trois domaines où des fonds pourraient immédiatement être libérés: le bâtiment, les réunions et la documentation. La remise à plus tard de la construction de deux nouveaux centres de conférences — l'un en Afrique, l'autre en Asie — pour-

rait ainsi permettre de disposer de 9 millions de dollars. La session d'été du Conseil économique et social (ECOSOC) serait réduite d'une semaine; celle de l'Assemblée générale des Nations unies de trois semaines.

Enfin, le programme des publications pour 1986 et « certaines activités de programmes additionnelles » subiraient une réduction de 14,5 millions de dollars. On parvient de la sorte, à une économie de 60 millions. Reste encore à en trouver 45 pour équilibrer le budget.

M. Perez de Cuellar ne semble pas décidé, dans l'état actuel des choses, à aller plus loin vers une réduction, selon lui « destructrice », des effectifs et des activités, afin de ne pas risquer d'entraîner l'ONU dans une situation invivable à long terme. En outre, les indemnités de licenciement et les frais de rapatriement de fonctionnaires recrutés dans tous les coins du monde ne manqueraient pas d'aggraver cette situation, dans l'immédiat.

Le secrétaire général se propose donc de mettre les délégués des gouvernements face à leurs responsabilités. Il demandera aux États membres, lors de la session extraordinaire, d'avancer leur contribution pour 1987; et à ceux d'entre eux, trop nombreux, qui accusent des retards dans leurs paiements, d'assumer leurs obligations aux termes de la charte des Nations unies. Des assurances encourageantes ont déjà été données par des pays, pourtant fortement endettés, d'Amérique latine. Au surplus, il serait souhaitable que les États membres versent volontairement, sur un compte spécial, des sommes qui pourraient être éventuellement portées à leur crédit.

Dans un rapport qui vient d'être rendu public, M. Perez de Cuellar donne la liste d'autres réunions qu'il souhaiterait voir abrégées ou supprimées. Certaines propositions témoignent d'un certain humour involontaire: il est, par exemple, proposé de reporter à 1987 une réunion du Groupe d'experts consultants chargé de faire une étude sur les effets climatiques et physiques éventuels de la guerre nucléaire, notamment l'hiver nucléaire. Il est également suggéré de renvoyer à l'an prochain les deux seules réunions d'experts indépendants — et non pas de délégués gouvernementaux — sur les droits de l'homme. En revanche, les « séminaires ou colloques régionaux des Nations unies sur la question de Palestine » sont seulement ramenés de six à quatre en 1986.

ISABELLE VICHNIAC.

DEVANT LE CONSEIL DE L'EUROPE

M. Pèrès a relancé son idée de « plan Marshall » pour le Proche-Orient

M. Shimon Pèrès, président du conseil israélien, a lancé, mardi 22 avril, à Strasbourg, un appel aux Européens pour qu'ils participent aux efforts de paix au Proche-Orient en s'unissant contre le terrorisme et en participant à l'assainissement économique des pays de la région.

Parlant devant le Conseil de l'Europe, M. Pèrès a souligné que la convergence des extrémismes religieux et politiques dans le terrorisme international constituait un obstacle sérieux au processus de paix au Proche-Orient.

Abordant les problèmes économiques, M. Pèrès a souligné qu'ils constituaient le défi le plus pressant pour les pays du Proche-Orient.

« Pas de paix stable sans économie stable », a-t-il dit. Le Conseil de l'Europe « doit être une figure de proue pour le lancement d'un programme économique original, sur dix ans, susceptible de favoriser la stabilité et la paix dans la région ».

Ce projet pourrait être en partie réalisé si les pays consommateurs de pétrole acceptaient de mettre au point un plan de réhabilitation économique du Proche-Orient, et d'y consacrer une part des 7 milliards de dollars qu'ils vont sans doute économiser cette année en raison de la chute des prix pétroliers, a suggéré M. Pèrès.

Le meilleur point de départ d'un tel programme pourrait être une résolution des sept pays non communistes les plus industrialisés, adoptée lors du sommet de Tokyo le mois prochain, a-t-il ajouté. En mars, M. Pèrès avait déjà lancé l'idée d'un « plan Marshall » pour le Proche-Orient.

A Tunis, M. Cheddi Kilbi, secrétaire général de la Ligue arabe, a rejeté la proposition de M. Shimon Pèrès, déclarant que « ce plan n'est rien d'autre qu'une manœuvre destinée à détourner l'attention du vrai chemin de la paix, qui seul peut conduire à la stabilité ».

Jean-Claude Charles revient chez lui à Haïti : les premières heures de démocratie vues par cet écrivain dans

L'AUTRE JOURNAL



Aux Éditions STH
6, av. Léon-Heuzeu, 75016 Paris. Tél.: 45 27 10 15

LES LIBERTÉS
PUBLIQUES
EN FRANCE
ET DANS LE MONDE
par JEAN-PAUL COSTA
maître des requêtes au Conseil d'État
Préface de GUY BRAIBANT

Prix public 95 F 272 pages.

L'objet de ce livre est d'analyser à partir du Droit le renouvellement profond de la problématique des libertés publiques. Chacun de nous est concerné par ce sujet vital au sens propre du terme.

A TRAVERS LE MONDE

ANGOLA

Visite à Paris du ministre des affaires étrangères

De passage à Paris, venant de New-Delhi, M. Alfonso Van Dunem M'binda, ministre angolais des affaires étrangères, a eu, mardi 22 avril, un entretien avec M. Jean-Bernard Raimond pour un tour d'horizon sur la situation en Afrique australe. La question de l'accession de la Namibie à l'indépendance a notamment été abordée. Le ministre angolais s'est déclaré « très satisfait » de ce premier contact avec son homologue français. D'autre part, le Quai d'Orsay a reçu, il y a quelques jours, au niveau de hauts fonctionnaires, M. Marier, directeur du cabinet de M. « Pk » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères. Il s'agissait d'une visite de courtoisie, normale après un changement de gouvernement, indique l'ambassade de la République sud-africaine à Paris.

ÉTATS-UNIS

Un ancien du Vietnam exécuté

David Funchess, un ancien combattant de la guerre du Vietnam, âgé de trente-neuf ans, a été exécuté, mardi 22 avril, par électrocution à la prison de Starke, en Floride. Il avait été condamné à mort pour avoir tué trois personnes au cours d'un hold-up. Grièvement blessé par une mine peu après son arrivée au Vietnam, il y a vingt ans, Funchess avait été traité par des médicaments à base d'héroïne pour soulager ses douleurs, ce qui, selon ses médecins, avait modifié son comportement. Son exécution est la cinquante-seizième aux États-Unis depuis le rétablissement de la peine de mort en 1976. — (AFP.)

ILE MAURICE

Un prêtre français menacé d'expulsion

Un membre de la congrégation des Filles de la charité, le Père Léonard Diard, a été informé par les autorités que son permis de séjour, qui expire le 30 avril, n'était pas renouvelé en raison de ses « activités indésirables ». Ancien prêtre ouvrier employé à Air France, le Père Diard résidait depuis deux ans à l'île Maurice. Les autorités le tiennent pour un membre clandestin du Parti communiste et lui reproche d'avoir tenu des réunions subversives dans la zone franche du port de Saint-Louis. Un comité de soutien, qui s'est constitué à Paris, estime que le religieux « a eu le tort de dénoncer les conditions de travail des ouvriers » dans cette zone franche. L'évêque de Port-Louis, Mgr Jean Margot, a protesté contre la décision des autorités dans une lettre qu'il a fait lire en chaire dans toutes les églises le 13 avril.

TUNISIE

M. Mestiri condamné à quatre mois de prison

M. Ahmed Mestiri, secrétaire général du Mouvement tunisien des démocrates socialistes (MDS), a été condamné mardi 22 avril par le tribunal correctionnel de Tunis à quatre mois de prison pour « organisation d'attroupement sur la voie publique ». Il avait été arrêté le 16 avril lors d'une manifestation organisée par l'opposition tunisienne pour protester contre le raid américain en Libye. Le tribunal a également condamné à quatre mois de prison trois autres personnes jugées pour les mêmes raisons: M. Hassen Ben Rabia, un militant du MDS, et MM. Omar Mestiri (neveu de M. Ahmed Mestiri) et Abdelatif Hermassi, membres du bureau directeur du Rassemblement progressiste socialiste, petit mouvement d'opposition toléré. Les quatre hommes étaient passibles d'une peine maximale d'un an de prison. M. Ahmed Mestiri a fait appel et, conformément au code de procédure tunisien, il comparaitra devant une chambre spéciale dans les dix jours. Les avocats et amis de l'ancien ministre du président Bourguiba affirment qu'on lui fait un procès politique visant à l'empêcher de se présenter aux élections législatives de novembre. De source diplomatique tunisienne, on déclare que M. Mestiri a commis une faute en appelant à une manifestation qui pouvait dégénérer en violence contre l'ambassade des États-Unis « à un moment particulièrement inopportun ».

(Publié)

PLUTÔT QU'UNE « ÉCOLE DE COMMERCE » EN FRANCE
DIPLOME de USA
BUSINESS aux USA
Dans une grande université de Californie ou de Floride. Durée 12 mois. Il faut avoir de 18 à 35 ans, niveau bac min. Stage anglais préalable si nécessaire. Doc. contre 5 timbres. U.S.A.-French-Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.94.94.

PUBLICATION JUDICIAIRE

CONTREFAÇON DE LA MARQUE "JEAN PATOU" DE LA SOCIÉTÉ JEAN PATOU PAR LA SOCIÉTÉ GEBE

Par JUGEMENT DÉFINITIF en date du 10 décembre 1985, la troisième CHAMBRE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS :

- « Dit qu'en offrant en vente des foulards revêtus de la dénomination "JEAN PATOU" la Société GEBE a commis des actes de contrefaçon de la marque "JEAN PATOU" de la Société JEAN PATOU.
- Interdit à la Société GEBE de continuer à offrir en vente, vendre ou importer des articles contrefaisants, sous astreinte de CINQ CENTS francs (500) par infraction constatée à compter de la signification du présent jugement ;
- Ordonne la confiscation et la remise à la Société JEAN PATOU en vue de leur destruction des foulards contrefaisants, sous astreinte de CENT franc (100) par jour de retard à compter de la signification du présent jugement ;
- Condamne la Société GEBE à payer à la Société JEAN PATOU la somme de QUARANTE MILLE francs (40 000) à titre de dommages-intérêts ;
- Ordonne la publication du dispositif du présent jugement dans trois journaux ou périodiques au choix de la demanderesse et aux frais de la Société GEBE, sans que ceux-ci puissent excéder la somme de QUINZE MILLE francs (15 000) ;
- Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement ;
- Condamne la Société GEBE aux dépens. »

VERS L'HOMME TOTAL
ALAN SPARTE
Un livre prophétique à l'aube du 3^e millénaire — 59 F
ÉDITIONS EUROPÉENNES
11 bis, av. de la Providence
92160 ANTONY

GUINÉE:
NOUVEAU PROTECTORAT
FRANÇAIS?
L'Etat fait toujours semblant de payer, et les Guinéens font également semblant de travailler. Pendant ce temps... les Français s'installent! Et à Conakry la grande magouille bat son plein...
Dans le n° 182 (avril) du mensuel
AFRICA INTERNATIONAL edité à
Baker - Abon annuel 109 F Paris 10,
rue des Pyramides Tél. 42.86.93.02

ite à Paris du ministre
affaires étrangères

Le ministre des affaires étrangères, M. Alfonso Van Halbeek, est arrivé à Paris venant de New Delhi. M. Van Halbeek a été reçu par le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Benoît Raymond, à son arrivée à Paris. M. Van Halbeek a été reçu par le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Benoît Raymond, à son arrivée à Paris. M. Van Halbeek a été reçu par le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Benoît Raymond, à son arrivée à Paris.

ATS-UNIS

ancien du Vietnam exécuté

Un ancien combattant de la guerre du Vietnam, M. Pham Van Thuan, a été exécuté mardi 22 avril, par les autorités vietnamiennes. M. Pham Van Thuan avait été condamné à mort pour avoir été membre d'un groupe d'extrême droite. M. Pham Van Thuan avait été condamné à mort pour avoir été membre d'un groupe d'extrême droite.

MAURICE

re français menacé d'expulsion

Un Français, M. Jean-Pierre Laroche, a été menacé d'expulsion de Maurice. M. Laroche a été accusé d'avoir été membre d'un groupe d'extrême droite. M. Laroche a été accusé d'avoir été membre d'un groupe d'extrême droite.

ISIE

estri condamné
tre mois de prison

Un homme d'affaires, M. Jean-Pierre Laroche, a été condamné à trois mois de prison. M. Laroche a été accusé d'avoir été membre d'un groupe d'extrême droite. M. Laroche a été accusé d'avoir été membre d'un groupe d'extrême droite.

PLURIEL OFFRE - ÉCOLE DE COMMERCE - EN FRANCE

DIPLOME de
BUSINESS aux USA

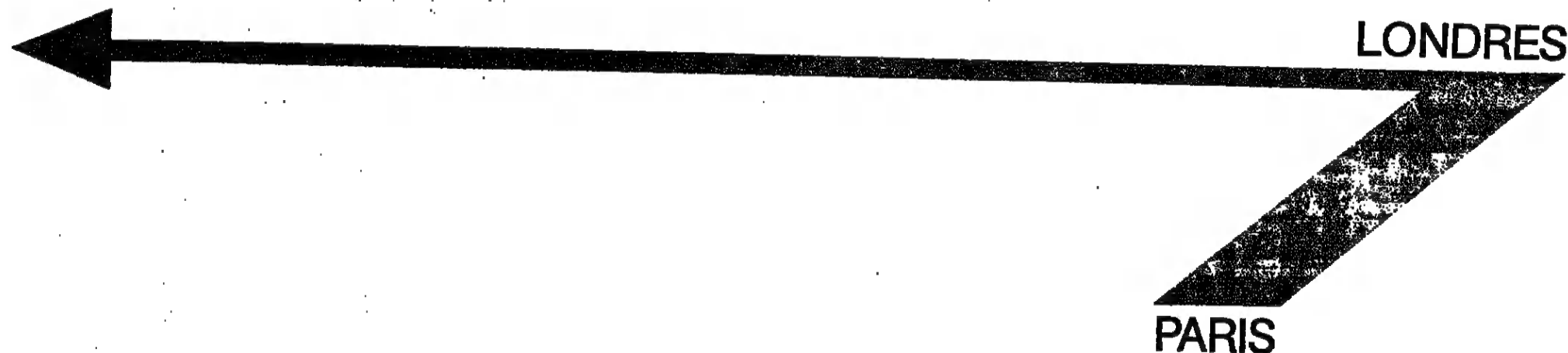
Une école de commerce en France propose un diplôme de business aux USA. L'école propose un diplôme de business aux USA.

PUBLICATION JUDICIAIRE

ONTREFAÇON DE LA MARQUE
"JEAN PATOU"
DE LA SOCIÉTÉ JEAN PATOU
PAR LA SOCIÉTÉ GEBE

La société GEBE a été condamnée à payer des dommages et intérêts à la société Jean Patou. GEBE a été condamnée à payer des dommages et intérêts à la société Jean Patou.

Pour gagner du temps faites un détour.



Passez par le Terminal 4 de Londres Heathrow.

Maintenant, les passagers de Paris bénéficient d'un transit plus rapide et plus simple vers plus de 70 destinations lointaines à l'intérieur d'une même aérogare: c'est le nouveau Terminal 4 de Londres Heathrow. Confortable, spacieux et moderne, il a été conçu pour le bien-être des passagers qui veulent gagner du temps.

BRITISH AIRWAYS

Les germes

L'AUTRE JOURNAL

PROCHE-ORIENT

LES TENSIONS AU YÉMEN DU SUD

Les germes de conflits futurs subsistent à Aden

De notre envoyé spécial

Aden. — Comme par enchantement, les langues se sont déliées. Les habitants d'Aden, traditionnellement méfiants à l'égard des étrangers, n'hésitent plus à dire — en termes, il est vrai, prudents — ce qu'ils pensent de ce qui s'est passé en ces journées tragiques de janvier 1986 qui faillirent ébranler les fondements de l'unique république marxiste du monde arabe. Mais à part les militants du parti socialiste yéménite (PSY), pour qui ces « regrettables événements » sont partie d'une conspiration internationale de « nature réactionnaire et impérialiste » dirigée contre le régime socialiste d'Aden, la plupart des commentateurs trahissent la « consternation » et surtout la « crainte de l'avenir ».

« Nous ne comprenons pas ce qui s'est passé, affirment nos interlocuteurs tout de go. Comment les frères d'un même parti peuvent-ils se détester ? Comment peuvent-ils se battre ainsi jusqu'à la mort ? Les habitants d'Aden, tout au moins la grande majorité d'entre eux, c'est-à-dire ceux qui ignorent tout des mystérieuses allées du pouvoir et de ce qui s'y déroule à l'ombre du parti et de l'État, reviennent dès à dos les deux protagonistes du conflit. « Ils auraient pu quand même s'entendre afin d'éviter la destruction de tout ce que ce pays a fait de positif depuis sa création », affirme un chauffeur de taxi, qui nous confie : « C'est une honte pour le pouvoir. Ne cherchez pas plus loin et surtout n'essayez pas d'y trouver des raisons idéologiques, politiques ou autres ».

Deuxième sentiment partagé par la plupart de nos interlocuteurs : la crainte que « tout cela recommence ». Ils ne sont pas sûrs qu'ils viennent d'assister au dernier acte d'une confrontation armée. Un fonctionnaire de l'État en uniforme affirme, non sans un certain humour froid : « Nous sommes conviés, à intervalles plus ou moins réguliers, à assister à un grand western sur écran panoramique. Mais nous

ignorons toujours pourquoi ils se battent et surtout quand ils se remettront à l'ouvrage ».

Ces propos, ainsi que d'autres plus discrets échangés en privé entre yéménites, révèlent l'existence d'un ras-le-bol généralisé à l'égard du parti et de l'État, et surtout à l'égard des méthodes expéditives utilisées par les dirigeants en vue de conserver le pouvoir. « Il existe désormais une fissure entre la classe qui nous dirige et les masses », nous confie un intellectuel désabusé qui s'apprête à occuper un poste d'enseignant dans un pays arabe voisin, après avoir pendant des années refusé obstinément d'envisager un exil même provisoire. Il s'est d'ailleurs pas le seul dans ce cas, et tous les avions en partance vers les capitales arabes affichent complet.

L'accès de folie d'Ali Nasser

Autre constatation, la grande majorité des personnes avec lesquelles nous avons pu nous entretenir au hasard des rencontres regrettaient la « défaite » de l'ancien président Ali Nasser Mohamed et n'ont à son égard que des paroles élogieuses, même s'ils condamnent l'« accès de folie » qui l'a poussé à vouloir éliminer physiquement la plupart de ses adversaires. « C'était un réaliste qui avait compris qu'il fallait améliorer le niveau de vie de la population et, pour cela, ouvrir le pays aux Arabes et à l'Occident. Grâce à lui, nous avons maintenant des voitures dans nos rues, un grand hôtel de classe internationale. Les états des marchés ne sont plus systématiquement vides et le peuple mange mieux ». En somme, tout ce qui a été fait de positif dans le domaine économique depuis l'arrivée au pouvoir d'Ali Nasser est attribué à son action personnelle.

Dans certains cas, nos interlocuteurs vont encore plus loin en faisant du président déchu, qui a occupé pendant de longues années les fonctions de chef de l'État, de premier ministre et de secrétaire général du

parti, le chantre de l'anticommunisme et de l'antisovétisme dans le pays. « C'est dommage qu'il ait échoué, car il voulait débarrasser la longue le Yémen du Sud du communisme et des Russes qui font notre malheur », affirment-ils. Il faudrait cependant préciser que ces propos sont surtout tenus par les habitants d'Aden qui ont directe-

ment profité de l'infatigable (ouverture économique) d'Ali Nasser. Paradoxalement, ces propos confortent la thèse d'Ali Nasser, secrétaire général du PSY et chef de l'État, préparant en cet instant la grande contre-révolution anticommuniste et antisovétique », propagée par la direction actuelle du parti. Celle-ci a rendu public, au lendemain de l'échec de la tentative de coup d'État préventif du 13 janvier, un document dans lequel il est expliqué pourquoi et comment Ali Nasser « voulait en finir avec le parti en organisant la liquidation physique de la direction collégiale du PSY, représentée par le bureau politique du comité central ».

Dans ce document, qui constitue presque un réquisitoire, il est dit noir sur blanc que, depuis son arrivée à la tête du parti et de l'État en avril 1980, Ali Nasser s'est efforcé d'affaiblir et de minimiser « le rôle dirigeant du parti » et de « paralyser l'efficacité de ses organes dirigeants ». L'ancien chef de l'État est par ailleurs accusé d'avoir détourné la politique du parti vers des positions conservatrices d'extrême droite et d'avoir inauguré une politique économique « désastreuse » fondée sur des « activités parasites ».

Quoi qu'il en soit, il existe peu de chances pour que le régime actuel se lance, dans l'immédiat du moins, dans de nouvelles réalisations de prestige, bien que M. Salem Ali el Beidh, le nouveau secrétaire général

La politique d'ouverture économique n'est pas pour l'instant remise en cause, mais ses « excès » sont dénoncés et attribués à la volonté de l'ancien chef de l'État de se livrer à des « opérations de prestige » coûteuses et inutiles afin de redorer son blason. C'est ainsi que l'on apprend que la décision de construire il y a quatre ans le grand hôtel de classe

internationale Aden Fratel a été précédée de longs débats sur l'opportunité même du projet, jugé peu réaliste pour un pays aux ressources limitées.

La décision de construire cet hôtel cinq étoiles aurait été finalement prise, dit-on aujourd'hui, sous la pression de l'ancien président, qui a sacrifié un projet concurrent plus utilement portant construction d'une route asphaltée reliant la capitale à Dhalei et Yafei, deux régions agricoles situées au nord du gouvernorat de Lahedj. Jusqu'à aujourd'hui les habitants de ces régions, qui ne sont séparées de la capitale que de quelques deux cents kilomètres, doivent effectuer un voyage éprouvant de près de dix heures en Land Rover pour se rendre à Aden.

On nous a même assuré que les quelques tirés bien ajustés qui ont ébranlé et marqué l'imposante façade de l'hôtel provenaient de miliciens originaires de Lahedj, qui s'étaient ainsi vengés rétroactivement d'un monument devenu le symbole du développement de la capitale au détriment de celui des provinces demeurées relativement arriérées.

Quoi qu'il en soit, il existe peu de chances pour que le régime actuel se lance, dans l'immédiat du moins, dans de nouvelles réalisations de prestige, bien que M. Salem Ali el Beidh, le nouveau secrétaire général

du parti, nous ait déclaré que son pays était prêt à entreprendre les travaux de reconstruction de l'hôtel Aden Fratel, dont le coût est estimé, selon une première évaluation, à près de dix millions de dollars, « à condition évidemment que Paris participe au financement des travaux en nous octroyant une aide ou un prêt ».

La priorité sera désormais accordée aux investissements dans le secteur productif non tertiaire en dehors d'Aden, afin d'éliminer le déséquilibre qui s'est créé au cours des années de l'infatigable d'Ali Nasser entre la capitale et les différents gouvernorats des provinces, provoquant un mouvement de migration interne vers Aden, considéré ici comme extrêmement dangereux pour l'équilibre politique du pays. Il est d'ailleurs évident que les forces opposées au président Ali Nasser n'ont eu le dessus à Aden qu'en y déplaçant les milices de Lahedj combattre celles d'Abyane et de Chaboua, que les amis d'Ali Nasser avaient précédemment mobilisées dans la capitale.

L'attitude des Soviétiques

Toute prolongation des combats porterait donc en germe la « tribalisation » des affrontements, susceptibles de déboucher à terme sur le démantèlement de la République socialiste d'Aden en une série de provinces qui auraient chacune leur intervention étrangère. C'est pourquoi les Soviétiques ont, après quelques jours d'hésitation, opté franchement pour les « rebelles », vainqueurs sur le terrain, et ont écarté systématiquement toutes les propositions de cesse-le-feu susceptibles à leurs yeux de « libérer », c'est-à-dire perpétuer, le conflit.

Surpris de prime abord par la brutalité de combats qu'ils n'avaient pas prévu ni empêché, les Russes ont finalement réussi à préserver l'essentiel de leurs intérêts. Ils ont, certes, perdu le président Ali Nasser, qui a fait plus que tout autre dirigeant arabe de la région pour promouvoir la politique soviétique dans le Golfe. L'ouverture écono-

que en direction des Etats pétroliers et de l'Ouest mise en œuvre par le président déchu ne les inquiète pas vraiment dans la mesure où eux-mêmes étaient incapables de fournir une aide équivalente. Mais à partir du début de 1984 ils avaient exprimé le souhait que le processus de rapprochement avec l'Occident ne dépasse pas certaines limites.

Néanmoins, l'empressement avec lequel les Soviétiques ont mis en selle le tandem Haydar el Atlas (le nouveau chef de l'État) et Salem Ali el Beidh (le secrétaire général du parti), considérés ici comme étant des « modérés » et des « réalistes », indique que Moscou est fermement décidé à appuyer ceux des nouveaux dirigeants qui entendent grosso modo continuer la politique d'Ali Nasser sans Ali Nasser, surtout sur le plan extérieur.

Mais comment concilier cette continuité avec les revendications des idéologues du parti qui, encouragés par leur victoire sur le terrain, exigent une radicalisation plus marquée sur le plan intérieur, ne serait-ce que pour ne pas trahir la mémoire de ceux qui sont morts durant les combats pour que la société socialiste yéménite conserve « sa spécificité socialiste » ? Pour l'instant, l'absence de tout programme émanant de la nouvelle équipe indique que les divergences subsistent au sein du pouvoir, et que les dirigeants jeunes et peu expérimentés qui viennent d'être subitement catapultés au sommet du régime d'Aden n'avaient comme objectif commun que celui de briser le monopole qu'exerçait Ali Nasser à la tête de l'État et du parti.

Les contradictions entre les différentes tendances de la coalition hétéroclite qui s'est constituée au cours de la lutte contre le pouvoir germe de conflits futurs. Il faudra de la part des nouveaux dirigeants beaucoup de tolérance, et de la part des Soviétiques beaucoup de vigilance, pour que ne se renouvellent pas les tragiques événements de janvier.

JEAN GUEYRAS.

LE TERRORISME

Landes ait été, aux Nations unies, en faveur d'une résolution condamnant le raid contre la Libye devant le Conseil de sécurité dont elle est membre. Un attentat en outre, à Washington, l'ambassade de M. Reagan dans la région pour représenter leur réputation à l'égard du régime libyen. L'autre gouvernement doit notamment compter de la présence d'une forte population libyenne, et du contexte électoral dans lequel il se trouve placé.

Plén a d'autre part publié sa première déclaration officielle sur l'affaire. L'agence Chine nouvelle dans ce texte : Israël, soutenu par les Etats-Unis et quelques autres pays occidentaux, « a été l'instigateur du terrorisme au Proche-Orient ».

Dans un entretien accordé au quotidien libanais *Al-Naba*, le président libanais, M. Chéhab Moudawana, a par ailleurs déclaré ce mercredi : « Les libanais acceptent les méthodes auxquelles la Libye a recouru ». — AFP, 24 Avril, L.P.I.

hatcher juge insuffisantes adoptées par les Douze

Une commission d'administration basée à l'Assemblée européenne a jugé insuffisantes les dispositions adoptées par les Douze pour lutter contre le terrorisme.

7 000 Libyens

Les Libyens en vue d'être expulsés de l'Algérie. Les autorités algériennes ont annoncé qu'elles ont expulsé 7 000 Libyens de leur territoire.

LA GUERRE DU GOLFE

Le Koweït adresse une nouvelle mise en garde aux compagnies aériennes desservant l'Irak.

Le Koweït a adressé une nouvelle mise en garde aux compagnies aériennes desservant l'Irak, demandant qu'elles ne transportent pas de passagers irakiens.

l'écrit vend du vrai au faux? quelle laine au x synthétique

Le Koweït a adressé une nouvelle mise en garde aux compagnies aériennes desservant l'Irak, demandant qu'elles ne transportent pas de passagers irakiens.

NOS PASSAGERS SONT EXIGEANTS, NOUS AUSSI!

Au service des échanges internationaux, nous sommes naturellement au service des hommes d'affaires qui en sont les principaux artisans. C'est en les écoutant qu'AIR FRANCE a mis au point une gamme complète de produits et de services répondant à leurs besoins.

Symbole de cette politique : CONCORDE, qui est par excellence l'avion des hommes d'affaires, à la fois pour sa rapidité et son prestige. Autre exemple prestigieux : "AIR FRANCE PREMIER", mondialement connu et réputé pour son raffinement.

S'adaptant aux diverses exigences de sa clientèle, AIR FRANCE a créé aussi deux autres classes pour faciliter le voyage des passagers d'affaires : la classe "AIR FRANCE LE CLUB" sur ses lignes long courrier internationales et la classe "AFFAIRES" sur ses lignes moyen courrier.

Mais le rôle d'AIR FRANCE ne se limite pas à ces importants éléments de confort liés au voyage proprement dit. La Compagnie apporte également l'appui de son réseau commercial mondial aux hommes d'affaires qui recherchent contacts et débouchés sur les marchés extérieurs.

Améliorer le confort du passager, rationaliser le transport des marchandises, faciliter les exportations : AIR FRANCE est au service des hommes d'affaires.

Nous sommes exigeants, nos passagers aussi !...

AIR FRANCE



ASIE

Malaisie

M. Pairin Kitingan demeure chef du gouvernement du Sabah

De notre envoyé spécial*

Kota-Kinabalu. — La tentative de Tun Mustapha Harun, ancien chef ministre de l'Etat du Sabah et actuel président du principal parti d'opposition, l'USNO (à dominante musulmane), pour se faire réinstaller à la tête du gouvernement local a échoué.

La Haute Cour de justice de cet Etat fédéré de la Malaisie a en effet confirmé la semaine dernière, à la suite d'un procès épuisé sur plusieurs mois, M. Joseph Pairin Kitingan, chef de file du PBS (à majorité chrétienne), dans ses fonctions de chef du gouvernement local. Le PBS avait remporté de justesse les élections d'avril 1985.

M. Pairin, un avocat catholique de quarante-cinq ans, avait, le 26 février dernier, dissous l'Assemblée, en vue de provoquer des élections anticipées qui, espérait-il, renforceraient son actuelle majorité. Cette décision avait entraîné de violentes manifestations, qui, en mars,

furent au moins quatre morts dans cet Etat caractérisé par sa grande diversité ethnique et religieuse (le Monde du 26 mars).

La plupart des observateurs estiment que l'opposition cherchait ainsi à entraîner le pouvoir fédéral à décréter l'état d'urgence au Sabah et à imposer un gouvernement de coalition.

La manœuvre n'a pas réussi. Les élections auront bien lieu les 5 et 6 mai prochain. « A condition que la police juge que le scrutin ne trouble pas la sécurité publique », a déclaré le président de la commission fédérale de contrôle électoral. Craignant de nouvelles émeutes, les forces de l'ordre avaient isolé le bâtiment de la Haute Cour, situé au cœur de la capitale du Sabah, Kota-Kinabalu, mais une petite centaine de personnes seulement eurent la patience d'attendre le verdict final, la lecture du jugement ayant pris plus de six heures. Tun Mustapha a décidé de faire appel.

J. B.

Chine

Le succès et les ambitions de « la plus grosse entreprise capitaliste »

M. Lu Guojin.

PDG de la société de navigation Minsheng, est responsable envers ses « actionnaires », tout en étant un bon « patron social »...

De notre envoyé spécial

Chongqing. — La principale ville de la province du Sichuan (1) est depuis plusieurs années à l'avant-garde de la réforme économique chinoise. Elle est en tête pour la modernisation de la gestion, l'élargissement du cercle d'activité et la création d'un secteur privé. Mise au pilori l'an dernier par le *Quotidien du peuple* pour avoir refusé de payer ses impôts à l'Etat, Chongqing est également l'un des cinq centres de la réforme bancaire, avec les villes de Canton, Wuhan, Changzhou (près de Shanghai) et Shenyang (ex-Moukden, en Mandchourie). Ces villes sont autorisées à développer leurs liens bancaires, le crédit, ainsi que les actions et obligations.

M. Deng Xiaoping prend, cependant, toujours grand soin de réaffirmer que la Chine demeure « socialiste ». « Si elle s'embarque sur la voie du capitalisme ou pratique l'hégémonie, disaient-il récemment au chef de l'Etat yougoslave, ce sera un désastre pour l'humanité. » A Chongqing, ces propos ne semblent

pas effrayer M. Lu Guojin, PDG de la Minsheng Shipping Corporation, société de navigation privée et, selon lui, « la plus grosse entreprise capitaliste de Chine ». La Minsheng (en français la vie du peuple) emploie quatre cents personnes et compte en recruter six cents autres d'ici la fin de l'année.

« Je suis en même temps capitaliste et manager, comme mon père », dit M. Lu Guojin. Son père, Lu Zuofu, avait fondé la Minsheng en 1926 en tant que petite compagnie de navigation sur le Yangzi. En 1949, il était le plus gros armateur de Chine avec cent quarante-huit bateaux, dont vingt de haute mer, mais il avait aussi étendu son action à l'immobilier, à la sidérurgie, à l'électricité et au charbon. Il était

celèbre pour ses activités philanthropiques et patriotiques, surtout pendant la guerre sino-japonaise.

L'entregent de Lu Zuofu

Nationaliste, proche du Kuomintang, Lu Zuofu en avait adopté les slogans patriotiques, d'un style aujourd'hui redevenu à la mode, et qui, calligraphiés, ornent le bureau de son fils et héritier : « Il ne faut pas travailler pour l'individu, mais pour le peuple et pour l'Etat », « la vie n'est pas faite pour prendre mais pour contribuer... ». Il avait des relations avec de nombreux industriels et personnalités politiques occidentales. Il comptait parmi ses actionnaires le propre beau-frère et minis-

tre des finances de Tchiang Kai-chek, T.-V. Soong, le seigneur de la guerre de la province, et le redoutable du Yuesheng, le chef de la « bande verte », le « parrain » de Shanghai, qui organisa, en avril 1927, le massacre des communistes que raconte Malraux dans *La Condition humaine*, avant de devenir le chef de la police de la concession française.

Tout cela n'empêcha pas Lu Zuofu de rester au pays après l'arrivée au pouvoir des communistes. Ceux-ci attendaient sa mort pour nationaliser tous ses biens en 1954. Son fils a fait toute sa carrière comme ingénieur dans les usines familiales, il réussit à passer au travers de la purge des « droitières » en 1958 et fut porté « malade » et renvoyé chez lui pendant la révolution culturelle pour lui éviter des ennuis.

Il faut dire que les « anciens » de la Minsheng étaient nombreux et avaient conservé des relations. Quelques années après la chute de la « bande des quatre », assés de leurs arrières, un certain nombre de vétérans de la compagnie, avec à leur tête MM. Lu Guojin et Jiang Changping, entré à la Minsheng en 1932, envoyèrent un rapport à la municipalité, puis au gouvernement central, demandant la réouverture de la compagnie en tant que société privée. L'autorisation fut donnée par le secrétaire général du PCC, M. Hu Yaobang, originaire lui-même de la province.

« C'était le bon moment », reconnaît M. Lu. En février 1984, la Minsheng, forte des 500 000 yuans (2) avancés par ses anciens employés et d'un prêt de l'Etat de 4 millions, reprit ses activités en tant que société par actions. Son logo — deux caractères chinois stylisés en blanc sur fond bleu — apparaît sur cinq remorqueurs et vingt-sept barges et, cette année, son tonnage va doubler pour atteindre 35 000 tonnes. Elle a obtenu l'autorisation d'armer des cargoes de haute mer vers le Japon et l'Asie en 1986 et vers le reste du monde l'an prochain. En même temps, elle va se lancer dans le commerce lucratif des croisières de luxe pour touristes étrangers le long du fleuve Yangzi. Ses bénéfices se sont montés à 5 millions de yuans en 1985. Ils devraient doubler cette année. Bref, l'entreprise semble bien partie.

3 % d'impôts

Ce sexagénaire maigre, aux tempes grisonnantes, déguisé dans son costume Mao, insiste sur l'aspect privé de « son » entreprise, dont il est responsable envers « ses actionnaires » privés et qui reviendra après sa retraite à « ses » enfants. « Mon conseil d'administration ne comporte aucun représentant de l'Etat ou du parti, nous dit-il. Il n'y a pas de cellule du parti à la Minsheng. » « Peut-être y aura-t-il un syndicat plus tard, ajoute-t-il, résigné. On n'a pas les moyens de l'empêcher, il y en a partout en Chine et à l'étranger. » Il n'est tenu par aucune législation sociale ou du travail. Mais, comme un bon « patron social », qui « demande plus à son personnel mais le paie mieux que les fonctionnaires », il donne à ses employés une « meilleure » couverture sociale.

M. Lu est optimiste, il voit loin, il revient d'un voyage en Europe où il a renoué les liens tissés du temps de son père, qui avait aussi gardé d'anciens amis et collaborateurs aux Etats-Unis. Pourquoi le gouvernement chinois fait-il la part si belle au secteur privé ? Il faut tout de suite préciser que celui-ci, même s'il a connu un succès foudroyant ces dernières années, ne touche encore que douze millions d'entreprises et dix-sept millions de personnes. C'est très peu à l'échelle de la Chine et les autorités entendent que ce phénomène reste limité. Mais déjà le « privé » a fourni des millions d'emplois aux jeunes chômeurs et aux paysans qui ont quitté leurs terres. Il a également permis de satisfaire une partie de la demande en biens de consommation que l'Etat est incapable de produire en quantité suffisante.

Dans le cas de la Minsheng, la concurrence privée a pour but de secouer un monopole de transport fluvial qui avait tendance à s'émousser : « La société d'Etat, qui avait confié tous les bateaux, n'utilise la capacité du fleuve qu'à 20 % », s'est plaint un fonctionnaire. C'est pourquoi non seulement la Minsheng ne reverse pas aux autorités la majeure partie de ses bénéfices, comme les autres sociétés publiques, mais elle ne paie que 3 % d'impôts.

PATRICE DE BEER.

(1) L'ancien Setchuan, Chongqing s'écrivait autrefois Tchongking.
(2) Un yuan vaut environ 2,30 F.

Nous le trouvons où qu'il soit.

LE PÉTROLE est notre principale source d'énergie. C'est lui qui fait tourner le monde et il en sera ainsi pendant bien des années. Encore faut-il être prêt à arracher de haute lutte ou trébucher aux profondeurs les plus secrètes de la terre, en recourant aux technologies les plus avancées, et courir l'aventure dans des lieux hostiles et inaccessibles.

Agip, la société pétrolière nationale de l'Italie, a relevé ce défi il y a 60 ans. Initialement elle foule le cœur de la terre, explore de nouvelles techniques et mobilise pour ces activités des ressources humaines et économiques toujours à la mesure des difficultés à surmonter.

Pourtant, la méthode consistant à trouver du pétrole existe. Agip est sur les lieux, avec son esprit d'initiative et ses décennies d'expérience. Les succès qu'Agip a remportés dans 30 pays et 5 continents, seuls ou en collaboration avec d'autres compagnies pétrolières de premier plan, font de cette société un interlocuteur fiable dans tous les domaines de l'activité pétrolière.

Y compris ceux où nul autre ne s'est jamais aventuré.

Agip
En Group.

Recherche en profondeur.
Réussite au sommet.

LE DÉBAT SUR LES O

M. Ballardur : la pri

Le 23 avril, lors de son voyage de travail en France, M. Ballardur, ministre de l'Énergie, a rencontré le président de la République, M. Mitterrand, et le premier ministre, M. Laqueau. Il a également rencontré le ministre de l'Économie, M. Cressat, et le ministre de l'Industrie, M. Lelièvre. M. Ballardur a souligné l'importance de la coopération entre la France et les autres pays de l'OCDE pour résoudre les problèmes d'énergie.

L'Assemblée nationale a tenu sa séance du 23 avril. Le débat sur la loi relative à l'énergie a été l'un des points principaux. M. Ballardur a présenté son rapport sur l'état de l'énergie en France et a souligné les progrès réalisés dans la production d'électricité et dans la recherche sur les énergies nouvelles.

Le débat a été animé et a permis de recueillir de nombreuses suggestions et critiques. M. Ballardur a remercié les députés pour leur engagement et a promis de prendre en compte toutes les propositions.

Le débat sur l'énergie se poursuivra les prochains jours. M. Ballardur continuera de travailler avec les députés pour trouver des solutions efficaces et durables aux problèmes d'énergie.

Le débat sur l'énergie est un sujet d'actualité majeure. Il est essentiel de trouver des solutions innovantes pour garantir l'approvisionnement en énergie de la France et de l'Europe.

Le débat sur l'énergie est un processus continu. M. Ballardur et les députés travailleront ensemble pour améliorer la législation et la mise en œuvre des politiques énergétiques.

Le débat sur l'énergie est un défi majeur pour la France. Il nécessite une collaboration étroite entre le gouvernement, le parlement et les citoyens.

Le débat sur l'énergie est un processus dynamique. M. Ballardur et les députés s'engagent à maintenir un dialogue ouvert et transparent.

Le débat sur l'énergie est un sujet complexe. Il nécessite une expertise technique et une vision stratégique.

Le débat sur l'énergie est un processus collectif. M. Ballardur et les députés travaillent ensemble pour trouver des solutions innovantes.

Le débat sur l'énergie est un défi pour la France. Il nécessite une action coordonnée et déterminée.

Le débat sur l'énergie est un processus continu. M. Ballardur et les députés s'engagent à maintenir un dialogue ouvert et transparent.

Le débat sur l'énergie est un sujet complexe. Il nécessite une expertise technique et une vision stratégique.

Le débat sur l'énergie est un processus collectif. M. Ballardur et les députés travaillent ensemble pour trouver des solutions innovantes.

Le débat sur l'énergie est un défi pour la France. Il nécessite une action coordonnée et déterminée.

Le débat sur l'énergie est un processus continu. M. Ballardur et les députés s'engagent à maintenir un dialogue ouvert et transparent.

politique

LE DÉBAT SUR LES ORDONNANCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Balladur : la privatisation permettra la mise en œuvre d'une « vraie participation »

En une après-midi et une longue soirée de discussion, le mardi 22 avril, sur le projet de loi d'habilitation économique et sociale, l'Assemblée nationale n'a eu que le temps de repousser les deux motions de procédure déposées par les socialistes. La majorité gouvernementale s'est retrouvée pratiquement seule pour ce faire. Pour juger que ce projet était contraire à la Constitution et qu'il était inutile d'en discuter, les députés du PC et ceux du FN ont rejoint ceux du PS. Si la motion d'irrecevabilité n'a obtenu que 278 voix (la majorité absolue est de

289 voix), c'est parce que 7 élus de l'extrême droite n'ont pas tourné correctement la clef de leur boîtier de vote électronique, qui venait d'être installé.

M. Edouard Frédéric-Dupont, qui figurait en deuxième position derrière M. Jean-Marie Le Pen sur la liste du Front à Paris, mais qui, dans la précédente législature, était député apparenté RPR, a, comme lors du vote sur l'engagement de responsabilité de M. Jacques Chirac, apporté son soutien au gouvernement. Parmi les suffrages sur lesquels le premier ministre est en droit de compter, il n'a man-

qué que le vote de M. Jacques Chaban-Delmas. En qualité de président de l'Assemblée, il préfère ne pas prendre part au scrutin. M. André Tassin Ah Koon (non-inscrit, la Réunion) a adopté la même attitude.

Les socialistes, en faisant plusieurs rappels au règlement et en demandant une suspension de séance, ont à nouveau manifesté leurs critiques sur la façon dont s'étaient déroulés les travaux préparatoires en commissions. Ils ont aussi fait remarquer que si le gouvernement engageait sa responsabilité sur le vote de ce texte, comme le conseil des minist-

res l'y a autorisé, les députés n'auraient pas la possibilité de l'examiner dans le détail.

Seul des nombreux ministres présents, M. Edouard Balladur a pris la parole pour expliquer que ce projet est la clef de voûte de la politique économique et sociale du gouvernement. L'opposition partage cette analyse. L'intervention de M. Pierre Mauroy a été une critique globale de l'action menée par la droite depuis son retour aux affaires. Il a souligné que la collaboration n'empêchait pas la nouvelle majorité de conduire une politique « réactionnaire ».

L'Assemblée nationale a commencé, mardi 22 avril, la discussion du projet de loi habilitant le gouvernement à prendre par ordonnance des dispositions d'ordre économique et social. Après des rappels au règlement de M. Pierre Joxe, Paul Chomart (PC, Loire) et Jean-Claude Martinez (FN, Hérault) sur la façon dont les commissions ont travaillé, une réponse de M. Michel d'Ornano, président de la commission des finances, et une suspension de séance demandée par le président du groupe socialiste, M. Robert André Vivien (RPR, Val-de-Marne), rapporteur général de la commission des finances, ont été le premier à intervenir. Il explique, notamment : « Si le gouvernement a des responsabilités éminentes dans la lutte pour l'emploi, il ne peut pas, il ne doit pas tout faire. Il prend ses responsabilités. Puisent également les organisations syndicales et tous les acteurs du jeu social prendre les leurs. » Il justifie ensuite la suppression des ordonnances de 1945 sur le contrôle des prix en remarquant : « L'existence d'une législation, d'une réglementation porte en elle-même la tentation d'intervenir (...). La majorité nouvelle n'en est pas davantage préservée que la précédente. »

M. Vivien annonce qu'il proposera de modifier l'article 1 du projet afin de préciser que « la législation économique concernée par l'habilitation est bien celle relative aux prix et à la concurrence ». Il s'interroge aussi sur la formulation de l'article 6, qui traite de la nomination des administrateurs dont la loi aura décidé la privatisation en laissant une liberté d'action aux prési-

dents de conseil d'administration nommés par le gouvernement. Or le rapporteur général rappelle que selon le Conseil constitutionnel « à des situations semblables doivent être appliquées des règles semblables », ce qui pourrait ne pas être le cas des administrateurs salariés selon l'entreprise à laquelle ils appartiennent.

Prénant à son tour la parole, M. Edouard Balladur affirme que ce texte est « la première application du contrat conclu entre la nouvelle majorité et le peuple français ». Le premier objectif est de permettre la création d'emplois « car il n'est pas d'injustice plus grande que celle qui écarte de l'activité productive un nombre si important de Français et tous particulièrement de jeunes Français ». Expliquant que les deux maîtres mots de la « nouvelle politique économique de la France » seront la « sagesse » et la « liberté », il déclare : « L'assainissement économique, budgétaire et financier est la préalable indispensable à la remise en marche de notre économie » car « c'est à l'Etat de faire porter d'abord sur lui-même la discipline de l'assainissement ».

Le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation souligne ensuite le rôle de la politique monétaire comme « élément déterminant de la lutte contre l'inflation », se voulant de se désolidariser de la France « grâce au remboursement anticipé de la dette extérieure de l'Etat et des entreprises publiques » et son souci de rendre aux agents économiques la liberté en mettant en œuvre « une révolution

tranquille ». Il s'agit, selon lui, « de démontrer que la liberté est plus efficace que la contrainte ».

M. Balladur annonce que les nouveaux textes sur la concurrence « seront prêts dès l'été » et que « moins de six mois après la promulgation de la loi d'habilitation, la liberté des prix sera devenue, en droit et en fait, la règle ».

Insistant sur l'emploi, il affirme : « Au-delà de l'action en faveur des jeunes, sous les salarités, sans exception, seront concernés. » Il explique à propos du travail temporaire ou à temps partiel : « Il faut, là aussi, simplifier, dans le respect du statut social du salarié qui sera maintenu. » Il évoque « la possibilité, dans les zones où la situation de l'emploi est particulièrement grave, des actions spécifiques » comme des « incitations de nature juridique et fiscale, voire des allègements de charges sociales ».

Les nationalisations

« mythiques »

Se plaçant sous le patronage du général de Gaulle il insiste sur la participation : « Des formules nouvelles devront être imaginées pour modifier la géographie du capital de nos entreprises et y réserver, en respectant la libre volonté de tous, la place qui revient aux salariés, singulièrement aux cadres. » Mais l'association des salariés aux décisions de gestion n'aura lieu que si l'assemblée générale des sociétés « en décide ainsi ».

Évoquant cette fois Georges Pompidou, il justifie la privatisation en disant que le vote de M. Jacques Chaban-Delmas. En qualité de président de l'Assemblée, il préfère ne pas prendre part au scrutin. M. André Tassin Ah Koon (non-inscrit, la Réunion) a adopté la même attitude.

Les socialistes, en faisant plusieurs rappels au règlement et en demandant une suspension de séance, ont à nouveau manifesté leurs critiques sur la façon dont s'étaient déroulés les travaux préparatoires en commissions. Ils ont aussi fait remarquer que si le gouvernement engageait sa responsabilité sur le vote de ce texte, comme le conseil des minist-

ment les nationalisations de toutes les époques : « C'est cet ensemble qu'il faut considérer sans distinguer les motivations d'origine (...). Rien n'a de valeur mythique à nos yeux. » Il évoque « la politisation trop fréquente des nominations des dirigeants ». L'interventionnisme de l'Etat, la baisse de 9 % des emplois entre 1982 et 1985 dans les entreprises nationalisées du secteur concurrentiel, le fait que de 1981 à 1985 l'autofinancement de celles-ci ait été inférieur d'un quart à ce qu'il a été dans le secteur privé comparable, leurs pertes de 71 milliards de francs en quatre ans.

M. Balladur confirme que ne seront pas privatisées « les entreprises qui assurent un service public ou gèrent un monopole », ni celles « qui doivent être préalablement redressées ». Souhaitant que l'Etat « tire le meilleur profit possible de la valeur de ses participations, le ministre d'Etat annonce son intention de créer « une commission de sages comprenant des personnalités ayant exercé les fonctions, par exemple de gouverneur de la Banque de France, de président de la commission des opérations de Bourse, de magistrats de l'ordre judiciaire et administratifs, de responsables d'entreprises bancaires et industrielles ». Elle donnera « son avis sur les critères d'évaluation qui lui seront proposés ».

Partisan de la « souplesse », il est « hostile aux formules hybrides de sociétés d'économie mixte », donc aux privatisations partielles. M. Balladur annonce aussi que le gouvernement « n'a pas l'intention d'interdire des participations à des

M. Mauroy : « Coup de force institutionnel »

M. Pierre Mauroy défend alors une exception d'irrecevabilité, jugeant le projet contraire à la Constitution. L'ancien premier ministre estime que le projet autorise le gouvernement « à modifier le code du travail, la législation fiscale, la législation sociale », et qu'il pourra donc faire « ce qu'il voudra dans tous les domaines du droit économique et social ». « Ce n'est pas, dit-il, une loi d'habilitation, c'est une loi de pleins pouvoirs. » Il parle de « coup de force institutionnel ». Si le gouvernement ajoute la contrainte de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution à la procédure des ordonnances, il affirme : « La politique que nous proposons n'est pas conservatrice, elle est réactionnaire », puisqu'elle met en cause « l'œuvre conduite par le général de Gaulle à la Libération (...) ».

(Lire la suite page 10.)

NOS PASSAGERS ONT LE SOURIRE, NOUS AUSSI !

Qu'AIR FRANCE ait fait des bénéfices en 1985 n'est pas en soi une grande nouveauté. Au cours des vingt dernières années, en effet, chaque fois que son environnement ne s'est pas trouvé perturbé par des événements extérieurs, la Compagnie a toujours été bénéficiaire.

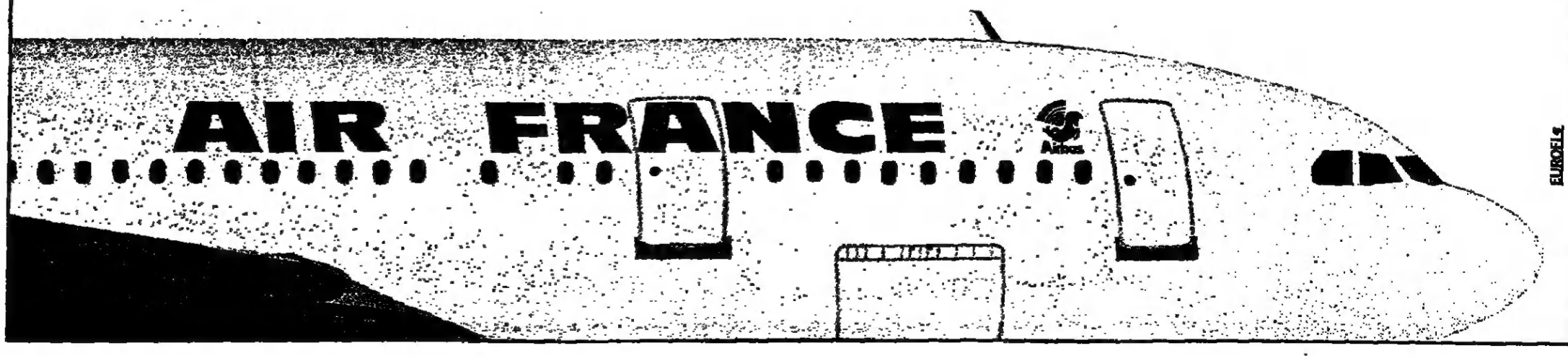
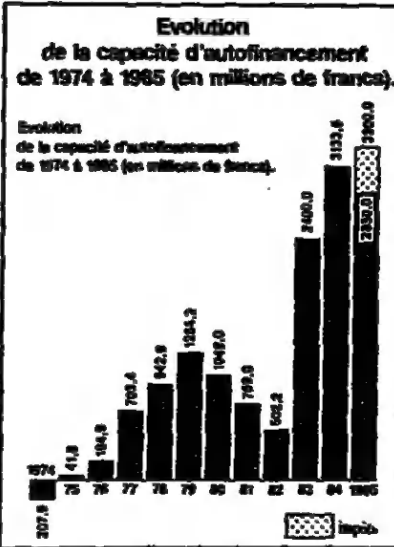
Mais au-delà des bénéfices, il y a la capacité de l'entreprise à faire face à son développement et notamment au financement des investissements qu'elle devra réaliser à partir de 1988 pour le remplacement d'une partie de sa flotte.

L'autofinancement, un atout majeur pour AIR FRANCE : avec en 1985, une capacité d'autofinancement, après impôts, de 2,850 milliards de francs, soit 9,5% du chiffre d'affaires, AIR FRANCE est sur la bonne voie.

Entreprise dynamique, AIR FRANCE consacre toute son énergie à répondre aux exigences d'un secteur en mutation constante. 3^e exportateur français, 1^{er} exportateur de services, AIR FRANCE apporte chaque année des devises à l'économie nationale : 5,5 milliards de francs en 1985.

"Aller de l'avant", c'est la volonté d'AIR FRANCE. Pour y parvenir, elle a de nombreux atouts : le savoir-faire, la productivité, l'adaptabilité et... la volonté de gagner.

Nous avons le sourire, nos passagers aussi !



3 % d'impôts

Ce rendement magistral, si l'on compare les bénéfices de l'entreprise à ceux de ses concurrents, est le résultat d'une politique fiscale très avantageuse. En effet, AIR FRANCE bénéficie d'un régime fiscal très particulier, qui lui permet de payer seulement 3 % d'impôts sur ses bénéfices.

Mais ce n'est pas tout. AIR FRANCE bénéficie également d'une déduction fiscale de 10 % sur ses investissements, ce qui lui permet de réduire encore ses impôts.

Enfin, AIR FRANCE bénéficie d'une exonération fiscale sur ses dividendes, ce qui lui permet de conserver une grande partie de ses bénéfices.

Patrice de Bèze, directeur général de l'entreprise, explique que ces avantages fiscaux sont le résultat d'une politique de soutien à l'industrie aéronautique française.

gip

POLITIQUE

LE DÉBAT SUR LES ORDONNANCES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Balladur : la privatisation permettra une vraie participation

(Suite de la page 9.)

Le premier chef du gouvernement de la gauche justifie longuement les nationalisations, qui ont mis fin à une socialisation de l'Etat où l'Etat « épongeait les pertes des certaines entreprises sur le dos des contribuables et laissait aux capitaux privés les profits des secteurs prospères ». Il affirme que tous les groupes nationaux en 1982 ont maintenant « un solde positif, alors que seule la CGE était dans cette situation en 1982 » ; qu'ils ont effectué « un effort d'investissement plus élevé que la moyenne ».

Prenez exemple sur la Grande-Bretagne, M. Mauroy explique que la privatisation « n'a rien résolu des problèmes de débouchés d'industrie comme l'aéronautique, et plus

encore la construction navale ». A l'inverse, il montre que « l'engagement économique et industriel de la puissance publique, dans des pays qui se réclament du libéralisme (les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne fédérale), est particulièrement net en matière de recherche », alors que le nouveau gouvernement français sacrifie ce secteur.

Le porte-parole des socialistes dénonce ensuite les conditions de la privatisation, qu'il assimile à « une forme de spoliation de la collectivité nationale ». Il s'agit d'une « spoliation » financière possible. « Craignez, dit-il, qu'avant peu une voix ne s'élève dans vos rangs pour dénoncer comme hier le règne des copains et des coquins ! »

Après avoir estimé que la privatisation risque de « fragiliser » l'appareil industriel, financier et bancaire, il remarque : « Les Français, éberlués, découvrent que la cohabitation n'est pas ce qu'ils supposaient. Nombre d'entre eux avaient rêvé d'un illusoire gouvernement des centres. Ils se retrouvent avec une droite dogmatique qui se complaît dans l'idéologie ». A M. Balladur, il lance : « Mieux vaut, lorsque vous gouvernez, avoir caché son or en Suisse qu'être en infraction de stationnement. Mieux vaut avoir spéculé contre le franc qu'avoir spéculé au Loto ». Il ajoute, reprenant une formule de François Mitterrand : « Il y a du linge dans ce gouvernement ».

M. Gilbert Gaudier (UDF, Paris) répond à l'ancien premier ministre en affirmant que son discours lui a rappelé les débuts du septennat. « Le groupe socialiste revient à son idéologie archaïque », dit-il.

290 voix contre 278

La motion d'irrévocabilité est alors repoussée par 290 voix (RPR, UDF) contre 278 (PS, FN, PC), sur 568 votants.

M. Michel Charzat (PS, Paris) défend alors une « question préalable », estimant qu'il n'y a pas lieu de débiter d'un tel projet. Le président du haut conseil de secteur public défend longuement les nationalisations. Il fait remarquer que, « en huit années, M. Thatcher n'a pas réussi à privatiser l'équivalent de ce que vous vous proposez de faire en cinq ans ». Il craint que l'offre de titres des entreprises à privatiser sur le marché boursier « ne déprime » celui-ci et n'empêche les sociétés privées de drainer l'épargne dont elles ont besoin. Surtout, il redoute une « chasse aux sorcières » chez les dirigeants des entreprises publiques : « A défaut de pouvoir rapidement, peut-être même de vouloir transférer la propriété, vous commencez par confisquer immédiatement la réalité du pouvoir ».

La question préalable est repoussée par 290 voix (RPR, UDF) contre 285 (PS, FN, PC) sur 575 votants. La discussion générale du projet proprement dit pourra commencer mercredi en fin d'après-midi.

Th. B.

Dans les couloirs

LE TEMPS N'EST PLUS AUX FLOFLONS

Il fallait bien M. Pierre Mauroy pour tenter de ressusciter les mythes de la gauche et celui des nationalisations. Mais comment réveiller les empêcheurs d'il y a cinq ans lorsque l'on est relégué à 23 heures, l'heure, la télévision, des documentaires aporétiques ? « Cet après-midi, les débats étaient assez moroses, ennuyeux même », se désolait-il à minuit dans les couloirs. Tout de même, il s'agit des dénationalisations ! « Ça est donc la parti », rouspète l'un de ses proches. Les socialistes avaient tout le week-end pour parler des dénationalisations. On n'a entendu personne.

Ainsi meurent les mythes, à l'heure tardive où le PS est au lit. Invisibles MM. Fabius et Rocard. M. Jack Lang, dans l'après-midi, sans doute emporté par son « Mouvement », est passé en coup de vent. M. Lionel Jospin est parti rencontrer M. Shimon Pérès et on ne l'a pas revu. M. Gaston Defferre, lui, semble surtout préoccupé par le prochain match de football Marseille-Bordeaux, et achève fiévreusement le psychanalytique L'An dans il s'apprête à faire ses délices en séance : « Une très bonne revue. Un jour, au ministère, une de mes collaboratrices n'en est pas revenue de la trouver sur mon bureau. Ce n'est tout de même pas parce que l'on est ministre que l'on doit être un parfait crétin ».

An total, une journée de filibuste étonnamment raisonnable, dont la motivation est de jeter Jacques Toubon, président de la commission des lois. « Les socialistes ont fait modérément de l'obstruction et j'ai présidé modérément », se félicite M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF. Il est vrai que l'hémicycle avait le tête ailleurs, tout entier préoccupé du prochain redécoupage des circonscriptions.

M. Mauroy, donc, pour la flamme, et M. Pierre Joxe en boutefeu de ce débat, uniques éclats dans une léthargie quasi générale, que ne vint pas troubler l'exposé très mesuré du ministre d'Etat, M. Edouard Balladur : « Le drame des ministères des finances de droite, remarquait méchamment un député bariste, c'est qu'ils sont aussi réacs que ceux de gauche, mais avec les floflons en moins ». Le temps n'est plus aux floflons.

D. S.

Droite-gauche : le combat continue

M. Edouard Balladur, vice-premier ministre ? La séance du mardi 22 avril à l'Assemblée nationale a fait tomber - si besoin était - les dernières doutes. Pour expliquer un projet de loi qui touche à la politique sociale autant qu'à la politique économique, à la politique industrielle autant qu'à la politique des entreprises publiques, le ministre d'Etat suffit. Les autres ministres théoriquement concernés restent à leur banc pour l'écouter. Pour défendre le projet de loi symbole du nouveau gouvernement, le premier des ministres de M. Jacques Chirac a toute la confiance du premier ministre, qui ne juge même pas utile de venir l'encourager par sa présence.

Donner du nerf et du muscle à la majorité, apparemment lassée par le long discours du grand maître de l'économie, n'aurait pourtant pas été inutile. La droite voulait banaliser ce débat. Pour elle, l'essentiel a eu lieu le 16 mars. Le gouvernement est simplement chargé d'appliquer le programme « plébiscité » par les électeurs. On croyait que la V^e République allait se « parlementariser » ; elle se « gouvernementarise ». La formule n'a pas été prononcée, mais elle sous-tend bien des mises en garde à l'opposition : « Vous avez tort, car vous êtes politiquement minoritaires ».

C'est le monde à l'envers. Il faut se pincer pour y croire : ce n'est pas M. Michel Charzat (PS) qui supplie que l'on ne touche pas au statut des principales entreprises françaises afin de ne pas les fragiliser ; c'est M. Balladur, et non M. Mauroy, qui affirme que l'important n'est pas l'idéologie, mais le meilleur système de gestion. Pour « ses » privatisations, la droite utilise bien des arguments que la gauche brandissait pour « ses » nationalisations. Les socialistes retrouvent les accents de leurs opposants d'hier.

La gauche - comme la droite en 1981 - veut donner toute son ampleur à son combat. Mais alors que le RPR et l'UDF, assommés par leur défaite laissent leurs anciens ministres se terner pour permettre à leurs jeunes loups de se faire les dents, le PS, ragibardier par les conditions de son revers, fait donner ses anciens gouvernants.

Pour défendre « le socle du changement », le « chef mason » n'est-il pas le mieux placé ? M. Pierre Mauroy en est bien persuadé. Quel plaisir pour lui de retrouver cette tribune, d'ou, pendant trois ans et demi, il avait sonné la charge du combat - sans merci - de la gauche contre

la droite ! Depuis que, sous la pression de l'usage du pouvoir et du défilé des provinces de France à la Bastille, il semble avoir rien appris, rien oublié. Face à lui, il y a toujours les « riches », les « gens du château ». Pourquoi se privatiser-il de son plaisir quand ses adversaires lui servent sur un plateau les arguments qui lui permettent de les comparer aux émirgrés retrouvant le pouvoir avec Louis XVIII ?

Car, derrière le discours sur la participation, il y a la suppression de l'obligation pour les dirigeants des entreprises - encore propriétaire de l'Etat - de laisser une place au conseil d'administration aux représentants des salariés. D'ordinaire, dans ces entreprises comme dans les autres, il n'y a pas de « cohabitation » avec les porteurs de capitaux que le conseil a le droit de confiance, il y a l'arniement pour les exportateurs frauduleux de France.

La gauche n'en demandait pas tant. Elle souhaite que M. Mauroy lui montre que la droite est bien à droite. Car plus la droite se « droïtise », plus il y a de l'espace pour la gauche. M. Mauroy est là pour garder la frontière.

THÉRIER BRÉHER.

« Ça fait beaucoup »

Le gouvernement veut-il empêcher le Parlement de délibérer normalement sur ses projets ? Ou bien l'opposition cherche-t-elle à retarder la mise en œuvre du programme de la majorité ? L'organisation du débat sur le projet de loi d'habilitation économique et sociale à l'Assemblée nationale a donné lieu, le mardi 22 avril, à un rappel au règlement de M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste.

Pour M. Joxe, il est inadmissible qu'un projet qui prévoit le transfert au privé d'entreprises nationales dont les actifs sont évalués à 200 milliards de francs n'ait pas pu être examiné jusqu'au bout par la commission des finances ni par la commission de la production et des échanges, non plus que par celle des affaires sociales, alors que ce texte comporte un important volet relatif au droit du travail et à l'emploi. Le gouvernement « a peur du débat public, il le fuit, il le redoute », a déclaré M. Joxe, tandis que les socialistes sont « les vrais défenseurs de la démocratie, contre les débats expéditifs, les lois bâclées et les bradeurs de l'intérêt national ».

MM. Paul Chomat (PC) et Jean-Claude Martinez (FN) ont protesté, eux aussi, contre les conditions d'examen du texte par les commissions. M. Michel d'Ornano, président de la commission des finances, a expliqué

alors la suspension des travaux de celle-ci (le Monde daté 20-21 avril) par l'attitude des socialistes, qu'il a accusés d'avoir adopté, le 18 avril, une tactique de retardement visant à empêcher le rapporteur de présenter ses conclusions au jour fixé par le gouvernement - maître de l'ordre du jour - pour l'examen du texte en séance publique. « Pour nous », a dit M. d'Ornano, le débat a eu lieu pendant la campagne électorale (...). Ceux qui sont au chômage, ceux auxquels on avait promis que les nationalisations apporteraient la sécurité de l'emploi, ceux-là attendent que le gouvernement agisse ! »

Les barristes critiques

M. Joxe a repris la parole pour affirmer que M. d'Ornano, absent le 18 avril parce qu'il se trouvait « en garden-party », avait fait un compte rendu inexact de ce qui s'était passé à la commission des finances. Le président du groupe socialiste a demandé une suspension de séance, mise à profit pour inviter les journalistes à la réunion des députés du PS.

Garden-party ? M. d'Ornano précise, dans les couloirs, qu'il précède, ce jour-là, la séance publique du conseil général du Calvados. M. Louis Mazeaud, député et conseiller général socialiste de ce département, ne se

dérobe pas : il confirme les dires du président de la commission des finances.

Ce point étant établi, les socialistes n'ont soulevé pas moins qu'aucun changement de tactique de leur part ne s'était produit, entre le 17 et le 18 avril, qui pût justifier la suspension des travaux de la commission. Celle-ci s'explique en fait, selon eux, par les divergences qui apparaissent au sein de la majorité. Alain M. Raymond Marcellin est hostile aux « zones franches » voulues par le ministre de l'industrie, M. Alain Madelin, pour favoriser l'activité industrielle dans les régions les plus touchées par la crise. Divergences encore, dans la majorité, sur l'ANPE (faut-il le supprimer ou le réorganiser ?), sur le SMIC (le maintenir ou l'abolir ?), sur la libération des prix (à quel rythme et comment ?).

A en croire les barristes, il y avait bien matière à débat. En tout cas, « les ordonnances, plus le 49-3, plus un micro-débat en commissions, ça fait beaucoup », estime l'un d'entre eux, M. François d'Aubert, tandis qu'un autre, M. Charles Millon, affirme que « l'opinion publique ne peut pas comprendre qu'on interrompe les travaux des commissions sur un tel texte ».

P. J.

Question de temps

(Suite de la première page.)

Mais il lui sera en tout état de cause plus facile de convaincre les Français de lui confier un second mandat (fût-il de cinq ans) à la faveur d'une crise plutôt qu'à froid.

Persone cependant ne peut rompre. M. Chirac n'est pas maître du calendrier. On voit mal M. Mitterrand lui offrir sa démission pour faciliter l'accès de ce premier ministre à l'Élysée. Ce dernier doit se défaire d'une image d'homme de coups pour se donner le profil - rassembleur - de l'homme d'Etat. Aussi se cantonne-t-il dans une attitude de respect de la fonction présidentielle qui lui a permis de faire la différence avec M. Barre. L'opinion lui reprocherait de s'en détourner. Cette même opinion, qui plébiscite la cohabitation, interdit à l'un comme à l'autre de briser ce rêve doublement sacré. Il faut être, dans cette affaire, l'agressé et non l'agresseur. C'est, au fond, le principe même de la dissuasion. Celle-ci, comme chacun peut le constater, est le meilleur gage de la paix en Europe depuis quarante ans. MM. Mitterrand et Chirac s'installent donc dans la durée.

Des deux cas, c'est aujourd'hui M. Chirac qui se renforce. Il a, dans la répartition des territoires respectifs, appliqué la stratégie simple mais toujours efficace : ce qui est à moi est à moi ; ce qui est à moi est négociable !

M. Mitterrand voit peu à peu sa marge de manœuvre se réduire et constate chaque jour combien sont peu nombreuses les ficelles qu'il peut encore tirer. S'agit-il des droits du Parlement, dont il se veut le gardien ? Ajouter la procédure expéditive de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution aux ordonnances serait les réduire à l'excès, avait-il averti. M. Chirac s'apprête à utiliser l'un et l'autre moyens. Pas de privatisation de nature à porter atteinte au pacte national fondé à la Libération, avait-il dit. Le champ des dénationalisations a été étendu aux entreprises nationalisées en 1945. Pour une réforme du système monétaire international, avait-il plaidé pendant trois ans, avant que M. Reagan ne le rejoigne sur ce point. Mais M. Balladur estime que cette réforme n'est plus à l'ordre du jour. Ce qui l'est, en revanche, c'est la patiente conquête par le premier ministre de la gestion de l'action extérieure. Au risque de voir M. Mitterrand perdre son crédit sur la scène internationale : quel chef d'Etat africain n'est pas aujourd'hui convaincu que les décisions se prennent à Matignon ?

Dans l'histoire

Cette accumulation masque certes un décalage, qui joue en faveur du président. C'est aujourd'hui au gouvernement d'étaler son jeu, ce qu'il fait. C'est le verdict des urnes. M. Mitterrand, lui, est associé aux décisions principales - avec voix au chapitre en politique extérieure et par le biais de sa signature en politique intérieure, - mais il n'est pas, et n'en est pas tenu pour responsable. C'est une situation confortable. M. Chirac se renforce du point de vue gouvernemental. M. Mitterrand aussi, mais du point de vue de l'opinion.

Pour quoi faire ? M. Mitterrand aspire à rester dans l'histoire. Il ambitionne d'être, grâce à la cohabitation, aussi important

pour la V^e République que le fut de Gaulle lui-même. Sa trace socialiste est déjà faite. Il peut y être fidèle, chercher à préparer un successeur ou incarner de nouveau lui-même la gauche contre la droite, au risque de se radicaliser et peut-être de rendre la cohabitation invivable. Il peut aussi changer de registre en prenant, par exemple, ce que, au début du siècle on appelait « la concentration républicaine ». C'est-à-dire une alliance des républicains de gauche et de droite contre les extrêmes. Il serait alors celui qui a su réconcilier les Français.

Cette logique n'est pas celle de M. Chirac. Le retour au scrutin majoritaire - bipartisme et radicalisme - le montre bien. Lui fait plutôt dans la terre à terre. Il n'a d'ailleurs pas nécessairement tort. En 1988, il y aura un (ou des) candidats socialistes face à des candidats conservateurs. M. Chirac se range parmi ces derniers et entend d'abord être à même de rassembler son propre camp.

D'où une politique conservatrice tournée vers des clientèles qu'il croit décisives. En professionnel qu'il est, il n'en a oublié aucune, pratiquant un libéralisme symbolique à finalité politique. S'il s'agit de la dévaluation, destinée à la fois aux agriculteurs et au patronat ; de l'abrogation de la loi Quilliot, qui flatte à la fois les propriétaires et ceux qui aspirent à la devenir ; s'il s'agit aussi de la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; du retour à l'anonymat sur l'or ; sans omettre un programme spécial pour les rapatriés... Bref, on retrouve une gestion classique par l'Etat d'une société segmentée en catégories électorales, chacune ayant droit à son clin d'œil, le plus souvent en espèce. Le tout Etat d'un côté (car l'Etat privatise, mais continue de nommer les responsables), le capitalisme rentier de l'autre. Voilà qui peut consolider un électoralat déjà fidèle, mais qui peut faire oublier l'essentiel : le libéralisme comme moyen d'accroître la modernisation de l'économie et de la société.

Voilà qui peut aussi dispenser la gauche, si elle n'y prend garde, de tout effort sur elle-même. Il lui suffit, pour être comprise, de dénoncer une politique de classe, comme l'écrivait le *Financial Times*, et de se poser en défenseur des couches moyennes salariées, comme l'a fait M. Mauroy à l'Assemblée nationale. Pourtant, l'opposition sera d'autant plus crédible qu'elle sera - culture de gouvernement oblige - sélective.

Le combat du PS pour transformer le nouveau mythe des 40 % en réalité électorale passe par une réelle transformation (à condition d'éviter entretemps la vente par appartement du parti en une kyrielle d'écuries présidentielles). L'opposition sera d'autant plus efficace qu'elle s'appuiera sur le président et le soutiendra. Ce qui impose à ce même président, comme au Parti socialiste, d'expliquer encore quelques condescendances.

Pour qui joue le temps ? M. Chirac mise naturellement sur la réussite de sa politique. M. Mitterrand sait qu'il ne peut rompre des lances avant que les armes soient affûtées. Ce qui l'empêche ni l'un ni l'autre, dans l'intervalle, de s'apprécier. Comme le dit un proche du premier ministre : « Nous sommes entre gens de bonne compagnie, n'est-ce pas ? »

JEAN-MARIE COLOMBANI.

LA PRÉPARATION DU

La majorité souhaite p avec la

« L'UDF, il a une espérance de vie limitée », estime M. Chirac. Les députés socialistes ont été surpris par cette déclaration. M. Chirac a dit : « L'UDF, il a une espérance de vie limitée », mais il n'a pas dit : « L'UDF, il a une espérance de vie limitée ». M. Chirac a dit : « L'UDF, il a une espérance de vie limitée », mais il n'a pas dit : « L'UDF, il a une espérance de vie limitée ».

Cette déclaration a été faite par M. Chirac lors d'une séance de l'Assemblée nationale. M. Chirac a dit : « L'UDF, il a une espérance de vie limitée », mais il n'a pas dit : « L'UDF, il a une espérance de vie limitée ».

Certaines réponses particulièrement intéressantes ont été données par M. Chirac à l'Assemblée nationale. M. Chirac a dit : « L'UDF, il a une espérance de vie limitée », mais il n'a pas dit : « L'UDF, il a une espérance de vie limitée ».

Les habitants

Certaines réponses particulièrement intéressantes ont été données par M. Chirac à l'Assemblée nationale. M. Chirac a dit : « L'UDF, il a une espérance de vie limitée », mais il n'a pas dit : « L'UDF, il a une espérance de vie limitée ».

Les conclusions tirées de ces débats sont les suivantes : M. Chirac a dit : « L'UDF, il a une espérance de vie limitée », mais il n'a pas dit : « L'UDF, il a une espérance de vie limitée ».

Les di

La majorité sénatoriale, après le vote de la loi de décentralisation, a élu pour l'année 1986-1987 le sénateur pour la Région Rhône-Alpes pour le RPR. M. Chirac a dit : « L'UDF, il a une espérance de vie limitée », mais il n'a pas dit : « L'UDF, il a une espérance de vie limitée ».

Pour le projet de loi gouvernemental à l'Assemblée nationale, M. Lucotte, de coordination la droite, a souligné que l'opposition n'est pas une fin en soi, mais un moyen d'agir vite sur les lois qui sont importantes dans l'actualité.

De son côté, M. Chirac a dit : « L'UDF, il a une espérance de vie limitée », mais il n'a pas dit : « L'UDF, il a une espérance de vie limitée ».

30 000 pieds, température extérieure - 45 °C, 900 km/heure... Bienvenue à bord, sourire, silence, long drink, petit coussin. Tranquille...

La lune n'est pas si loin.



123, Champs-Élysées, 75008 PARIS - Tél. (1) 47 20 86 15 - Telex Houd BP 679, 6, Avenue de Stude (0620) NCR - Tél. (093) 52 39 82

Paris, Bangkok, Jakarta, Séoul, Tokyo... La lune c'est pour

La majorité souhaite parvenir à un consensus avec les socialistes

et, comme d'habitude, passe par un
 tour de main, mention du combat
 d'hier, et, en temps, la vente par
 augmentant du parti en an
 kerville. C'est une présidence
 la, l'après-midi, en sem d'autant plu
 et, dans ce cas, d'apparaître au
 président et le soutient. Ce q
 suppose à ce même président
 l'union du Parti socialiste, d'ind
 les autres quelques couleurs.

Pour qui, tous le temps
 M. Charpe nous naturellement
 la réunion de sa politique
 M. Mitterrand suit qu'il ne
 l'union des deux autres, et
 même, pour M. Mitterrand, Ce q
 est possible. Mais l'autre d
 l'union de la gauche, d'apprenti
 et, comme le dit un proche de
 son président, M. Jean Simon
 entre, pour lui, une de minge
 et, en fait, la...

JEAN MARIE COLOMBANI

La perspective isotéradienne d'une UDF inscrite dans la stratégie du premier ministre est, aujourd'hui, dominante. Pour combien de temps, dominant les barristes et les proches de M. Valéry Giscard d'Estaing. La loi électorale est une première épreuve pour l'entente réalisée par M. Chirac. Elle permettrait de voir si MM. Jean-Claude Gaudin, François Léotard (PR), Pierre

est vendue
journaux
du Par-
Germain,
il est pos-
sitive à .
250 F.

La démonstration a dû être faite puisque l'accord s'est fait sur le nom de M. Adrien Gouteyron, ancien RPR de la Haute-Loire, pour rapporter le projet défendu par M. François Létard.

est vendue
journaux
du Par-
Germain,
il est pos-
sitive à .
250 F.

POLITIQUE

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Pons : d'abord ramener le calme

Interrogé sur son prochain voyage en Nouvelle-Calédonie, le ministre des départements et territoires d'outre-mer, M. Bernard Pons, qui était, mardi soir 22 avril, l'invité de FR3, a notamment déclaré : « Si le calme est revenu sur le territoire, c'est surtout parce que le haut commissaire (M. Fernand Wibaux) a pris les mesures qui s'imposaient, pour faire respecter la loi et l'ordre ».

M. Pons a annoncé un renforcement des forces de l'ordre en Nouvelle-Calédonie. « J'ai demandé à mon commissaire, qui souhaite, a-t-il dit, avoir à sa disposition les moyens nécessaires pour respecter la sécurité des biens et des personnes, ce qui est le premier engagement que nous avons ».

Inquiétudes dans les DOM. — Les six partis de gauche des départements d'outre-mer (la fédération socialiste de la Guadeloupe, représentée par M. Christian Carvignat, le Parti communiste guadeloupéen, représenté par M. Ernest Moutoussamy, la Fédération socialiste de la Martinique, représentée par M. Louis-Joseph Dagné et Simon Salpêtrier, le Parti communiste martiniquais, représenté par M. Armand Nicolas, le Parti progressiste martiniquais, représenté par M. Camille Darsières, et le Parti communiste réunionnais, représenté par M. Paul Vergès et Elie Hoarau) se sont réunis le samedi 18 avril à Paris pour un échange de vues sur les conséquences du changement de majorité parlementaire. Ils ont « exprimé leurs inquiétudes » des intentions affirmées du gouvernement de revenir, aussi bien par les ordonnances que par la loi, programme en cours d'élaboration, sur les acquis de la décentralisation et sur les acquis sociaux. Ils ont convenus de « renforcer leur action commune pour combattre toute politique qui voudrait remettre en cause les responsabilités reconnues aux régions par la décentralisation et qui chercherait à s'opposer à un développement régional conçu et mis en œuvre par les élus locaux en faveur du progrès économique social et culturel ».

pris et que la nouvelle majorité entend faire respecter ».

A propos des projets de gouvernement, le ministre a notamment indiqué : « L'organisation d'un référendum sur un territoire qui a été bouleversé depuis plusieurs années par toute une série de réformes institutionnelles, qui a vu s'affronter les armées, n'est pas chose simple. Il faut d'abord ramener le calme, rétablir la République, l'État de droit, et, à partir de là, organiser ce référendum ». Selon M. Pons, le référendum en Nouvelle-Calédonie pourrait ainsi avoir lieu « dans un délai d'un an à partir du moment où sera adoptée la loi », dont le ministre présentera les grandes orientations, le 10 avril, au congrès du territoire.

LA CRISE MUNICIPALE DE DRAGUIGNAN

« Je suis maire, je le resterai », affirme M. Claustres malgré ses embarras politiques et financiers

De notre correspondant régional

Draguignan. — Quel dommage que M. Claustres n'ait pas fait établir le rapport de la Chambre régionale des comptes des années 1983 et 1984, au lieu de le solliciter voici seulement deux mois ! Il ne se le pardonnait jamais. Car, affirme-t-il, les termes en auraient été exactement les mêmes. Le maire de Draguignan estime en effet que le diagnostic de la Chambre (50 millions de francs de déficit pour les trois derniers exercices budgétaires) confirme ce qu'il n'a jamais cessé de répéter sur les finances de la ville et l'héritage de la précédente municipalité socialiste.

Le 26 février 1984, après l'annulation du scrutin de mars 1983, M. Claustres avait remporté une victoire « historique » sur M. Edouard Solaud, maire socialiste de Draguignan, pendant un quart de siècle, sénateur et alors président du conseil général du Var. Il avait certes immédiatement dénoncé la gestion de son prédécesseur, mais n'avait pas, dit-il, « jugé souhaitable d'envenimer le débat ».

La Chambre n'avait pour mission, dans un premier temps, que de proposer des mesures de redressement budgétaire. Elle ne fait donc que décrire rapidement « une situation financière dégradée », sans entrer dans l'analyse des responsabilités revenant à chacune des municipalités concernées. Ses observations

sont pourtant assez transparentes et n'épargnent pas plus M. Claustres que M. Solaud. Ce dernier est notamment visé par les critiques de la Chambre portant sur des « subventions fictives » — du département — et des « emprunts reportés non réalisables ».

Son successeur est, lui, clairement mis en cause au sujet des subventions accordées par la ville aux associations qui représentaient, en 1985, 12 % des recettes de fonctionnement, soit le double du taux moyen des communes comparables. Les deux équipes municipales ont, d'autre part, contribué l'une et l'autre à la croissance excessive des dépenses des personnels ainsi qu'à la montée de l'endettement. La Chambre constate en tout état de cause que l'auto-financement de la ville n'a jamais dépassé 22,3 millions de francs imputés.

A l'école de M. Médéric

Collaborateur pendant quinze ans de M. Jacques Médéric, député (RPR) et maire de Nice, M. Claustres s'est directement inspiré en effet des méthodes de son ancien mentor (1). D'où, par exemple, la création de deux associations de promotion et d'animation culturelle (5 millions à elles deux en 1985), mais doublant en partie avec d'autres structures existantes et d'une efficacité non démontrée. Au nom du libéralisme, autant que par nécessité, le maire de Draguignan a également cherché son salut dans la concession à des sociétés privées des services des eaux et de l'assainissement (réalisés), de parkings (annulés sur requête des autorités de tutelle) et du ramassage des ordures ménagères (en projet).

Parallèlement, il a tenté d'attirer des investisseurs dans le secteur tertiaire (hôtels, bureaux, commerces), dont certains jugés par ses adversaires peu favorables aux intérêts de la ville ou d'une opportunité discutable. M. Claustres n'a pas de toute évidence conduit la politique de « rigueur » et de « transparence » qu'il entendait suivre à son arrivée. On lui reproche entre autres les dépenses excessives d'installation de son cabinet et le gonflement des frais de relations publiques de la

ville (1,5 million de francs en 1985 au lieu de 260 000 F en 1983).

On s'étonne aussi de la confusion entretenue entre le budget de la ville et ceux de certaines associations ou sociétés comme Draguignan-Promotion, Radio-Draguignan-Var ou la Régie provinciale de publicité (dirigée par l'adjoint aux finances). La chambre régionale des comptes relève également beaucoup de présumptions d'irrégularité ou de pratiques abusives, qu'elle va examiner dans les prochains semaines en procédant à une vérification détaillée des comptes de la ville et des associations subventionnées à plus de 10 000 F. La chambre se penchera également sur le dossier particulier de l'achat par le bureau d'aide sociale d'un ancien hôtel situé à Lantosque (Alpes-Maritimes), dont le propriétaire principal était le PDG de la société ayant bénéficié — par anticipation — de la concession des parcs de stationnement de Draguignan.

« Je suis maire, je le resterai », proclame M. Claustres. Le maire de Draguignan a affirmé à la fin du mois dernier, après la publication du rapport de la chambre, de prendre du champ en passant provisoirement le relais à son premier adjoint (RPR), M. Jean-Louis Herpin. Réussira-t-il à rassembler son équipe ? On peut s'interroger car les déficiences dans sa majorité se sont multipliées au cours des derniers semaines.

Le groupe des huit élus PR sur les vingt-sept élus formant la majorité ont refusé le 10 avril dernier de s'inscrire à une nouvelle formule de gestion collégiale proposée par M. Claustres et ont « signifié » au maire de Draguignan qu'ils ne « consentent qu'en dernière instance » à l'adoption de la proposition. Ils étaient appuyés de craintes spectaculaires par le député (PR) et président du conseil général, M. Arreckx. M. Hermet estime lui-même nécessaire la démission de M. Claustres, ce qui ayant été refusé, il a décidé

d'étudier le projet de budget pour 1986.

Si l'on tient compte des diverses prises de position des colistiers du maire de Draguignan (2), celui-ci ne disposerait plus d'une majorité certaine. Les instances départementales du RPR, qui n'ont jamais accepté M. Claustres, souhaitent visiblement croquer l'abcès. Mais le mouvement au plan national préfère temporiser jusqu'à ce que le conseil municipal se soit prononcé sans équivoque sur l'avis de la chambre régionale des comptes.

Aucune solution interne ne paraît se dessiner, et le RPR, en cas de dissolution de la municipalité, ne pourrait vraisemblablement pas présenter une liste d'union de l'opposition, comme ce fut le cas en 1983 et 1984 aux dernières élections. Les listes conduites aux législatives par M. Jean-Michel Couve, maire de Saint-Tropez, et aux régionales par M. René-Georges Laurin, maire et conseiller général de Saint-Raphaël, n'ont recueilli à Draguignan que 10,09 et 9,49 % contre 32,82 % et 30,85 % pour celles de l'UDF, qui avaient à leur tête M. François Léotard.

GUY PORTE.

(1) Né le 21 mai 1939 à Alger, M. Claustres a été journaliste à l'ORTF à Paris puis à Nice. A partir de 1963, il a travaillé au cabinet de M. Médéric comme chef de service presse. Il a ensuite été chef de cabinet au cabinet général des Alpes-Maritimes puis au secrétariat d'Etat au tourisme et enfin directeur du comité des Fêtes de la ville de Nice jusqu'en septembre 1982.

(2) En octobre et décembre 1985, cinq élus de la majorité d'extrême droite de M. Claustres lors du conseil municipal de 1984 et ont demandé le remplacement de M. Claustres par un suppléant de 1984 (qui était un élu de l'opposition). Au cours d'une séance du conseil municipal du 10 février 1986, une douzaine de membres de la majorité d'extrême droite ont demandé le remplacement de M. Claustres par un suppléant de 1984 (qui était un élu de l'opposition). Au cours d'une séance du conseil municipal du 10 février 1986, une douzaine de membres de la majorité d'extrême droite ont demandé le remplacement de M. Claustres par un suppléant de 1984 (qui était un élu de l'opposition).

L'AMPUTATION DU BUDGET DE LA RECHERCHE

Les scientifiques au régime sec

La recherche est au régime sec. Prioritaire sous le gouvernement Fabius, la voici aujourd'hui l'objet des plus grandes économies. Comme au bon vieux temps. A croire, comme le remarque avec humour un chercheur, que le vieux slogan selon lequel « la recherche, c'est cher, c'est à long terme et c'est de gauche » a toujours force de loi dans les moments d'austérité. De fait, les services du budget n'y sont pas allés de main morte lorsqu'ils ont dressé les grandes orientations du collectif budgétaire. La recherche et la technologie supportent bel et bien les plus fortes réductions budgétaires de tout le collectif.

Sur les 3,2 milliards de francs économisés au titre des autorisations de programme par l'arrêté du 17 avril 1986 pris par les services de M. Alain Devaquet, ministre délégué chargé du budget, 1,4 milliard de francs, soit 44 %, sont prélevés sur les crédits de la recherche. De même, sur les 6,3 milliards de francs de crédits de la recherche, la recherche contribue aux mesures d'austérité pour 1,8 milliard de francs, soit un peu plus de 28 %. Les crédits de la recherche sont donc l'objet de réductions de 72 %, ce qui est une coupe dans la recherche scientifique qui n'est pas sans conséquence. Nul doute, dans ces conditions, que les services administratifs des grandes entreprises n'aient quelque difficulté à gérer ces arbitrages qui, pour le CNRS, portent sur 710 millions de francs de crédits de paiement et 230 millions de francs d'autorisations de programme. Pour l'INSERM, 220 millions de francs et 57 millions de francs ; pour l'INRA, 197,5 millions de francs et 46 millions de francs ; pour le développement de la recherche industrielle et l'innovation, 200 et 400 millions de francs ; pour le fonds de la recherche, 100 et 335 millions de francs ; pour le CEA, 235 millions de francs pris sur ses crédits de paiement.

Et ce n'est pas tout. L'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, le Centre du machinisme agricole, l'Institut national de la recherche sur les transports et d'une façon générale, l'information et la culture scientifique sont touchés aussi. Alors ? N'y a-t-il pas dans ces décisions un peu l'odeur d'une contradiction avec les discours qui prétendent à l'indépendance énergétique du pays, à sa présence dans la peloton de tête des pays industrialisés, à sa puissance et à son prestige en matière de défense ? Toutes choses qui reposent en fait sur une recherche fondamentale et appliquée forte.

(BCRD) de 1986 sont respectivement de 8,5 % pour ce qui concerne les crédits de paiement et de 6,4 % pour ce qui est des autorisations de programme, qui, d'une certaine manière, engagent l'avenir.

Nul doute, dans ces conditions, que les services administratifs des grandes entreprises n'aient quelque difficulté à gérer ces arbitrages qui, pour le CNRS, portent sur 710 millions de francs de crédits de paiement et 230 millions de francs d'autorisations de programme. Pour l'INSERM, 220 millions de francs et 57 millions de francs ; pour l'INRA, 197,5 millions de francs et 46 millions de francs ; pour le développement de la recherche industrielle et l'innovation, 200 et 400 millions de francs ; pour le fonds de la recherche, 100 et 335 millions de francs ; pour le CEA, 235 millions de francs pris sur ses crédits de paiement.

Et ce n'est pas tout. L'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, le Centre du machinisme agricole, l'Institut national de la recherche sur les transports et d'une façon générale, l'information et la culture scientifique sont touchés aussi. Alors ? N'y a-t-il pas dans ces décisions un peu l'odeur d'une contradiction avec les discours qui prétendent à l'indépendance énergétique du pays, à sa présence dans la peloton de tête des pays industrialisés, à sa puissance et à son prestige en matière de défense ? Toutes choses qui reposent en fait sur une recherche fondamentale et appliquée forte.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

M. CARIGNON SOUHAITE TRAVAILLER AVEC M. TAZIEFF

« Dans le domaine des risques technologiques majeurs, peu de choses ont été faites et Haroun Tazieff a joué un rôle d'agitateur d'idées qui a permis de faire avancer les choses. C'est en ces termes que M. Alain Carignon, ministre de l'environnement, a rendu hommage, lundi 21 avril, à l'action et au « courage » de l'ancien secrétaire d'Etat aux risques majeurs, M. Carignon, qui a récupéré les attributions de M. Tazieff, a indiqué qu'il avait l'intention de continuer et même d'amplifier son travail. « Je suis prêt à proposer à M. Tazieff de travailler avec moi » a-t-il ajouté.

Le ministre veut également ouvrir de nouveaux parcs nationaux et souhaite — tout comme son prédécesseur M. Boucharden — créer une direction de l'eau dans son ministère. Il compte enfin organiser dans quelques mois à Grenoble un colloque sur le dépassement des forêts et les pluies acides.

Beaucoup de valeur Rien à ajouter.

Information: 874, 6 place Vendôme, 75001 Paris. Tél. : 42.98.36.52

Guernsey. Le royaume unique.

(Publicité)

DÉTRUIRE LE ZÉNITH ?

LE SAVIEZ-VOUS ?

La salle de rock du Zénith à Paris a été construite et est gérée par la SCET et la SCIC.

Une deuxième salle réalisée et gérée par une Société d'économie mixte à Montpellier avec l'assistance de la SCET.

C3D., VOUS CONNAISSEZ ?

Peu, ou pas du tout ? Pourtant, l'ensemble des filiales de la Caisse des dépôts et consignations regroupées au sein de C3D ont contribué à réaliser et à gérer, directement ou avec des Sociétés d'économie mixte locales ou nationales, tout ce qui fait votre environnement quotidien.

Outre le ZÉNITH :

- La Grande Motte — Le Cap d'Agde — Aqualand — les Menuires — etc.
- 2 000 km d'autoroutes
- 430 000 logements, pour la plupart sociaux
- 40 000 lits d'hôpitaux
- 150 000 places de parking
- 130 villages de vacances (les Campéoles, etc., etc.)
- les métros de Lyon et de Marseille ; les bus de Grenoble, Toulouse et Orléans ; le tramway de Nantes
- des zones d'activités, des locaux industriels

- la Tête Défense (Société d'économie mixte nationale)
- la gestion informatique de votre commune
- des équipements sociaux, des mairies, etc., etc.

CHIFFRE APPROXIMATIF D'INVESTISSEMENT ANNUELS :

20 MILLIARDS DE FRANCS ! ET...

12 000 personnes (23 500 avec les Sociétés d'économie mixte) mobilisées depuis 30 ans pour répondre aux besoins des collectivités publiques et des usagers.

PREMIÈRES FISSURES : FAUT-IL LAISSER BRISER CE GRAND MOYEN DE PRODUCTION ?

Le projet de loi de finances rectificative 1986 prévoit déjà une ponction de 2 milliards sur la CAECL, autant de moins à la disposition des collectivités locales pour le financement de leur projets.

De réorganisation en réorganisation, nous voici au pied du mur : suppression de plus de 1 000 postes à la SCIC, à la SCET, fermeture de bureaux d'études spécialisés de C3D, la liste n'est pas close...

POLEMIQUE

ENTRE M. JOXE ET PASQUA

« Police parallèle » et « police politique »

Paris. — L'ancien ministre de l'Intérieur, M. Jean-François Pons, a déclaré, mardi 22 avril, à l'Assemblée nationale, que le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Foccart, avait « créé une police parallèle » et « une police politique ».

M. Pons a déclaré que le ministre de l'Intérieur avait « créé une police parallèle » et « une police politique ».

M. Pons a déclaré que le ministre de l'Intérieur avait « créé une police parallèle » et « une police politique ».

DÉF

Exercices d'alerte et escales américaines

Une importante incursion est prévue à l'occasion de l'arrivée, mercredi 23 avril, dans le port de la base américaine de Méditerranée, de deux sous-marins de l'US Navy, le USS George Eastman et le USS George Eastman.

Les deux sous-marins de l'US Navy, le USS George Eastman et le USS George Eastman, sont attendus à la base américaine de Méditerranée, le 23 avril.

Les deux sous-marins de l'US Navy, le USS George Eastman et le USS George Eastman, sont attendus à la base américaine de Méditerranée, le 23 avril.

Attention on ro à gauche.

Guernsey. Le royaume unique.

POLITIQUE

La direction du PCF cherche à reprendre l'initiative pour maîtriser le débat

Alors que le mouvement de contestation au sein du PCF se développe sous l'impulsion des signataires des appels pour un vingt-cinquième congrès, le bureau politique a décidé de réunir un « conseil national » l'an prochain. Dans l'attente, quatre sessions du comité central sont convoquées aux mois de mai, juin, novembre et décembre, car les commu-

nistes doivent désormais se pencher sur « l'évolution de la société et les aspirations nouvelles qui s'y font jour », indique la déclaration du bureau politique. Un processus de remise au pas de certaines fédérations « rénovatrices » semble également devoir s'engager, la première visée étant celle du Puy-de-Dôme. Enfin le PC envisage une nouvelle

condamnation de l'un de ses élus convaincus de fraude électorale. Après M. Le Bagec, ancien maire de Vaulhallan dans l'Essonne, M^{me} Marie-Thérèse Goutmann, membre du comité central, ancien maire de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), s'est vu infliger une peine de dix ans de privation de ses droits civiques.

comité central, de la commission de contrôle financier, le premier secrétaire de chaque fédération, les députés, sénateurs, élus à l'Assemblée européenne et le secrétaire de la section des grandes entreprises, il peut être fait appel à des membres du parti dont l'expérience ou la compétence sont nécessaires à la réflexion collective.

Solution minimale également pour l'intervention de l'Humanité : les « apports de marxisme » du 20 au 25 mai, puisqu'il n'est pas fait référence à l'ouverture d'une tribune de discussion. Si cette dernière est « obligatoire avant un congrès », les statuts du parti prévoient que « le comité central en prend l'initiative en fonction d'une situation politique ou d'un événement importants ». Certains s'attendent sans doute à remarquer que c'est précisément le

Au total, la direction reconnaît implicitement qu'il y a du tanguage à bord, qu'elle ne peut pas faire grand-chose pour les « contestataires », d'où sa modération, sous peine de faire sombrer le navire, et demande au parti d'accepter les quelques canots de sauvetage qu'elle lance à la mer. Tout cela fait dire à un dirigeant du PCF qu'elle « risque d'être dépassée par la poussée de la base et bousculée par les événements politiques ».

OLIVIER BUFFAUD.

M^{me} GOUTMANN (PCF) EST PRIVÉE DE SES DROITS CIVIQUES

Inculpée dans une affaire d'irregularité électorale, l'ancien maire communiste de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), M^{me} Marie-Thérèse Goutmann, a été condamnée, le mardi 22 avril, à six mois d'emprisonnement avec sursis, huit mille francs d'amende et à l'interdiction de ses droits civiques pendant dix ans par la douzième chambre correctionnelle de Bobigny.

M^{me} Goutmann avait été inculpée d'« abus de la sincérité d'un électeur » à la suite de son élection municipale en 1983 à Noisy-le-Grand, qui avait été invalidée par le tribunal administratif de Paris et le Conseil d'Etat. M^{me} Goutmann, qui est membre du comité central du PCF, a été condamnée à l'interdiction de ses droits civiques pendant dix ans par la douzième chambre correctionnelle de Bobigny.

LIBERT TARRAGO.

La mise au pas de la fédération du Puy-de-Dôme

Un autre correspondant

Clermont-Ferrand. — La fédération du Parti communiste français a mis en place le dispositif d'attente pour l'élection de M. Jean Vilanova de son poste de premier secrétaire de la fédération du Puy-de-Dôme. Celui-ci avait été élu en février 1985, à la place de M. Jean-Pierre Dubois, à la tête de laquelle se trouvait M. Marcel Bourquin.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

LIBERT TARRAGO.

Un calendrier chargé

Dans une longue communication, publiée le mardi 22 avril, le PCF indique que son bureau politique « a fait le point sur la discussion » qui se déroule actuellement dans le parti et qu'il a décidé de plusieurs réunions dans les prochains jours. Par ailleurs, un conseil national se tiendra en mars 1987.

Concernant la discussion interne, le bureau politique estime qu'elle est « extrêmement riche ». Selon lui, « elle se déroule dans des conditions démocratiques exemplaires, tant dans les autres partis politiques ».

Le cabinet du garde des Sceaux, M. Jean-Marie Durieux, a été complété de la manière suivante : chef de cabinet, M. Pierre de Bonaventura de Florand, sous-préfet ; directeur adjoint, M. Louis Blandin, conseiller technique chargé des problèmes sanitaires et sociaux ; M. Alex Turck, maître-assistant en droit ; et Stéphane Scrive, administrateur civil au ministère de l'Industrie, qui a remplacé M. Jean-Marie Durieux.

M. Jean-Marie Durieux a été nommé attaché de presse.

DÉFENSE

Exercices d'alerte et escales américaines à Toulon

Une légère inquiétude est perceptible à Toulon avec l'arrivée, mercredi 23 avril, dans le port, de deux transports d'assaut de la marine américaine en Méditerranée : le Guadalupe, 18 000 tonnes à pleine charge, et l'Hermitage, de 12 000 tonnes, vont déverser leurs deux mille permissionnaires dans la préfecture du Var, à l'heure où l'on redoute que des commandes ne prennent pour cible les équipes des navires américains depuis l'opération « El Dorado Canyon » de la V^e Flotte en Libye.

Le Guadalupe et l'Hermitage resteront jusqu'au 2 mai à Toulon, où ils subiront une remise en état dans des chantiers locaux. Leur escale intervient alors que la France a opposé son veto au Conseil de sécurité des Nations unies lors de la plainte de la Libye contre son bombardement par les Etats-Unis. Exceptionnellement, les équipes de ces deux transports d'assaut, parmi lesquelles des marins, n'ont pas en manœuvre au camp de Camfré, dans le haut Var, comme c'est souvent le cas lors de ces

exercices de la V^e Flotte américaine à Toulon.

A Toulon, l'inquiétude a été avivée par l'appareillage de la frégate lance-missiles, Duquesne, de la marine nationale, pour un exercice, au large, de défense aérienne anti-missiles comme si le bâtiment se mettait en situation préventive face à une menace d'attaque.

Par ailleurs, un exercice d'alerte sur le thème « Défense de la France » a été organisé, à proximité de Toulon, par le commandement des armées de la Méditerranée.

L'état-major de la marine nationale a organisé, à Toulon, un exercice d'alerte, prévu de longue date, n'ayant pas de rapport avec la crise actuelle en Méditerranée. De même, il a été précisé que la marine française ne participait pas à l'exercice international « Défense 1-88 », que l'OTAN organise, à compter du jeudi 24 avril, en Méditerranée, avec des navires de guerre italiens, turcs, américains et britanniques depuis le PC de Naples.

Attention on roule à gauche.

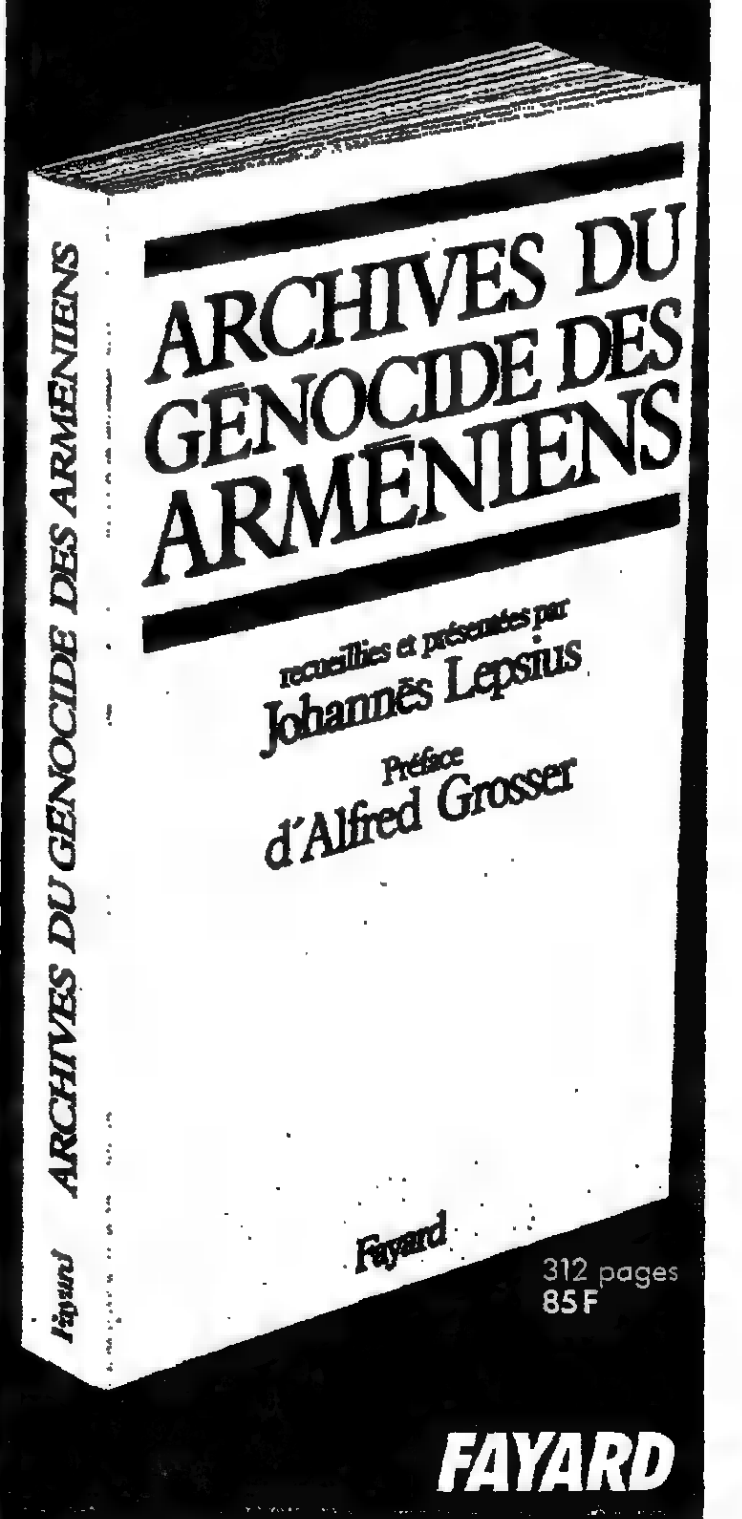
Information: BTA, 1 place Vendôme, 75001 Paris 1^{er} / 01 47 33 11 11



Guernsey Le royaume unique

L'ACTE DE DÉCÈS D'UN PEUPLE

Gérard Chaliand



LE DRAGUIGNAN

», affirme M. Claustres

tiques et financiers

Le projet de budget pour 1986 du département du Drac a été présenté, le 22 avril, au conseil général. M. Claustres, président du conseil général, a affirmé que le budget était « équilibré » et qu'il était « conforme aux aspirations du peuple dracinois ».

M. Claustres a également souligné que le budget était « conforme aux aspirations du peuple dracinois » et qu'il était « équilibré ».

M. Claustres a également souligné que le budget était « conforme aux aspirations du peuple dracinois » et qu'il était « équilibré ».

APPORTATION DU BUDGET DE LA RECHERCHE

scientifiques au régime soviétique

Le budget de la recherche scientifique pour 1986 a été présenté, le 22 avril, au conseil général. M. Claustres, président du conseil général, a affirmé que le budget était « équilibré » et qu'il était « conforme aux aspirations du peuple dracinois ».

M. Claustres a également souligné que le budget était « conforme aux aspirations du peuple dracinois » et qu'il était « équilibré ».

M. Claustres a également souligné que le budget était « conforme aux aspirations du peuple dracinois » et qu'il était « équilibré ».

M. Claustres a également souligné que le budget était « conforme aux aspirations du peuple dracinois » et qu'il était « équilibré ».

M. Claustres a également souligné que le budget était « conforme aux aspirations du peuple dracinois » et qu'il était « équilibré ».

M. Claustres a également souligné que le budget était « conforme aux aspirations du peuple dracinois » et qu'il était « équilibré ».

société

JUSTICE

LE MEURTRE D'UN ENFANT DEVANT LES ASSISES DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Circonstances atténuantes pour René Aigueperse : cinq ans d'emprisonnement dont deux avec sursis

Cinq ans de prison dont deux avec sursis : la cinquantaine de jeunes inculpés qui avaient suivi, non sans mal, le procès de René Aigueperse ont entendu sans satisfaction, mais sans révolte non plus, l'arrêt rendu, mardi 22 avril,

par la cour d'assises de la Seine-Saint-Denis, après une délibération de près de deux heures et demie.

De son côté, le petit agent de la RATP n'a pas davantage réagi à la décision qui lui vaut de

demeurer en prison, lui qui n'y était revenu qu'à la veille de l'audience car il avait bénéficié d'une liberté sous contrôle judiciaire cinq mois et dix jours après la mort de sa victime, Toufik Oussama.

Bonne justice ? Qui pourrait le dire ? Répondre à cette question, aussi bien M^{lle} Malika Ouari et Christian Bourquet, avocats de la partie civile, que M^{lle} Eliane Marie, avocat général, et M^{lle} Luc Ravaz, qui avait la charge de la défense, les avaient posés chacun à son tour sans pouvoir y apporter de réponse.

Pour les deux premiers, il n'en restait pas moins que René Aigueperse, par son acte même, avait aboli l'image du brave homme sans histoire, du pacifique et du déboulinier machiniste, puis contrôleur, de la RATP. L'homme banal, élevé dans la droiture et le respect des autres, avait, en cette soirée du 9 juillet 1983, mis un terme aux apparences dont il avait su s'entourer.

Mais si, pour M^{lle} Malika Ouari, il avait, sans qu'il y ait le moindre doute, « tiré, visé et voulu tuer », pour M^{lle} Bourquet, ainsi sévère sur le fond, il avait assurément voulu blesser, mais peut-être seulement

voulu tuer, car, pour eux, l'argument de René Aigueperse, fondé sur l'usage délibéré qu'il a fait d'une carabine à air comprimé, donc d'une arme en principe inoffensive, tombait dès lors que le triste résultat avait bel et bien été la mort, et que cette mort ne devait rien à un hasard malencontreux.

Un doute

Avait-elle été pour autant voulue ? La chambre d'accusation de la cour de Paris, par son arrêt de renvoi devant les assises, avait estimé que oui et retenu le crime d'homicide volontaire. Mais le réquisitoire, M^{lle} Eliane Marie devait dire que, sur ce chapitre, il y avait pour elle un doute. Cela ne devait pas signifier que l'on se méprenne sur sa position.

« Je ne serais pas plus indulgente pour cela à votre endroit », avait dit, à René Aigueperse, car ce que je n'aime pas, c'est votre attitude après les faits, une façon

d'aller promener le chien sans rien remarquer alors que la police est là, qu'une ambulance est arrivée. Et elle devait lire encore cette phrase livrée par l'accusé après son arrestation : « Je suis remonté chez moi, j'ai pris mon sommeil et je n'ai pas eu de mal à m'endormir. » Alors, s'est écriée M^{lle} Marie, les bras tendus, tombés !

C'est elle qui, finalement, devait le mieux fixer le vrai portrait de René Aigueperse : « Il est de ces gens qui vivent leur vie à eux, qui veulent que rien jamais ne vienne les déranger, auxquels il faut le gentil petit confort quotidien. »

Peu important, dès lors, aux représentants du ministère public la querelle sur les angles de tir, sur les distances qui pouvaient séparer René Aigueperse des enfants jouant sous ses fenêtres à faire éclater des pétards, sur l'efficacité ou le désordre d'un calibre à plombs. Il restait, pour elle, cet homme « possesseur de plusieurs armes connues tant

M. ALAIN JÉZÉQUEL CONTRE M. JEAN DUTOURD

L'académicien et le préfet poète

De notre correspondant régional

Lyon. — M. Jean Dutoird, de l'Académie française, a-t-il effaré M. Alain Jézéquel, préfet du Rhône délégué pour la police, jusqu'à... la semaine dernière, date de sa mise à disposition de l'administration centrale ? Les magistrats du tribunal d'instance de Lyon se sont donné le temps de la réflexion pour répondre : la haute fonctionnaire saura seulement le 20 mai s'il est fait droit à sa requête tendant à faire sanctionner les écrits de M. Jean Dutoird dans *France-Soir* du 7 janvier dernier.

Sur la forme, le préfet a gagné. Certes, l'hôte duquel de Conti a offert à son auditoire quatre impératifs du subjunctif, dont deux dans le premier feuillet qu'il a lu devant M^{lle} Yvette Vivert qui présidait les débats de la séance d'ouverture, mais sa démonstration a été du genre de la démonstration de M. Dutoird voulant profiter de la circonstance pour « faire le procès du gouvernement en général ». Il a dû se contenter de ferrailler

contre des « ombres » socialistes, la cause du report d'une audience prévue, dans un premier temps, avant les élections.

M. Jézéquel, pour sa part, a improvisé à la barre, sans être impressionné par la notoriété de son adversaire. Le préfet, qui s'est offert la « joliette » de rappeler que l'Académie avait « couronné pour un ouvrage de Lyon se sont donné le temps de la réflexion pour répondre : la haute fonctionnaire saura seulement le 20 mai s'il est fait droit à sa requête tendant à faire sanctionner les écrits de M. Jean Dutoird dans *France-Soir* du 7 janvier dernier.

Sur la forme, le préfet a gagné. Certes, l'hôte duquel de Conti a offert à son auditoire quatre impératifs du subjunctif, dont deux dans le premier feuillet qu'il a lu devant M^{lle} Yvette Vivert qui présidait les débats de la séance d'ouverture, mais sa démonstration a été du genre de la démonstration de M. Dutoird voulant profiter de la circonstance pour « faire le procès du gouvernement en général ». Il a dû se contenter de ferrailler

tant qu'il a pu, en tant qu'homme. Un homme — M. Jézéquel — s'est défendu d'avoir voulu le mettre en cause — ce qui a présenté sa famille : un père aveugle de guerre, un frère et une sœur morts en déportation pour faits de résistance ; un « ordre judiciaire » dont il ne rougit pas. Sur le fond, les magistrats lyonnais auront à juger, sinon de la pertinence des propos d'un académicien en colère — contre le représentant d'un gouvernement alors honni, contre des dirigeants dont il a tenté de démontrer qu'ils favorisaient « les bandits au défilant des honnêtes gens », — du moins de la forme, diffamatoire ou non. « Mon style donne à tout cela un certain relief qu'on ne trouve pas ailleurs », a indiqué l'académicien dans sa déposition. Quant au préfet, s'il a déjà eu un droit de réponse dans *France-Soir*, il pourra méditer la conclusion de M. Jean Dutoird sur « la fragilité de la fonction préfectorale, où l'on ne doit faire ni trop de bruit ni trop de zèle ». CLAUDE RÉGENT.

L'absence de regrets

M^{lle} Luc Ravaz avait la tâche difficile après ces propos. Il lui fallait bien admettre, et il l'a admis, que René Aigueperse n'avait pas pu tirer comme il souhaitait l'avoir fait, puis, que, dans ces conditions, il n'aurait pu atteindre personne. Il lui fallait expliquer aussi l'absence de regrets de son homme tranquille ; mais, dresse, padeur, sentiment aussi de la vanité qu'il y a à solliciter un pardon que l'on sait ne pouvoir être accordé par une mère, ce qui n'empêche pas, a soutenu M^{lle} Ravaz, le remords. Et l'avocat plaçait dans ces conditions pour une peine avec sursis, c'est-à-dire pour un retour à la liberté. « Est-il vraiment indispensable de le renvoyer en prison ? Dans une affaire comme celle-ci, le pardon ne peut-il pas rétablir la victime et l'accusé ? »

Finalement, la cour d'assises, que présidait M. Jean Saurail, a suivi l'avocat général. René Aigueperse a-t-il porté des coups et fait des blessures à Toufik Oussama ? Réponse : oui. Ces coups et blessures ont-ils entraîné la mort ? Réponse : oui. René Aigueperse a-t-il l'intention de donner la mort ? Réponse : non. L'octroi des circonstances atténuantes a fait le reste. JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

EN MARGE DE L'AFFAIRE GREENPEACE

L'honneur du capitaine Borrás

L'affaire Greenpeace était évoquée le lundi 21 avril au Palais de Justice de Paris. Le 17^e chambre correctionnelle, juridiction spécialisée dans les délits de presse.

Le capitaine Alain Borrás, trente-quatre ans, officier de la DGSE, l'un des cinq militaires inculpés le 26 septembre 1985 pour avoir, selon l'accusation, rendu publiques des informations de la défense nationale, a été condamné à six mois de prison avec sursis.

Le 24 septembre 1985, M. Mourouzi annonçait notamment au cours du journal que deux officiers « coupables » d'avoir transmis à la presse des informations sur l'affaire Greenpeace avaient été identifiés, et c'était le capitaine Borrás en précisant qu'il avait « reconnu les faits ».

Le lendemain, le journal *Le Monde* publiait une série d'articles sous l'intitulé « Des balances à la DGSE », comportant la phrase : « Il est bien des agents de la DGSE qui fournissent à la presse française et à la police néo-zélandaise, alertée, à pu arrêter le couple Turgenev ».

A la barre, le capitaine Borrás, en uniforme, s'est insurgé contre l'information sur la plainte de M. Paul Laffont, alors ministre de la Défense : « Pour moi, dit-il, l'observateur qui espère après mon inculpation, et dans le cadre d'une information judiciaire parfaitement légitime, que je ne m'aie jamais demandé de m'expliquer ou de répondre, tant il est vrai que je continue d'ignorer les charges qui m'ont été retenues, la défense a cru pouvoir m'offrir à mon encontre. » L'officier a dénoncé l'attitude des journalistes, « le public », a-t-il dit.

demandé réparation au tribunal, « Je vous confie mon honneur », a-t-il conclu.

M^{lle} Georges Kiejman, défenseur de M. Mourouzi, et M^{lle} Isabelle Mathis pour la partie civile ont estimé que le tribunal ne pouvait examiner l'affaire avant la fin de l'information judiciaire et demandaient un sursis à statuer. Mais M^{lle} Jacqueline Clavary, président de la 17^e chambre correctionnelle se prononça sur ce point dans son jugement.

« Ayatollahs de la rotative »

Bernard Spitzer et Bernard Gleason, conseillers du capitaine Borrás, tout en refusant l'historique de l'affaire, ont dirigé leurs attaques sur l'Agence France-Presse, pourtant absente des poursuites, mais qui a diffusé le texte lu par Yves Mourouzi.

Selon M^{lle} Spitzer, cette déposition aurait pour origine « l'annonce du ministre de la Défense de l'époque ou le ministre lui-même » et constitue une « propagande officielle ». Dans les plaidoiries, les poursuites contre M. Mourouzi ont été soutenues du bout des lèvres, mais les journalistes du *Monde* ont été qualifiés d'« ayatollahs de la rotative » par M^{lle} Prévoist, qui a accusé le journal de s'être livré à une « opération » montée « pour fournir des coupables ».

Selon le substitut du procureur de la République, M. Antoine Barrot, il s'agit d'une diffamation caractérisée, et s'il a admis la bonne foi de M. Mourouzi, « soumis aux contraintes de l'heure », il a montré plus réservé envers le *Monde*. M. Barrot s'est limité à soutenir la bonne foi au regard des informations alors en possession des journalistes, tout en s'étonnant que le *Figaro* n'ait pas été poursuivi pour un article évoquant les mêmes faits. D'ailleurs, pour M^{lle} Mathis, il s'agissait d'un « procès-prétexte ».

Jugement le 20 mai. MAURICE PEYROT.

LES ENQUÊTES POLICIÈRES SUR ACTION DIRECTE

Le mystère Darmon

Qui est Jacques Darmon, ce médecin de trente-quatre ans arrêté le 14 mai par la police de la Seine-Saint-Denis, après avoir été le ministre de l'Intérieur dans le mouvement d'Action directe ? Un ancien de l'ultime vague maoïste, plutôt « spontanéiste », autonome, avec l'agitation politique pour se consacrer à sa carrière, mais fidèle à son passé au point de ne pouvoir refuser des services à des amis sans « interroger » sur leur nature ? Ou bien, tout au contraire, un médecin apparemment installé, menant en fait une double vie.

En tout cas, le docteur n'est pas sans soutiens, relations, proches et collègues qui prennent sa défense, depuis son incarcération et son inculpation, le 18 avril, pour infraction à la législation sur les armes, les munitions et les explosifs, recel de vols qualifiés et association de malfaiteurs. Tout prêterait contre l'image de bon ami doué par certains, notamment le *Figaro*, qui présente Jacques Darmon comme « le numéro deux de la branche nationale d'Action directe ».

L'avocat du docteur, M^{lle} François Stéfannaggi, a ainsi diffusé un communiqué assurant que son client « n'a rien à voir, de près ou de loin, avec l'organisation d'Action directe ou une quelconque organisation terroriste ». M^{lle} Stéfannaggi annonce son intention d'engager des poursuites contre le *Quotidien de Paris*, l'*Humanité* et le *Figaro*, qui ont, estime-t-elle, donné de son client « une image dénaturée et diffamatoire ». Précisant que le docteur « n'a jamais cessé d'exercer son activité professionnelle », elle assure que « les premiers éléments de l'enquête (...) établissent que c'est bien malgré lui que le docteur Darmon se trouve aujourd'hui mêlé à ce dossier ».

A son insu ?

Personne ne conteste pourtant les pièces à conviction saisies par les policiers au domicile du médecin : cinq pistolets automatiques, quatre revolvers, un fusil à pompe, une carabine, de nombreuses munitions et 1 700 000 francs provenant d'un hold-up commis, le 4 mars, à Niort.

contre la Banque de France. Il y a, dit-on, un réel. Mais, selon l'avocat, ce ne fut pas en conscience. En substance, Jacques Darmon aurait été « rattrapé » par son passé militant, se serait trop volontiers laissé envahir par d'anciens compagnons de son époque autonome, prêtant les clés de son appartement et hébergeant ceux qui le lui demandaient.

Son amitié aurait donc été trahie. De fait, Hamid Lalloué, principal inculpé de ce dossier, ancien « autonome » évoluant aux limites du banditisme et de l'extrême gauche, a assuré avoir caché les armes, les munitions et l'argent au domicile du médecin « à l'insu » de celui-ci.

M^{lle} Stéfannaggi plaide en quelque sorte la « bonne foi » de son client. Policiers et magistrats ne sont pas convaincus. Les valeurs contenant les pièces à conviction étaient en évidence dans l'appartement, d'autres dans un box de l'immeuble loué par le docteur, et ils s'imaginent pas que celui-ci — rien moins qu'un naïf selon eux — ne se soit pas interrogé sur leur nature.

L'enquête devra tenter d'éclaircir ce mystère. Déjà, on sait que trois des pistolets saisis chez Darmon ont été volés lors d'agressions à main armée, chez un commerçant parisien en 1979, dans une banque de Marquise (Nord) en décembre 1985, enfin chez un particulier de Bezons (Val-d'Oise) le 7 février 1986. L'examen des témoignages recueillis lors de certains hold-up permettrait de savoir si le signalement des malfaiteurs inculqués ou non Jacques Darmon, surnommé « p'tit Jacques », à l'allure (petit, trapu) plutôt reconnaissable.

Dans tous les cas, cette polémique relativise certains commentaires faits après ces arrestations. L'une des cinq personnes incarcérées après la rafle, José Alonso, qui habitait chez le médecin, a d'ailleurs été remise en liberté tout en restant inculpée. Pour les enquêteurs de la brigade criminelle, au vu du dossier, on est pour l'instant en présence « d'autonomes proches du banditisme », dont le lien formel — en dehors d'un passé commun — avec l'activité terroriste d'Action directe ne peut encore être établi. EDWY PLENEL.

MÉDECINE

L'Europe s'en va-t-en guerre

(Suite de la première page.)

Prenez l'exemple des cancers professionnels. Si l'on veut connaître les risques de la manipulation de tel produit, l'enquête sera longue et incertaine si elle est menée dans un seul pays, car elle portera uniquement sur les quelques centaines de travailleurs qui sont exposés, sur place, à l'échelle de l'Europe, sur plusieurs milliers de travailleurs, aboutira plus rapidement à des conclusions significatives.

La réglementation européenne, second volet d'une réglementation européenne, est une réglementation européenne. La prévention, c'est-à-dire la lutte contre les cancers professionnels de l'environnement, ne peut être menée efficacement qu'à l'échelle européenne. Ainsi le cancer du poumon est le principal facteur de risque puisqu'il est en Europe, selon les pays, à l'origine du quart ou du tiers des cancers. Notre civilisation est tellement imprégnée, il est devenu une drogue à usages, si banale, que, bien que l'on sache qu'en France seulement il tue environ 80 000 à 100 000 personnes chaque année, lutter contre lui est extrêmement difficile en raison de l'anesthésie de l'opinion publique et parce que, dans chacun de nos pays européens, une conjonction d'intérêts particuliers freine considérablement à la fois le plan psychologique et sur le plan matériel les initiatives qui sont prises.

En 1975, Simone Veil avait lancé courageusement une action d'abord très efficace, puis qui s'était peu à peu heurtée au scepticisme, puis à

une résistance sournoise. De peur de culpabiliser les fumeurs, la campagne d'information s'est ralentie ; les médecins ont dû normalement prendre le relais des enseignants, les médecins généralistes, les médecins ont dû ou pour d'opérations des cancers ou des rabats-jobs, ce qui est mal vu en France. Bref, l'enquête, enlisée, la consommation tabagique, qui augmentait au rythme de 5 % par an, a été stabilisée, ce qui est un résultat appréciable, mais elle n'a pas diminué, ce qui a été obtenu dans plusieurs pays occidentaux.

En 1985, il était devenu évident qu'une relance était nécessaire mais que celle-ci passait par l'Europe, d'autant que les Européens pouvaient prendre les décisions véritablement efficaces : exclure le tabac de l'indice du coût de la vie, interdire la distribution gratuite de tabac à certains groupes ou sa vente à prix réduit, réglementer l'usage du tabac dans les lieux publics, sa publicité, la teneur maximale en goudrons, etc. Bref, lutter contre les habitudes et les règlements absurdes qui abourent en France à ce paradoxe que les cigarettes les plus dangereuses (à haute teneur en goudrons) sont les moins chères. Il suffit de se rappeler l'échec auquel s'était heurté M. Bérégovoy auprès des instances européennes quand, ministre des affaires sociales, il avait voulu instaurer une vignette sur le tabac pour comprendre que bien des mesures utiles doivent actuellement passer par l'Europe.

Les médicaments illustrent également la nécessité d'une action

européenne. Actuellement, les règlements sur les essais qui précèdent la mise en vente de ceux-ci sont très différents et si certains d'un pays à l'autre que cela peut s'écouler entre leur autorisation dans un pays et leur mise en vente dans l'Europe. Il est normal et salutaire que seuls soient autorisés les médicaments dont l'efficacité a été prouvée et dont la toxicité est acceptable, mais il est regrettable que les règlements différents d'un pays à l'autre empêchent la mise au point d'un médicament scientifique et industriel européen du médicament. De plus, les méthodes utilisées à vérifier qu'un produit, par exemple un additif alimentaire ou un polluant atmosphérique, n'est pas cancérigène sont très variables, ce qui entraîne un gaspillage d'énergie et d'argent, donc un enrichissement des produits et des retard dans la lutte contre les produits dangereux.

Favoriser les biotechnologies

L'information du public par le biais d'une semaine européenne contre le cancer organisée chaque année, la formation continue des médecins en utilisant les moyens de communication modernes, un domaine où une action européenne peut apporter un surcroît d'efficacité et une réduction des coûts.

Ainsi, les experts cancérologues européens ont été unanimes à proposer une série de mesures précises qui permettraient d'ouvrir un chemin pour la recherche, la prévention

tion des cancers, l'information du public, l'éducation des médecins. Tous souhaitent une coordination des efforts et une entraide des équipes de chercheurs. A l'heure où les Etats-Unis dépensent 1,3 milliard de dollars par an pour la recherche sur le cancer, où le Japon lance un ambitieux programme de biotechnologie, dans lequel il annonce qu'il dépensera chaque année pendant les vingt ans à venir 500 millions de dollars, le moins que puisse faire l'Europe est, au prix de sommes relativement minimes (une dizaine de millions de dollars par an), de promouvoir la coopération d'équipes souvent remarquables de médecins et de chercheurs de nos différents pays.

Le cancer n'est pas seulement une maladie qui tue chaque année presque un million d'Européens, c'est aussi un problème de biologie fondamentale. Travailler à sa solution contribue, bien entendu, à l'amélioration de l'état sanitaire, mais aura aussi des retombées industrielles importantes en stimulant la recherche biotechnologique dans un domaine crucial. Chacun de nos pays a des dimensions un peu limitées pour atteindre un tel but, la création d'un espace scientifique et industriel européen est indispensable dans ce domaine. Il faut se hâter de le construire, car la biotechnologie sera pour les industries du vingtième siècle ce que la physique et la chimie ont été pour celles du vingtième.

MAURICE TUBIANA.

JUSTICE

Homme avocat général

en septembre à Paris

LOUIS JOINET N'EST PLUS PROCUREUR DE L'ÉTAT

Le procureur de l'Etat, M. Louis Joinet, a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986. M. Joinet, 52 ans, est avocat général à la Cour de cassation, où il a exercé pendant dix ans. Il a été procureur de l'Etat à la Cour de cassation, puis à la Cour de Paris, où il a exercé pendant dix ans. Il a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986.

Le procureur de l'Etat, M. Louis Joinet, a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986. M. Joinet, 52 ans, est avocat général à la Cour de cassation, où il a exercé pendant dix ans. Il a été procureur de l'Etat à la Cour de cassation, puis à la Cour de Paris, où il a exercé pendant dix ans. Il a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986.

Le procureur de l'Etat, M. Louis Joinet, a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986. M. Joinet, 52 ans, est avocat général à la Cour de cassation, où il a exercé pendant dix ans. Il a été procureur de l'Etat à la Cour de cassation, puis à la Cour de Paris, où il a exercé pendant dix ans. Il a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986.

Le procureur de l'Etat, M. Louis Joinet, a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986. M. Joinet, 52 ans, est avocat général à la Cour de cassation, où il a exercé pendant dix ans. Il a été procureur de l'Etat à la Cour de cassation, puis à la Cour de Paris, où il a exercé pendant dix ans. Il a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986.

Le procureur de l'Etat, M. Louis Joinet, a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986. M. Joinet, 52 ans, est avocat général à la Cour de cassation, où il a exercé pendant dix ans. Il a été procureur de l'Etat à la Cour de cassation, puis à la Cour de Paris, où il a exercé pendant dix ans. Il a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986.

Le procureur de l'Etat, M. Louis Joinet, a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986. M. Joinet, 52 ans, est avocat général à la Cour de cassation, où il a exercé pendant dix ans. Il a été procureur de l'Etat à la Cour de cassation, puis à la Cour de Paris, où il a exercé pendant dix ans. Il a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986.

Le procureur de l'Etat, M. Louis Joinet, a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986. M. Joinet, 52 ans, est avocat général à la Cour de cassation, où il a exercé pendant dix ans. Il a été procureur de l'Etat à la Cour de cassation, puis à la Cour de Paris, où il a exercé pendant dix ans. Il a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986.

Le procureur de l'Etat, M. Louis Joinet, a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986. M. Joinet, 52 ans, est avocat général à la Cour de cassation, où il a exercé pendant dix ans. Il a été procureur de l'Etat à la Cour de cassation, puis à la Cour de Paris, où il a exercé pendant dix ans. Il a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986.

Le procureur de l'Etat, M. Louis Joinet, a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986. M. Joinet, 52 ans, est avocat général à la Cour de cassation, où il a exercé pendant dix ans. Il a été procureur de l'Etat à la Cour de cassation, puis à la Cour de Paris, où il a exercé pendant dix ans. Il a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986.

Le procureur de l'Etat, M. Louis Joinet, a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986. M. Joinet, 52 ans, est avocat général à la Cour de cassation, où il a exercé pendant dix ans. Il a été procureur de l'Etat à la Cour de cassation, puis à la Cour de Paris, où il a exercé pendant dix ans. Il a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986.

Le procureur de l'Etat, M. Louis Joinet, a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986. M. Joinet, 52 ans, est avocat général à la Cour de cassation, où il a exercé pendant dix ans. Il a été procureur de l'Etat à la Cour de cassation, puis à la Cour de Paris, où il a exercé pendant dix ans. Il a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986.

Le procureur de l'Etat, M. Louis Joinet, a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986. M. Joinet, 52 ans, est avocat général à la Cour de cassation, où il a exercé pendant dix ans. Il a été procureur de l'Etat à la Cour de cassation, puis à la Cour de Paris, où il a exercé pendant dix ans. Il a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986.

Le procureur de l'Etat, M. Louis Joinet, a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986. M. Joinet, 52 ans, est avocat général à la Cour de cassation, où il a exercé pendant dix ans. Il a été procureur de l'Etat à la Cour de cassation, puis à la Cour de Paris, où il a exercé pendant dix ans. Il a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986.

Le procureur de l'Etat, M. Louis Joinet, a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986. M. Joinet, 52 ans, est avocat général à la Cour de cassation, où il a exercé pendant dix ans. Il a été procureur de l'Etat à la Cour de cassation, puis à la Cour de Paris, où il a exercé pendant dix ans. Il a été nommé à la présidence du Tribunal de la Seine-Saint-Denis, à Paris, le 22 avril 1986.

MARGE DE L'AFFAIRE GREENPEACE

Honneur du capitaine Borra

Le capitaine Borra, commandant de la vedette de la Gendarmerie nationale, a été nommé à la tête de la 1^{re} compagnie de la 1^{re} brigade de la Gendarmerie nationale, à Paris. Cette nomination est une reconnaissance de son engagement et de son expérience. Le capitaine Borra a été nommé à la tête de la 1^{re} compagnie de la 1^{re} brigade de la Gendarmerie nationale, à Paris. Cette nomination est une reconnaissance de son engagement et de son expérience.

JUSTICE

Nommé avocat général

« en surnombre » à Paris

M. LOUIS JOINET N'EST PLUS PROCUREUR DE CRÉTIEL

Comme prévu, M. Louis Joinet a été nommé avocat général « en surnombre » à Paris. Cette nomination est une reconnaissance de son engagement et de son expérience.

Le même décret, paru au Journal officiel le 22 avril, nomme procureur à Crétiel M. Paul Gomez. Il était procureur de Bordeaux, poste où il est remplacé par M. Henri Desclaux, inspecteur des services judiciaires.

PRECISION. - M. Louis Joinet a été nommé à la tête de la 1^{re} compagnie de la 1^{re} brigade de la Gendarmerie nationale, à Paris. Cette nomination est une reconnaissance de son engagement et de son expérience.

L'ABROGATION DE LA RÉFORME DES LYCÉES

Table rase

Et de deux ! Après l'abrogation de la loi Savary, voici celle de la réforme Chevènement. Pour un ministre qui avait promis à son arrivée qu'il n'avait pas l'intention de « faire le ménage », le travail de chasse, en un mois, est bien garni.

Tout est parti de la loi Chevènement. M. Monory a été nommé à la tête de la 1^{re} compagnie de la 1^{re} brigade de la Gendarmerie nationale, à Paris. Cette nomination est une reconnaissance de son engagement et de son expérience.

Le même décret, paru au Journal officiel le 22 avril, nomme procureur à Crétiel M. Paul Gomez. Il était procureur de Bordeaux, poste où il est remplacé par M. Henri Desclaux, inspecteur des services judiciaires.

deux autres : la loi de 1959 sur l'enseignement supérieur et la loi de 1965 sur l'enseignement technique.

L'accueil des élèves

Le premier argument sur une indéniable réalité. Si la réforme de la loi Chevènement répondait à une analyse de la situation de l'enseignement, rien d'indiquait qu'elle avait été conçue dans l'urgence.

Le même décret, paru au Journal officiel le 22 avril, nomme procureur à Crétiel M. Paul Gomez. Il était procureur de Bordeaux, poste où il est remplacé par M. Henri Desclaux, inspecteur des services judiciaires.

LE COMMUNIQUÉ DU MINISTRE

« Le dossier est réouvert »

Porter à 80 la population d'une classe d'âge atteignant, en l'an 2000, le niveau du baccalauréat. Ce n'est pas seulement un objectif légitime de démocratisation, mais encore une nécessité dans la compétition économique internationale à laquelle notre pays est plus en plus inéluctablement confronté.

Leurs objectifs ne manquent ni de pertinence ni de cohérence. Ces programmes seront publiés. Toutefois, leur mise en application reportée d'un an. Aussi pourront-ils être, à la rentrée 1987, accompagnés de manuels et de documents pédagogiques préparés en temps utile.

FEU LA RÉFORME CHEVÈNEMENT

La réforme Chevènement est en place. La rentrée 1987, de huit filières en place de première, puis l'année suivante en terminale, marquant la fin de la réforme Chevènement.

Les projets enterrés

La « réforme Chevènement » vient rejoindre le cimetière des projets de réforme des lycées, morts avant d'être passés à la postérité avec le nom de leur auteur. En 1973, M. Fontanet s'était déjà cassé les dents en tentant de dé-séparar les séries du baccalauréat.

Un peu plus tard, M. Hay avait affronté les critiques en manifestant la volonté de prolonger dans les lycées le tronc commun qu'il venait de mettre en place dans les collèges. Première réalisation de cette politique, la seconde dite « modernisée » a été mise en place à la rentrée 1980. Mais M. Beullac, successeur de M. Hay, n'aura pas le temps d'annoncer la réforme des

QUÊTES POLICIERES SUR ACTION DIRECTE

Le mystère Darmon

Le mystère Darmon. L'histoire d'un homme qui a été nommé à la tête de la 1^{re} compagnie de la 1^{re} brigade de la Gendarmerie nationale, à Paris. Cette nomination est une reconnaissance de son engagement et de son expérience.



AVEC NOUS, VOTRE PATRIMOINE FRANCHIRA UNE BARRE DE PLUS.

Pour répondre à vos préoccupations fondamentales : constituer votre patrimoine, prévoir sa transmission, améliorer votre retraite, le CCF met à votre service ses compétences financières, juridiques et fiscales.

Votre conseiller CCF dispose d'une gamme très large de moyens pour faire fructifier vos avoirs : placements bancaires classiques, placements financiers et immobiliers, contrats d'assurance spécifiques. Il vous même vous proposer un montage financier personnel et utiliser notre connaissance des places financières internationales.

Venez nous voir. Au CCF, nous saurons trouver les solutions qui feront franchir à votre patrimoine une barre de plus.

CCF

CCF. La banque des réussites.

HENRI URBAN
TAILLEUR MODÉLISTE
DEUX FORMULES :
- Urban Couture
- Urban Parallèle
8, rue Marbeuf, 75008 (84) - 47-20-16-34

Claude BERCEVILLE

Au sommet de son art, Claude Berceville est l'un des grands tailleurs de la capitale. Il raconte le tout-Paris, de la politique, des affaires et aussi du théâtre. Ne dit-on pas de lui qu'il est le « tailleur des comédiens » ? Il oriente la mode masculine française et contribue à rendre à l'art du tailleur ses lettres de noblesse.

4, rue Malesherbes, PARIS 8^e

AUBERCY
L'exceptionnel depuis 1935
34, rue Vivienne Paris 2^e (Place de la Bourse)
3, rue du Fr. Schœner Paris 8^e

HOMMES FEMMES
depuis 1820
La tradition anglaise du vêtement
Paris, 29 rue Trenchet

N'ALLEZ PLUS A LONDRES



LES PLUS BEAUX IMPERMEABLES SONT A PARIS

CHEZ **Aquascutum**

10, rue DE CASTIGLIONE - PARIS 1^{er}
Catalogue sur demande: Tél.: 42 60 09 40

LA MODE MASCULINE

Une créativité

AVEC 15 milliards de chiffre d'affaires en 1985, en légère progression, la mode masculine française est un secteur d'activité qui foisonne de créativité, comme en témoignent les participations aux Salons biennuels et le nombre des visiteurs. Claude Miserey, président délégué de la Fédération des industries du vêtement masculin, confirme l'intérêt des défilés de

créateurs, tant sur le plan intérieur qu'à l'exportation, les grandes griffes mondiales venant se faire « confirmer » à Paris. La fédération rassemble 100 fabricants employant 80 000 personnes, 400 femmes à 85 %.

Bidemann, Vaire et Weil, près des deux tiers de la production des vêtements de ville. Dormeuil, Korn

Monsieur Fursac. Dans le domaine des loisirs, New Man et Lee Cooper ne se limitent plus au jean, mais proposent de plus en plus des gammes de vêtements en coton souple. Les créateurs sont en pointe pour les panoplies de style : Fagonnable, Michel Faret, Nikos en sont de bons exemples à côté de K-Way, de V et Adidas, qui habitent les sportifs.

LES NÉO-CLASSIQUES

Se référant plus au style considéré comme un art de vivre qu'aux passages de la mode, les panoplies de printemps se distinguent par la simplicité de leurs coupes, la recherche des détails et le mélange savamment déssorti des tissus. Les avancées de la technologie permettent d'associer souplesse et maintien, ce qui se traduit par une aisance accrue dans les mouvements, très appréciée dans les tenues de travail que sont les costumes de jour. Ceux-ci opèrent en effet une légère remontée par rapport aux vestes et aux pantalons, le blazer marine retrouvant un nouveau public après plusieurs saisons.

Plus besoin de chercher l'éclairage de jour pour harmoniser les dessins et couleurs de ses vêtements. Vogue hommes d'avril en présente les accords sur quatre pages détachables aux échantillons de coloris en relief. En tout, un guide des huit tenues de base, offrant chaque fois le détail des variantes en chemises et cravates autour du costume de flanelle grise, de laine rayée tenné bleue, de gabardine de laine beige ou de fil-gris banquière, sans oublier le prince-de-galles à ligne bleu ciel, les vestes allant du cachemire à carreaux au blazer de drap de laine, sans oublier le serouck rayé. Rien n'y manque, même les types de chaussures pour chaque occasion. La laine domine en tissages sobres, égayés des rayures fortes des chemises de coton, les cravates relevant d'un narcissisme de bon aloi. Une fois ces choix opérés, la qualité permet d'être bien habillé sous toutes les latitudes et ce pour longtemps.

Dans les tenues de loisirs, le jean est plus ou moins présent, la robe de Levi renouvelant son très large public. Les blousons plongent en spencers et s'écartent en cardigans, tandis que les pulls prennent le relief du coton torsadé, du jacquard à grands dessins ainsi que le bouclé frais du lin, voire le chatoyant de la soie.

Dessins écossais en chaussettes, notamment chez Burlington, Olympe et DD, offrant de fins cotons et des fils d'Ecosse en socquettes et en mi-bas. L'importance de leurs réseaux de distribution amènent les créateurs à lancer les chaussures et compléments à l'ensemble. En ville, Church



RICCI CLUB. - Veste de lin à carreaux finement sur fond bleu-vert, pastels de gabardine de coton uni, polo en fil d'Ecosse, chapeau à plume réversible (3 775 F, 750 F, 415 F et 210 F). 19, rue François-I^{er}.

Weston et Roseati en mocassins et modèles lissés à boucle, en attendant les spartiates tropéziennes des



GIANFRANCO FERRÉ. - Cardigan de dala, façon antilope beige et tricot de laine noire pour les manches et le dos, bords cotés rayés sur pantalons de fin chocolat amer et tee-shirt de maille de lin crème fleché (5 700 F, 1 400 F, 1 450 F et 1 450 F). 22-24, rue Cambon.

Montana, Pleubert ; les sculpteurs Duval, Brasseur et Melois. (73, faubourg Saint-Honoré).

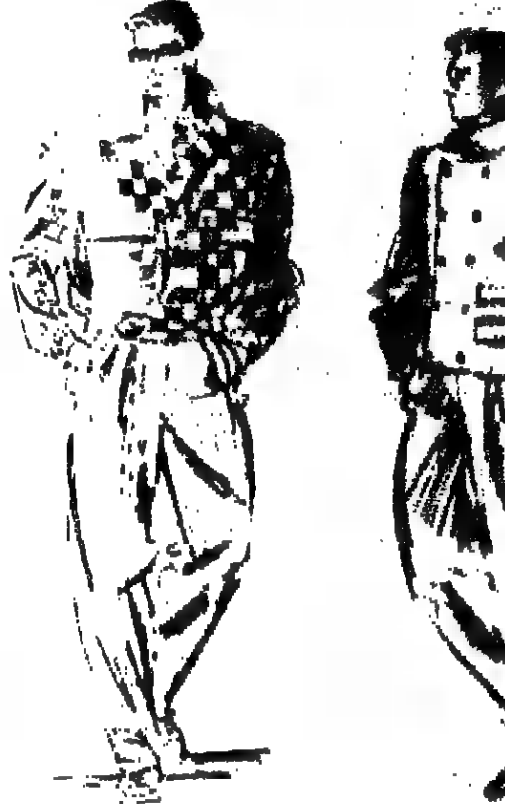


LANVIN. - Créé par Patrick Lavoie. Beige, gris et bleu en prince-de-galles « laine fraîche », gilet de soie façonnée fleurie, chemise de voile de coton rayé vert et blanc, cravate de feutrage rayé en soie et coton (4 800 F, 900 F, 600 F et 300 F). Panama de Gilet, 2, rue Cambon.

S. H. F., légèrement au-dessus de la moyenne (4, boulevard Malesherbes).

foisonna

Sur le plan des affaires, mais aussi la demande des hommes, blazers en panoplies d'été dans les magasins, les panoplies semblant...
Généraliquement, les phases de la mode masculine reviennent entre le printemps et l'été. Les phases de la mode masculine reviennent entre le printemps et l'été. Les phases de la mode masculine reviennent entre le printemps et l'été.



CERRUTI. - Spencer-blouson en soie et coton, chemise en soie et coton, cravate en soie et coton, chapeau en soie et coton (3 100 F, 1 300 F, 400 F et 250 F). 37, rue de la Paix.

En Galle, Lavoie, le...
Le privilège d'une cravate...
Le privilège d'une cravate...
Le privilège d'une cravate...

NOUVELLES ENSEIGNES

Un décor de club anglais donne une ambiance des plus traditionnelles à Polo Ralph Lauren, qui vient confirmer l'image de son style de vie où l'anglomanie la dispute au western vu de la côte est des Etats-Unis. Le joueur de polo au maillet levé qui orne ses polos dans une

Monsieur Carven offre une conception originale de boutique de mode et de galerie d'art. Située en face de l'Hôtel Bristol, elle présente les panoplies conçues par Laurent Etienne et Gérard Lacombe : silhouettes droites en laines légères, chemises larges rappelant les années 50, en deux longueurs de manches et cinq types de cravates. Y exposent actuellement les peintres Charon, Michel de Gallard,

DU COTÉ DES TAILLEURS

Président du groupement des tailleurs de qualité (Cambourakis, 97, boulevard Raspail ; Henri Maronne, 25, avenue Carnot ; Oni, 2, place des Victoires ; Yves Tanguy, 26, avenue Félix-Faure), Berceville se dédouble en costumier de théâtre. A la ville, ses costumes, réalisés en soierie heures, sans gilet, ne se remarquent que par la qualité des tissus originaux : Harrisson, Soaba ou Holland et Sherry, qui fournissent les grandes griffes parisiennes. Les harmonies de pastels en camaïeu de roses, fondus avec le beige et le gris, sont taillées en vestes baroques à la Jean Marais, croisées bas à deux boutons. Les costumes habillés d'été sont souvent en soie ou en mélange de lin pour plus de tenue, voire en armures de moiré ou d'alpaga. Les prix commencent à

LES PLUS BEAUX IMPERMEABLES SONT A PARIS

Le privilège d'une cravate...
Le privilège d'une cravate...
Le privilège d'une cravate...

BOUTIQUES POUR LUI
112, rue de Richelieu Paris 2^{ème}
Carrefour Richelieu Drouot

Guy Dormeuil
NINO CERRUTI
Christian Dior
francesco smalto
YVES SAINT LAURENT
GIVENCHY

RAYMONDE LESCUR
présente
Femmes **Burberrys** Hommes
Centre Maine-Montparnasse
Paris 15^{ème}

Only Church's
CARTIER
23, rue des Mathurins, Paris 8^e
Tél. 42 55 25 55
PREVOY
42, rue Vivienne, Paris 2^e
Tél. 42 36 22 82

Le privilège d'une cravate
Quand on découvre une cravate...
Le privilège d'une cravate...
Le privilège d'une cravate...

créativité

1. The first step in the process of the investigation is the identification of the problem. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must identify the problem and the scope of the investigation.

2. The second step is the collection of data. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must collect data from the sources that are available to him.

3. The third step is the analysis of the data. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must analyze the data and determine the cause of the problem.

4. The fourth step is the development of a solution. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must develop a solution to the problem and implement it.

5. The fifth step is the evaluation of the solution. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must evaluate the solution and determine if it is effective.

6. The sixth step is the documentation of the investigation. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must document the investigation and the results of the investigation.

7. The seventh step is the communication of the results. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must communicate the results of the investigation to the appropriate parties.

8. The eighth step is the follow-up. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must follow-up on the investigation and ensure that the problem is resolved.

9. The ninth step is the review of the investigation. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must review the investigation and determine if it was successful.

10. The tenth step is the conclusion. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must conclude the investigation and determine the final outcome.

1. The first step in the process of the investigation is the identification of the problem. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must identify the problem and the scope of the investigation. This is done by the investigator who is responsible for the investigation.

1997年12月



foisonnante

A black and white fashion illustration of a man standing with his hands on his hips. He is wearing a short-sleeved jacket with a large checkered pattern, a collared shirt, and a tie. His trousers are wide-legged and feature vertical stripes. He is also wearing sunglasses and a watch on his left wrist. The style is a detailed line drawing with cross-hatching for shading.

van Saack
Hommes
97, Champs-Élysées

PLACE DU CASINO
14800 DEALVILLE

Sélection

CINÉMA

« Black Mic Mac »
de Thomas Gilou

Un foyer d'immigrés, un fonctionnaire pointilleux, chargé de la prévention sanitaire (Jacques Villaret), un vrai venu tout exprès d'Afrique (lui) jeter un sort, et un faux qui veut escroquer tout le monde, des gags, des quiproquos, une mise en scène vivante, mais au rythme des transcriptions de Black Mic Mac est le film français le plus pittoresque, le plus attendri de la saison. — J. S.

ET AUSSI : Bianca, de Nanni Moretti — quand un soir-tout de couple idéal. Gardien de la nuit, de Jean-Pierre Limouzin — vigile et poésie. L'Arrière de la nuit, de Jacques Rivette — mesées noires au pessimisme. La Folle Ingénue, le Huitième Homme de Barbe Bleue, Sévigné à trois, The Shop Around the Corner, le charme éternel d'Ernest Lubitsch.

THÉÂTRE

« Les Amoureux de Molière »,
à l'Athénée

Dans les représentations du Théâtre de Molière, la plupart du temps les rôles d'amour sont joués

intermédiaires de peu d'importance. Détachant traie de ces scènes, Christian Rist recompose une pièce fascinante car elle est autre chose que les conflits amoureux, comme il Molière avait, la seule, exprimée certaines hantises — la présence de la mère, par exemple. Le spectacle est une cantate de lumières et de couleurs jouée avec fraîcheur et chaleur : c'est une perfection. — M. C.

ET AUSSI : Othello, de Bogdan — splendide transposition des images, vérité des passions vécues par Tchéky Karyo, Benoît Regent, Myriam Roussel. Question de géographie, à l'Odéon — exilés d'eux-mêmes, de leurs souvenirs, interdits d'avenir, loin de tout, ils vivent. Le Duple, aux Athénées — folles bourgeoises.

MUSIQUE

Semaine contemporaine à Paris

Semaine faste à Paris — premier festival à pour le monde de la musique contemporaine : jeudi 24, concert « Schenberg et après » (Eisler, Nono Donatoni), par l'Ensemble intercontinental, au Théâtre de la Ville. Samedi 26, à 18 h, à la Radio-France, dans le cycle « Images de la musique française », Alain Louvier, Jean-Claude Eloy, Olivier Messiaen et Betsy Jolas seront livrés gratuitement à la salle de la radio. Lundi 28, en revanche, il faudra payer pour entendre le Turangalila Symphonie de Messiaen, avec l'Orchestre de Paris, dirigé par Kent Nagano, mais on ne donnera qu'une fois, c'est un événement. Mardi 29, à 18 h, à la Philharmonie, à la Maison de la Radio-France, à 18 h 30, n'empêchera pas d'écouter, à 20 h 30, au Théâtre des Champs-Élysées, au Théâtre de la Planète, Abramovitz, qui a inscrit au programme un récital, avec Haydn, Schubert et Debussy, une œuvre de Philippe Hersant. — G. C.

ET AUSSI : le grand orchestre soviétique Tchaïkovski en concert à la salle de la radio le 28 avril (Hindemith, Beethoven, Stravinsky).

Le pianiste Nikita Magalof jouera Chopin, les 24 et 25 avril au Théâtre des Champs-Élysées. Kotcho Atanasov, un étonnant clarinetiste, donnera un concert, salle Gaveaux le 25 avril, avec les Solistes de Sofia (de Haydn à Stravinsky).

JAZZ

Europa Jazz Festival au Mans

Le Festival du Mans s'est donné une image européenne : d'est en ouest, il correspond, sûr, à une certaine idée de la musique improvisée, s'accompagne bien de l'invitation à la par exemple, par J. Charles Capon et Christian Escoudé à Ron Carter, le dimanche 27, à 18 h, trio de cordes (guitare, violoncelle, contrebasse), à l'écho à l'Europe Summit (quatre saxophones : Barry Guy, Peter Kowald, Joelle Léandre, Torsten Müller), ou aux deux passages de Didier Lockwood, dont un en compagnie de quatre autres virtuoses (Lockwood, Summit). Programme intéressant, ingénieux, le Mans est une expérience singulière (Lindsay Cooper, Maarten Altena, André Jaume) aux surprises (Workshop de Lyon, Université nationale de jazz). — F. M.

Europe Jazz Festival, Le Mans, du 25 au 27 avril. Rens. : 16-43-21-80-82.

DANSE

Créations hors Paris

Les nouveautés, les manifestations chorégraphiques s'organisent, une semaine, hors de Paris : Journées de la première danse à Châtillon, une rencontre professionnelle à laquelle participent chaque année des chorégraphes de tous horizons et les jeunes danseurs (25-27 avril). Danse en Vallée d'Aoste avec les Compagnies de Pierre Doussaint/Isabelle Dubouloz, Claude Brumachon, Caroline Marcardé, Alice

Dreyfus, Michel Casetta, Christine Gérard (24-27 avril) ; à Châtillon, Ghéorgiou à l'Agora d'Evry : Création de Châtillon (quatre portraits de femmes, quatre recherches de style), 25 avril, 20 h. L'American Ballroom Theater à la Maison de la danse de Lyon (fox-trot, valse, tango, mambo...), le charme des thèmes de salon (du 22 au 27 avril). Chorégraphes américains, par le Ballet du Nord à Roubaix (Balanchine, Lubovitch, Clifford), du 25 au 27 avril. — M. M.

EXPOSITIONS

Masques et sculptures
d'Afrique et d'Océanie

Amateur d'art contemporain et d'art primitif, le docteur Girardin, en 1951, légua à la Ville de Paris l'ensemble de ses collections. Quelques cinq cents œuvres d'artistes du vingtième siècle acquises dans les années 20 et 30, et cent dix pièces d'art africain ou océanien, acquises, celles-là, pour la plupart, dans les années 40. Ce sont ces dernières, restées en partie dans des réserves — une cinquantaine ont été mises en dépôt soit au musée des Arts africains, soit au musée de l'Homme — qui font l'objet de l'exposition actuelle au musée d'art moderne de la Ville de Paris, où l'on n'a pas voulu relancer, dans la ville de New-York, les débats sur les rapports des arts primitifs à l'art du vingtième siècle, et adopté le parti d'une présentation ethnologique. — G. B.

ET AUSSI : « Les surréalistes et la photographie », au centre Georges-Pompidou, à André Kertész, au Palais de Tokyo, à la Planète surréaliste, au musée de l'Homme (1938-1947) à la Ville de Marseille.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée libre (42-72-12-33).

VIENNE 1890-1930. Naissance d'un style. Jusqu'au 3 mai. Grande Galerie. (Lun 23 et 30 avril, exposition sera ouverte jusqu'à 2 h du matin).

Café Viennois. Entrée libre. Jusqu'au 19 mai. Forum.

François Morellet. Rétrospective. Jusqu'au 19 mai. Grande Galerie.

Fatbardian, Arpita Singh. Jusqu'au 11 mai. Galerie contemporaine.

Explosante fixe. Photographie et médiation. Jusqu'au 15 juin. Salle d'art.

Tout n'est pas beau. Jusqu'au 28 avril. Matinée. Musée Guimé.

JOZE PLECNIC, architecte 1872-1957. Jusqu'au 26 mai. Grande Galerie.

LES PHOTOGRAPHES DE RODIN. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES PHOTOGRAPHES DE RODIN. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

FETES ET THÉÂTRES EN INDE. Musée Guimé, 41, rue des Francs-Bourgeois (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

COTE FEMMES. Musée de l'Homme, place du Trocadéro (47-34-31-20). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LANGVIERRE. Un archéologue médiéval de la Renaissance. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

UN CANAL... DES CANAUX... Conception, 1, rue de l'Horloge (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

HOGGAR. Musée de l'Homme, place du Trocadéro (47-34-31-20). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

RASA. Les neuf vies de la femme. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

HUGO PRATT. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

SAISON DES INDÉPENDANTS. Le musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

PASTELS DU XIX^{SIÈCLE}. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

A LA CUIR DU GRAND MOCHOL. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (47-34-31-20). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

UNE AVENTURE D'ÉDITEURS AU XIX^{SIÈCLE}. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (47-34-31-20). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

MASQUES ET SCULPTURES D'AFRIQUE ET D'Océanie. Collection de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

ANDRÉ KERTÉSZ. De Paris à New-York. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

STATUES DE CHAIR. Sculptures de Jacques Fradier, 1790-1852. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

NORDANAD. Peintures et sculptures contemporaines. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

EDOUARD BÉNÉDICTUS. Gouaches, pastels, dessins, tapis, art déco. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

MOMENTS DE MOÏSE. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 25 mai.

ALEXANDRE TILLOU. BRONZIERS. 1739-1813. Architecture et décor. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

CHEFS-D'ŒUVRE DE LA COLLECTION DU READER'S DIGEST. Musée Marmottan, 2, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LAQUES CHINOISES. Le musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES PHOTOGRAPHES DE RODIN. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES PHOTOGRAPHES DE RODIN. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

FETES ET THÉÂTRES EN INDE. Musée Guimé, 41, rue des Francs-Bourgeois (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

COTE FEMMES. Musée de l'Homme, place du Trocadéro (47-34-31-20). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LANGVIERRE. Un archéologue médiéval de la Renaissance. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

UN CANAL... DES CANAUX... Conception, 1, rue de l'Horloge (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

HOGGAR. Musée de l'Homme, place du Trocadéro (47-34-31-20). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

RASA. Les neuf vies de la femme. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

HUGO PRATT. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

SAISON DES INDÉPENDANTS. Le musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

PASTELS DU XIX^{SIÈCLE}. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

A LA CUIR DU GRAND MOCHOL. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (47-34-31-20). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

UNE AVENTURE D'ÉDITEURS AU XIX^{SIÈCLE}. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (47-34-31-20). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

MASQUES ET SCULPTURES D'AFRIQUE ET D'Océanie. Collection de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

ANDRÉ KERTÉSZ. De Paris à New-York. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

STATUES DE CHAIR. Sculptures de Jacques Fradier, 1790-1852. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

NORDANAD. Peintures et sculptures contemporaines. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

EDOUARD BÉNÉDICTUS. Gouaches, pastels, dessins, tapis, art déco. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

MOMENTS DE MOÏSE. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. dim. 8 F. Jusqu'au 26 mai.

LES GRAPHISTES POLONAIS. Musées originaux et répliques. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-72-12-33). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 23 AVRIL

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : Orchestre national de France (Maurice).

Eglise des Billettes, 20 h 30 : P. Boulez (guitare).

Centre Beethoven, 20 h 30 : Son Kok Nim (piano) (Beethoven, Schumann, Brahms).

Pleyel, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. : P. Boulez, Chœur de l'Orchestre (Ravel, Stravinsky).

Gaveau, 20 h 30 : A. Goussier (violin), M. Marigny (piano) (Brahms, Fauré, Beethoven).

Table Verte, 22 h : P. Boulez (piano) (Chopin, Liszt, Debussy, Scriabin), jusqu'à 26.

Académie de la Musique, 20 h 45 : Y. Chénou, G. Magnan, A. Roby, M. Hoffmann, A. Galperine (Brahms).

JEUDI 24 AVRIL

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : N. Magnat (Chopin) (4-10-25).

Eglise des Billettes, 20 h 30 : D. Rameau (guitare) (Weist, David, Grunwald).

Salle Gaveau, 20 h 30 : Y. Chénou (piano) (Händel, Beethoven, Stravinsky).

Eglise des Billettes, 21 h : Lamoureux, dir. : M. Marigny (Haydn).

Gaveau, 20 h 30 : C. Hoffner (piano) (Rameau, Brahms, Debussy, Xenakis).

Pleyel, 20 h 30 : voir le 23.

Salle A-Marchand, 20 h 45 : Orchestre Philharmonique (Mozart, Haydn, Brahms).

Table Verte, 22 h : voir le 23.

FIAP, 20 h 30 : Orchestre de l'Éclat, dir. : J. Merckel (Mendelssohn, Brahms, Schumann).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

FIAP, 20 h 30 : Orchestre de l'Éclat, dir. : J. Merckel (Mendelssohn, Brahms, Schumann).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

FIAP, 20 h 30 : Orchestre de l'Éclat, dir. : J. Merckel (Mendelssohn, Brahms, Schumann).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

FIAP, 20 h 30 : Orchestre de l'Éclat, dir. : J. Merckel (Mendelssohn, Brahms, Schumann).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

FIAP, 20 h 30 : Orchestre de l'Éclat, dir. : J. Merckel (Mendelssohn, Brahms, Schumann).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

FIAP, 20 h 30 : Orchestre de l'Éclat, dir. : J. Merckel (Mendelssohn, Brahms, Schumann).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

FIAP, 20 h 30 : Orchestre de l'Éclat, dir. : J. Merckel (Mendelssohn, Brahms, Schumann).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

FIAP, 20 h 30 : Orchestre de l'Éclat, dir. : J. Merckel (Mendelssohn, Brahms, Schumann).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

FIAP, 20 h 30 : Orchestre de l'Éclat, dir. : J. Merckel (Mendelssohn, Brahms, Schumann).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

FIAP, 20 h 30 : Orchestre de l'Éclat, dir. : J. Merckel (Mendelssohn, Brahms, Schumann).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

FIAP, 20 h 30 : Orchestre de l'Éclat, dir. : J. Merckel (Mendelssohn, Brahms, Schumann).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

FIAP, 20 h 30 : Orchestre de l'Éclat, dir. : J. Merckel (Mendelssohn, Brahms, Schumann).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

FIAP, 20 h 30 : Orchestre de l'Éclat, dir. : J. Merckel (Mendelssohn, Brahms, Schumann).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

FIAP, 20 h 30 : Orchestre de l'Éclat, dir. : J. Merckel (Mendelssohn, Brahms, Schumann).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

FIAP, 20 h 30 : Orchestre de l'Éclat, dir. : J. Merckel (Mendelssohn, Brahms, Schumann).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

FIAP, 20 h 30 : Orchestre de l'Éclat, dir. : J. Merckel (Mendelssohn, Brahms, Schumann).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

FIAP, 20 h 30 : Orchestre de l'Éclat, dir. : J. Merckel (Mendelssohn, Brahms, Schumann).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Temple de Pontenot, 20 h 30 : Le Duo romantique (Carulli, Paganini, Forner).

Centre Beethoven, 20 h 30 : M. Kozlov (piano) (Beethoven, Vivaldi, Schumann).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : Opus Ensemble (Beethoven, Donizetti, Gershwin).

Musée Guimet, 20 h 30 : Duo Mège (Liszt, Mozart, Nodding).

Table Verte, 22 h : voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Conservatoire Rachmaninov, 20 h 30 : F. Chaslin (piano) (Prokofiev).

Eglise de la Madeleine, 20 h 30 : Chœur J.B. Coré, dir. : C. Boulanger (Mozart).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : D. Alarcon (piano) (Haydn, Schumann, Liszt, Debussy).

Gaveau, 20 h 30 : Les Solistes de Sofia, K. Atanasov (clarinète) (Haydn, Rostropovich, Spohr, Süssmayr, Bartók, Desportes).

Table Verte, 22 h : voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 24.

Table Verte, 22 h voir le 23.

LA PINTA (43-26-15), 21 h, les 23, 24 : Veuve joyeuse ; les 25, 26 : C. Douth.

REX CLUB (43-36-83-93), 20 h 30, le 23 : C. Douth.

SLOW CLUB (43-33-84-30) (D. L.), 21 h 30 : Saury Music (jusqu'à 26) ; le 29 : Tom Cat.

SUNSET (42-61-46-60), 23 h, du 23 au 29 : A. Coccarelli, R. Fera, J. M. Jafet.

TEL NOIR (43-46-91-93), 21 h, le 23 : Memphis Slim.

Le music-hall

BOUFFES PARISIENS (42-66-24) (D. soir, L.), 20 h 30, sam. 18 h, dim. 15 h 30 : Le Grand Orchestre

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

ELECTRE, Chaillot (47-27-81-15), 20 h 30 (23).

PERSEPHONE, Petit Odéon (43-25-70-32), 21 h 30 (23).

OPÉRA-PHONIE, Parnasse (43-20-00-06), 20 h 30 (24).

FEMME, Follies (48-74-40-01), 21 heures (24).

QUAI OUEST, Nanterre, Américains (47-20-00-00), 20 h 30 (24).

LES TROMPETTES DE LA NUIT, Paris-Villeneuve (42-02-02-68), 20 h 30 (26).

POIL DE CAROTTE, Comédie de Paris (43-81-00-11), 21 heures (26).

HORS PARIS

LILLE - Où est passé mon chandail ? L'après-midi, 14 h 30, 16 h 30, 18 h 30, 20 h 30, 22 h 30, 24 h 30, 26 h 30, 28 h 30, 30 h 30, 32 h 30, 34 h 30, 36 h 30, 38 h 30, 40 h 30, 42 h 30, 44 h 30, 46 h 30, 48 h 30, 50 h 30, 52 h 30, 54 h 30, 56 h 30, 58 h 30, 60 h 30, 62 h 30, 64 h 30, 66 h 30, 68 h 30, 70 h 30, 72 h 30, 74 h 30, 76 h 30, 78 h 30, 80 h 30, 82 h 30, 84 h 30, 86 h 30, 88 h 30, 90 h 30, 92 h 30, 94 h 30, 96 h 30, 98 h 30, 100 h 30, 102 h 30, 104 h 30, 106 h 30, 108 h 30, 110 h 30, 112 h 30, 114 h 30, 116 h 30, 118 h 30, 120 h 30, 122 h 30, 124 h 30, 126 h 30, 128 h 30, 130 h 30, 132 h 30, 134 h 30, 136 h 30, 138 h 30, 140 h 30, 142 h 30, 144 h 30, 146 h 30, 148 h 30, 150 h 30, 152 h 30, 154 h 30, 156 h 30, 158 h 30, 160 h 30, 162 h 30, 164 h 30, 166 h 30, 168 h 30, 170 h 30, 172 h 30, 174 h 30, 176 h 30, 178 h 30, 180 h 30, 182 h 30, 184 h 30, 186 h 30, 188 h 30, 190 h 30, 192 h 30, 194 h 30, 196 h 30, 198 h 30, 200 h 30, 202 h 30, 204 h 30, 206 h 30, 208 h 30, 210 h 30, 212 h 30, 214 h 30, 216 h 30, 218 h 30, 220 h 30, 222 h 30, 224 h 30, 226 h 30, 228 h 30, 230 h 30, 232 h 30, 234 h 30, 236 h 30, 238 h 30, 240 h 30, 242 h 30, 244 h 30, 246 h 30, 248 h 30, 250 h 30, 252 h 30, 254 h 30, 256 h 30, 258 h 30, 260 h 30, 262 h 30, 264 h 30, 266 h 30, 268 h 30, 270 h 30, 272 h 30, 274 h 30, 276 h 30, 278 h 30, 280 h 30, 282 h 30, 284 h 30, 286 h 30, 288 h 30, 290 h 30, 292 h 30, 294 h 30, 296 h 30, 298 h 30, 300 h 30, 302 h 30, 304 h 30, 306 h 30, 308 h 30, 310 h 30, 312 h 30, 314 h 30, 316 h 30, 318 h 30, 320 h 30, 322 h 30, 324 h 30, 326 h 30, 328 h 30, 330 h 30, 332 h 30, 334 h 30, 336 h 30, 338 h 30, 340 h 30, 342 h 30, 344 h 30, 346 h 30, 348 h 30, 350 h 30, 352 h 30, 354 h 30, 356 h 30, 358 h 30, 360 h 30, 362 h 30, 364 h 30, 366 h 30, 368 h 30, 370 h 30, 372 h 30, 374 h 30, 376 h 30, 378 h 30, 380 h 30, 382 h 30, 384 h 30, 386 h 30, 388 h 30, 390 h 30, 392 h 30, 394 h 30, 396 h 30, 398 h 30, 400 h 30, 402 h 30, 404 h 30, 406 h 30, 408 h 30, 410 h 30, 412 h 30, 414 h 30, 416 h 30, 418 h 30, 420 h 30, 422 h 30, 424 h 30, 426 h 30, 428 h 30, 430 h 30, 432 h 30, 434 h 30, 436 h 30, 438 h 30, 440 h 30, 442 h 30, 444 h 30, 446 h 30, 448 h 30, 450 h 30, 452 h 30, 454 h 30, 456 h 30, 458 h 30, 460 h 30, 462 h 30, 464 h 30, 466 h 30, 468 h 30, 470 h 30, 472 h 30, 474 h 30, 476 h 30, 478 h 30, 480 h 30, 482 h 30, 484 h 30, 486 h 30, 488 h 30, 490 h 30, 492 h 30, 494 h 30, 496 h 30, 498 h 30, 500 h 30, 502 h 30, 504 h 30, 506 h 30, 508 h 30, 510 h 30, 512 h 30, 514 h 30, 516 h 30, 518 h 30, 520 h 30, 522 h 30, 524 h 30, 526 h 30, 528 h 30, 530 h 30, 532 h 30, 534 h 30, 536 h 30, 538 h 30, 540 h 30, 542 h 30, 544 h 30, 546 h 30, 548 h 30, 550 h 30, 552 h 30, 554 h 30, 556 h 30, 558 h 30, 560 h 30, 562 h 30, 564 h 30, 566 h 30, 568 h 30, 570 h 30, 572 h 30, 574 h 30, 576 h 30, 578 h 30, 580 h 30, 582 h 30, 584 h 30, 586 h 30, 588 h 30, 590 h 30, 592 h 30, 594 h 30, 596 h 30, 598 h 30, 600 h 30, 602 h 30, 604 h 30, 606 h 30, 608 h 30, 610 h 30, 612 h 30, 614 h 30, 616 h 30, 618 h 30, 620 h 30, 622 h 30, 624 h 30, 626 h 30, 628 h 30, 630 h 30, 632 h 30, 634 h 30, 636 h 30, 638 h 30, 640 h 30, 642 h 30, 644 h 30, 646 h 30, 648 h 30, 650 h 30, 652 h 30, 654 h 30, 656 h 30, 658 h 30, 660 h 30, 662 h 30, 664 h 30, 666 h 30, 668 h 30, 670 h 30, 672 h 30, 674 h 30, 676 h 30, 678 h 30, 680 h 30, 682 h 30, 684 h 30, 686 h 30, 688 h 30, 690 h 30, 692 h 30, 694 h 30, 696 h 30, 698 h 30, 700 h 30, 702 h 30, 704 h 30, 706 h 30, 708 h 30, 710 h 30, 712 h 30, 714 h 30, 716 h 30, 718 h 30, 720 h 30, 722 h 30, 724 h 30, 726 h 30, 728 h 30, 730 h 30, 732 h 30, 734 h 30, 736 h 30, 738 h 30, 740 h 30, 742 h 30, 744 h 30, 746 h 30, 748 h 30, 750 h 30, 752 h 30, 754 h 30, 756 h 30, 758 h 30, 760 h 30, 762 h 30, 764 h 30, 766 h 30, 768 h 30, 770 h 30, 772 h 30, 774 h 30, 776 h 30, 778 h 30, 780 h 30, 782 h 30, 784 h 30, 786 h 30, 788 h 30, 790 h 30, 792 h 30, 794 h 30, 796 h 30, 798 h 30, 800 h 30, 802 h 30, 804 h 30, 806 h 30, 808 h 30, 810 h 30, 812 h 30, 814 h 30, 816 h 30, 818 h 30, 820 h 30, 822 h 30, 824 h 30, 826 h 30, 828 h 30, 830 h 30, 832 h 30, 834 h 30, 836 h 30, 838 h 30, 840 h 30, 842 h 30, 844 h 30, 846 h 30, 848 h 30, 850 h 30, 852 h 30, 854 h 30, 856 h 30, 858 h 30, 860 h 30, 862 h 30, 864 h 30, 866 h 30, 868 h 30, 870 h 30, 872 h 30, 874 h 30, 876 h 30, 878 h 30, 880 h 30, 882 h 30, 884 h 30, 886 h 30, 888 h 30, 890 h 30, 892 h 30, 894 h 30, 896 h 30, 898 h 30, 900 h 30, 902 h 30, 904 h 30, 906 h 30, 908 h 30, 910 h 30, 912 h 30, 914 h 30, 916 h 30, 918 h 30, 920 h 30, 922 h 30, 924 h 30, 926 h 30, 928 h 30, 930 h 30, 932 h 30, 934 h 30, 936 h 30, 938 h 30, 940 h 30, 942 h 30, 944 h 30, 946 h 30, 948 h 30, 950 h 30, 952 h 30, 954 h 30, 956 h 30, 958 h 30, 960 h 30, 962 h 30, 964 h 30, 966 h 30, 968 h 30, 970 h 30, 972 h 30, 974 h 30, 976 h 30, 978 h 30, 980 h 30, 982 h 30, 984 h 30, 986 h 30, 988 h 30, 990 h 30, 992 h 30, 994 h 30, 996 h 30, 998 h 30, 1000 h 30, 1002 h 30, 1004 h 30, 1006 h 30, 1008 h 30, 1010 h 30, 1012 h 30, 1014 h 30, 1016 h 30, 1018 h 30, 1020 h 30, 1022 h 30, 1024 h 30, 1026 h 30, 1028 h 30, 1030 h 30, 1032 h 30, 1034 h 30, 1036 h 30, 1038 h 30, 1040 h 30, 1042 h 30, 1044 h 30, 1046 h 30, 1048 h 30, 1050 h 30, 1052 h 30, 1054 h 30, 1056 h 30, 1058 h 30, 1060 h 30, 1062 h 30, 1064 h 30, 1066 h 30, 1068 h 30, 1070 h 30, 1072 h 30, 1074 h 30, 1076 h 30, 1078 h 30, 1080 h 30, 1082 h 30, 1084 h 30, 1086 h 30, 1088 h 30, 1090 h 30, 1092 h 30, 1094 h 30, 1096 h 30, 1098 h 30, 1100 h 30, 1102 h 30, 1104 h 30, 1106 h 30, 1108 h 30, 1110 h 30, 1112 h 30, 1114 h 30, 1116 h 30, 1118 h 30, 1120 h 30, 1122 h 30, 1124 h 30, 1126 h 30, 1128 h 30, 1130 h 30, 1132 h 30, 1134 h 30, 1136 h 30, 1138 h 30, 1140 h 30, 1142 h 30, 1144 h 30, 1146 h 30, 1148 h 30, 1150 h 30, 1152 h 30, 1154 h 30, 1156 h 30, 1158 h 30, 1160 h 30, 1162 h 30, 1164 h 30, 1166 h 30, 1168 h 30, 1170 h 30, 1172 h 30, 1174 h 30, 1176 h 30, 1178 h 30, 1180 h 30, 1182 h 30, 1184 h 30, 1186 h 30, 1188 h 30, 1190 h 30, 1192 h 30, 1194 h 30, 1196 h 30, 1198 h 30, 1200 h 30, 1202 h 30, 1204 h 30, 1206 h 30, 1208 h 30, 1210 h 30, 1212 h 30, 1214 h 30, 1216 h 30, 1218 h 30, 1220 h 30, 1222 h 30, 1224 h 30, 1226 h 30, 1228 h 30, 1230 h 30, 1232 h 30, 1234 h 30, 1236 h 30, 1238 h 30, 1240 h 30, 1242 h 30, 1244 h 30, 1246 h 30, 1248 h 30, 1250 h 30, 1252 h 30, 1254 h 30, 1256 h 30, 1258 h 30, 1260 h 30, 1262 h 30, 1264 h 30, 1266 h 30, 1268 h 30, 1270 h 30, 1272 h 30, 1274 h 30, 1276 h 30, 1278 h 30, 1280 h 30, 1282 h 30, 1284 h 30, 1286 h 30, 1288 h 30, 1290 h 30, 1292 h 30, 1294 h 30, 1296 h 30, 1298 h 30, 1300 h 30, 1302 h 30, 1304 h 30, 1306 h 30, 1308 h 30, 1310 h 30, 1312 h 30, 1314 h 30, 1316 h 30, 1318 h 30, 1320 h 30, 1322 h 30, 1324 h 30, 1326 h 30, 1328 h 30, 1330 h 30, 1332 h 30, 1334 h 30, 1336 h 30, 1338 h 30, 1340 h 30, 1342 h 30, 1344 h 30, 1346 h 30, 1348 h 30, 1350 h 30, 1352 h 30, 1354 h 30, 1356 h 30, 1358 h 30, 1360 h 30, 1362 h 30, 1364 h 30, 1366 h 30, 1368 h 30, 1370 h 30, 1372 h 30, 1374 h 30, 1376 h 30, 1378 h 30, 1380 h 30, 1382 h 30, 1384 h 30, 1386 h 30, 1388 h 30, 1390 h 30, 1392 h 30, 1394 h 30, 1396 h 30, 1398 h 30, 1400 h 30, 1402 h 30, 1404 h 30, 1406 h 30, 1408 h 30, 1410 h 30, 1412 h 30, 1414 h 30, 1416 h 30, 1418 h 30, 1420 h 30, 1422 h 30, 1424 h 30, 1426 h 30, 1428 h 30, 1430 h 30, 1432 h 30, 1434 h 30, 1436 h 30, 1438 h 30, 1440 h 30, 1442 h 30, 1444 h 30, 1446 h 30, 1448 h 30, 1450 h 30, 1452 h 30, 1454 h 30, 1456 h 30, 1458 h 30, 1460 h 30, 1462 h 30, 1464 h 30, 1466 h 30, 1468 h 30, 1470 h 30, 1472 h 30, 1474 h 30, 1476 h 30, 1478 h 30, 1480 h 30, 1482 h 30, 1484 h 30, 1486 h 30, 1488 h 30, 1490 h 30, 1492 h 30, 1494 h 30, 1496 h 30, 1498 h 30, 1500 h 30, 1502 h 30, 1504 h 30, 1506 h 30, 1508 h 30, 1510 h 30, 1512 h 30, 1514 h 30, 1516 h 30, 1518 h 30, 1520 h 30, 1522 h 30, 1524 h 30, 1526 h 30, 1528 h 30, 1530 h 30, 1532 h 30, 1534 h 30, 1536 h 30, 1538 h 30, 1540 h 30, 1542 h 30, 1544 h 30, 1546 h 30, 1548 h 30, 1550 h 30, 1552 h 30, 1554 h 30, 1556 h 30, 1558 h 30, 1560 h 30, 1562 h 30, 1564 h 30, 1566 h 30, 1568 h 30, 1570 h 30, 1572 h 30, 1574 h 30, 1576 h 30, 1578 h 30, 1580 h 30, 1582 h 30, 1584 h 30, 1586 h 30, 1588 h 30, 1590 h 30, 1592 h 30, 1594 h 30, 1596 h 30, 1598 h 30, 1600 h 30, 1602 h 30, 1604 h 30, 1606 h 30, 1608 h 30, 1610 h 30, 1612 h 30, 1614 h 30, 1616 h 30, 1618 h 30, 1620 h 30, 1622 h 30, 1624 h 30, 1626 h 30, 1628 h 30, 1630 h 30, 1632 h 30, 1634 h 30, 1636 h 30, 1638 h 30, 1640 h 30, 1642 h 30, 1644 h 30, 1646 h 30, 1648 h 30, 1650 h 30, 1652 h 30, 1654 h 30, 1656 h 30, 1658 h 30, 1660 h 30, 1662 h 30, 1664 h 30, 1666 h 30, 1668 h 30, 1670 h 30, 1672 h 30, 1674 h 30, 1676 h 30, 1678 h 30, 1680 h 30, 1682 h 30, 1684 h 30, 1686 h 30, 1688 h 30, 1690 h 30, 1692 h 30, 1694 h 30, 1696 h 30, 1698 h 30, 1700 h 30, 1702 h 30, 1704 h 30, 1706 h 30, 1708 h 30, 1710 h 30, 1712 h 30, 1714 h 30, 1716 h 30, 1718 h 30, 1720 h 30, 1722 h 30, 1724 h 30, 1726 h 30, 1728 h 30, 1730 h 30, 1732 h 30, 1734 h 30, 1736 h 30, 1738 h 30, 1740 h 30, 1742 h 30, 1744 h 30, 1746 h 30, 1748 h 30, 1750 h 30, 1752 h 30, 1754 h 30, 1756 h 30, 1758 h 30, 1760 h 30, 1762 h 30, 1764 h 30, 1766 h 30, 1768 h 30, 1770 h 30, 1772 h 30, 1774 h 30, 1776 h 30, 1778 h 30, 1780 h 30, 1782 h 30, 1784 h 30, 1786 h 30, 1788 h 30, 1790 h 30, 1792 h 30, 1794 h 30, 1796 h 30, 1798 h 30, 1800 h 30, 1802 h 30, 1804 h 30, 1806 h 30, 1808 h 30, 1810 h 30, 1812 h 30, 1814 h 30, 1816 h 30, 1818 h 30, 1820 h 30, 1822 h 30, 1824 h 30, 1826 h 30, 1828 h 30, 1830 h 30, 1832 h 30, 1834 h 30, 1836 h 30, 1838 h 30, 1840 h 30, 1842 h 30, 1844 h 30, 1846 h 30, 1848 h 30, 1850 h 30, 1852 h 30, 1854 h 30, 1856 h 30, 1858 h 30, 1860 h 30, 1862 h 30, 1864 h 30, 1866 h 30, 1868 h 30, 1870 h 30, 1872 h 30, 1874 h 30, 1876 h 30, 1878 h 30, 1880 h 30, 1882 h 30, 1884 h 30, 1886 h 30, 1888 h 30, 1890 h 30, 1892 h 30, 1894 h 30, 1896 h 30, 1898 h 30, 1900 h 30, 1902 h 30, 1904 h 30, 1906 h 30, 1908 h 30, 1910 h 30, 1912 h 30, 1914 h 30, 1916 h 30, 1918 h 30, 1920 h 30, 1922 h 30, 1924 h 30, 1926 h 30, 1928 h 30, 1930 h 30, 1932 h 30, 1934 h 30, 1936 h 30, 1938 h 30, 1940 h 30, 1942 h 30, 1944 h 30, 1946 h 30, 1948 h 30, 1950 h 30, 1952 h 30, 1954 h 30, 1956 h 30, 1958 h 30, 1960 h 30, 1962 h 30, 1964 h 30, 1966 h 30, 1968 h 30, 1970 h 30, 1972 h 30, 1974 h 30, 1976 h 30, 1978 h 30, 1980 h 30, 1982 h 30, 1984 h 30, 1986 h 30, 1988 h 30, 1990 h 30, 1992 h 30, 1994 h 30, 1996 h 30, 1998 h 30, 2000 h 30, 2002 h 30, 2004 h 30, 2006 h 30, 2008 h 30, 2010 h 30, 2012 h 30, 2014 h 30, 2016 h 30, 2018 h 30, 2020 h 30, 2022 h 30, 2024 h 30, 2026 h 30, 2028 h 30, 2030 h 30, 2032 h 30, 2034 h 30, 2036 h 30, 2038 h 30, 2040 h 30, 2042 h 30, 2044 h 30, 2046 h 30, 2048 h 30, 2050 h 30, 2052 h 30, 2054 h 30, 2056 h 30, 2058 h 30, 2060 h 30, 2062 h 30, 2064 h 30, 2066 h 30, 2068 h 30, 2070 h 30, 2072 h 30, 2074 h 30, 2076 h 30, 2078 h 30, 2080 h 30, 2082 h 30, 2084 h 30, 2086 h 30, 2088 h 30, 2090 h 30, 2092 h 30, 2094 h 30, 2096 h 30, 2098 h 30, 2100 h 30, 2102 h 30, 2104 h 30, 2106 h 30, 2108 h 30, 2110 h 30, 2112 h 30, 2114 h 30, 2116 h 30, 2118 h 30, 2120 h 30, 2122 h 30, 2124 h 30, 2126 h 30, 2128 h 30, 2130 h 30, 2132 h 30, 2134 h 30, 2136 h 30, 2138 h 30, 2140 h 30, 2142 h 30, 2144 h 30, 2146 h 30, 2148 h 30, 2150 h 30, 2152 h 30, 2154 h 30, 2156 h 30, 2158 h 30, 2160 h 30, 2162 h 30, 2164 h 30, 2166 h 30, 2168 h 30, 2170 h 30, 2172 h 30, 2174 h 30, 2176 h 30, 2178 h 30, 2180 h 30, 2182 h 30, 2184 h 30, 2186 h 30, 2188 h 30, 2190 h 30, 2192 h 30, 2194 h 30, 2196 h 30, 2198 h 30, 2200 h 30, 2202 h 30, 2204 h 30, 2206 h 30, 2208 h 30, 2210 h 30, 2212 h 30, 2214 h 30, 2216 h 30, 2218 h 30, 2220 h 30, 2222 h 30, 2224 h 30, 2226 h 30, 2228 h 30, 2230 h 30, 2232 h 30, 2234 h 30, 2236 h 30, 2238 h 30, 2240 h 30, 2242 h 30, 2244 h 30, 2246 h 30, 2248 h 30, 2250 h 30, 2252 h 30, 2254 h 30, 2256 h 30, 2258 h 30, 2260 h 30, 2262 h 30, 2264 h 30, 2266 h 30, 2268 h 30, 2270 h 30, 2272 h 30, 2274 h 30, 2276 h 30, 2278 h 30, 2280 h 30, 2282 h 30, 2284 h 30, 2286 h 30, 2288 h 30, 2290 h 30, 2292 h 30, 2294 h 30, 2296 h 30, 2298 h 30, 2300 h 30, 2302 h 30, 2304 h 30, 2306 h 30, 2308 h 30, 2310 h 30, 2312 h 30, 2314 h 30, 2316 h 30, 2318 h 30, 2320 h 30, 2322 h 30, 2324 h 30, 2326 h 30, 2328 h 30, 2330 h 30, 2332 h 30, 2334 h 30, 2336 h 30, 2338 h 30, 2340 h 30, 2342 h 30, 2344 h 30, 2346 h 30, 2348 h 30, 2350 h 30, 2352 h 30, 2354 h 30, 2356 h 30, 2358 h 30, 2360 h 30, 2362 h 30, 2364 h 30, 2366 h 30, 2368 h 30, 2370 h 30, 2372 h 30, 2374 h 30, 2376 h 30, 2378 h 30, 2380 h 30, 2382 h 30, 2384 h 30, 2386 h 30, 2388 h 30, 2390 h 30, 2392 h 30, 2394 h 30, 2396 h 30, 2398 h 30, 2400 h 30, 2402 h 30, 2404 h 30, 2406 h 30, 2408 h 30, 2410 h 30, 2412 h 30, 2414 h 30, 2416 h 30, 2418 h 30, 2420 h 30, 2422 h 30, 2424 h 30, 2426 h 30, 2428 h 30, 2430 h 30, 2432 h 30, 2434 h 30, 2436 h 30, 2438 h 30, 2440 h 30, 2442 h 30, 2444 h 30, 2446 h 30, 2448 h 30, 2450 h 30, 2452 h 30, 2454 h 30, 2456 h 30, 2458 h 30, 2460 h 30, 2462 h 30, 2464 h 30, 2466 h 30, 2468 h 30, 2470 h 30, 2472 h 30, 2474 h 30, 2476 h 30, 2478 h 30, 2480 h 30, 2482 h 30, 2484 h 30, 2486 h 30, 2488 h 30,

UN NOUVEL INSTRUMENT
radios sous surv

Mercredi 23 avril

CULTU

SPORTS

FOOTBALL

Bordeaux et Marseille en finale de la Coupe de France

Les Girondins de Bordeaux et l'Olympique de Marseille disputent la finale de la Coupe de France, mercredi 30 avril au Parc des Princes. Vainqueurs (1 à 0) au match aller, les Marseillais ont obtenu le nul (1 à 1) à Reims, mardi 22 avril. Dans le même temps les Bordelais ont battu le Paris-Saint-Germain (2 à 1). Ils ont marqué à la première (Reinders) et à la dernière minute (Grand) de la première mi-temps. Susic avait égalisé entre-temps (21^e minute) et Rocheteau manqué un penalty (40^e).

Le brave soldat Reinders

Reinders, l'attaquant allemand des Girondins de Bordeaux, compte à son actif un recrutement en or massif que le président Claude Bez est en train de réaliser pour la saison prochaine risque de le pousser vers le banc de touche, voire vers la sortie. A trente et un ans, le « bombardier de Brême » a suffisamment travaillé ses crampons en Bundesliga pour ne plus se faire d'illusions sur l'univers impitoyable du football professionnel. Les arrivées du Yougoslave Zlatko Vujovic, de José Touré, Jean-Marc Ferreri et, pourquoi pas, Jules Bocandé vont créer, pour Bernard Lacombe, Marc Pissat et lui-même, une concurrence difficile. Pas question de se recycler en milieu de terrain. Celui-ci affichera, complet avec Alain Giresse, Jean Tigana, René Girard, Gernot Rohr, Philippe Vercruyssen et, pourquoi pas, Fernando Chalana.

Bras baillants

Engagé pour deux ans en 1985, le légionnaire allemand n'a pas l'intention de déserter. Il a même envie de voir du pays en disputant, l'an prochain, une coupe européenne avec Bordeaux, si possible la Coupe des vainqueurs de coupe. Alors il a saisi la dernière occasion de l'année pour se montrer à son avantage au public bordelais. Malgré sa masse athlétique (1,87 m pour 85 kilos), il n'avait pas réussi de toute la saison à faire oublier son prédécesseur Dieter Müller. Il y est enfin parvenu mardi soir. En l'espace de cinq minutes, une première frappe de gauche dans la lucarne au bout de 30 secondes. Une deuxième encore

plus instantanée du pied droit sur la barre transversale. Jusque-là était médusé, le PSG a radeau à la foule du geste auguste du gladiateur.

Mais l'euphorie conquérante n'allait durer plus d'un quart d'heure. Dans une chute anodine (il y eut d'ailleurs autrement au cours de ce match éprouvé), Uwe Reinders se blessa à l'épaule. Son bras laissa quelques instants plus à nu le public mais baillants, précautionneusement il le long.

Le joueur, qui était beaucoup, continua malgré tout à jouer sur la défense parisiennne jusqu'à l'ultime minute. Ses courses éperdues, déséquilibrées par son bras en écharpe, sa hargne, ses coups de gueule moutarde en bataille ont ajouté une dimension épique à ses deux buts techniques du début de match. « Uwe, Uwe », criaient la foule enthousiaste. Claude Bez se félicita.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

■ CYCLISME : Tour d'Espagne. Le Français Thierry Marie (Système U) a remporté, mardi 22 avril, le Palmarès de Majorque, le prologue du Tour d'Espagne devant l'Allemande Alan Peiper.

■ TENNIS : Tournoi de Monte-Carlo. Le Français Thierry Tulasne a été éliminé, mardi 22 avril, au premier tour du Tournoi de Monte-Carlo, par le Suisse Jakob Hlasek (6-3, 7-6). Au deuxième tour, l'Allemand Benhabib a battu Guy Forget (2-6, 6-4, 6-2).

TOURISME

UNE CAMPAGNE DE PROMOTION DE LA FRANCE AUX ETATS-UNIS

La pêche aux Américains

M. Jean-Jacques Descamps (UDF), ministre du tourisme vient d'annoncer que ses services, associés aux professionnels, envisagent de lancer une campagne de promotion aux Etats-Unis pour inviter les touristes à visiter la France cet été. La balance touristique de la France a été excédentaire, en 1985, de 31,5 milliards de francs (le tourisme est désormais le premier secteur économique français pour l'apport de devises). Ce record a été atteint l'année passée grâce à la venue de nombreux Américains à Paris ou en province. Or, ainsi que le souligne M. Descamps, les touristes d'Outre-Atlantique sont « les touristes qui dépensent le plus et qui effectuent les séjours les plus longs ». La vague d'attentats, les détournements d'avions, les attentats dans les aéroports et le piratage d'un paquebot qui ont eu lieu en Europe depuis le début de l'année poussent les Nord-Américains à bouter le vieux continent (Le Monde du 7 février), près de cinquante pour cent d'entre eux, par exemple, ayant annulé leur séjour cet hiver dans les Alpes, l'Italie, la France et la Grèce.

La campagne que l'on envisage de lancer aux Etats-Unis déboulera-t-elle la situation ? Cette promotion de la France à New-York ne vient-elle pas trop tard ? L'attitude du gouvernement français lors du raid récent des pilotes américains sur Tripoli a suscité de vives réactions aux Etats-Unis. La hostilité à l'égard de Paris est donc pas de nature à calmer le jeu et il encourager les Américains à l'Atlantique pour l'été. L'île de la Cité, le Musée d'Art Moderne, le Louvre, Versailles. D'autant plus que la France pénalise les Américains au voyage.

M. Descamps veut vendre le produit « France » à l'étranger mais aussi dans l'étranger. Pour cela il veut relancer la machine. Un audit de la direction du Tourisme a été demandé. En bon libéral, il souhaite ainsi, dans le cadre de la politique économique du gouvernement, la liberté des prix et des allègements fiscaux pour le secteur de l'hôtellerie. Le plus rapidement possible, déclare M. Descamps, qui prévoit « un régime transitoire » en attendant la loi sur le tourisme.

Le tourisme est aujourd'hui « le cœur du développement français », a conclu le secrétaire d'Etat. Il ajoute « c'est pourquoi il est naturel au développement de la France ». Le ministre a-t-il enfin trouvé son port d'attache ? Depuis 1981 il a été en « balade » au sein de la « Jeunesse et des Sports » au « Commerce extérieur » puis au « Commerce et à l'Artisanat ».

JEAN PERRIN.

PHOTOCOPIE COULEUR SUR PAPIER ORDINAIRE / PAPIER PHOTO - REDUCTION / AGRANDISSEMENT

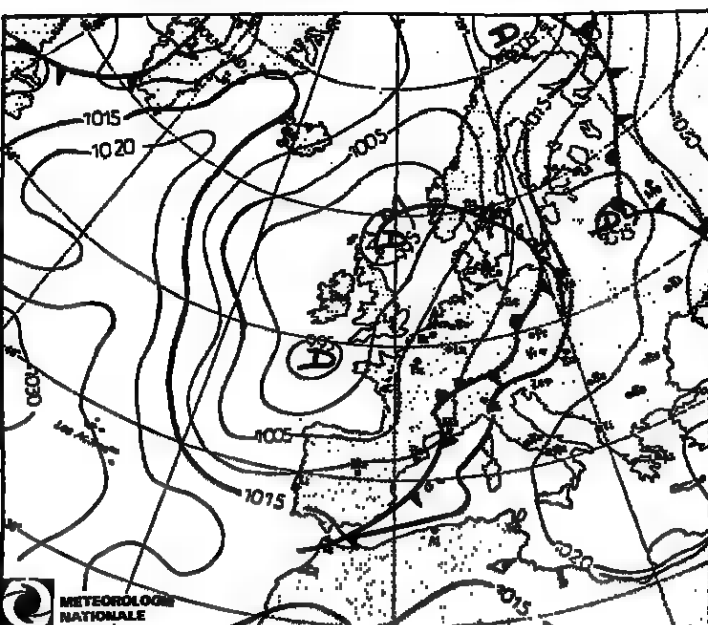
DIABOLO

75, RUE BAYEN 75017 PARIS - TEL. 45.72.41.46 +

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 23 AVRIL 1986 A 0 h GMT

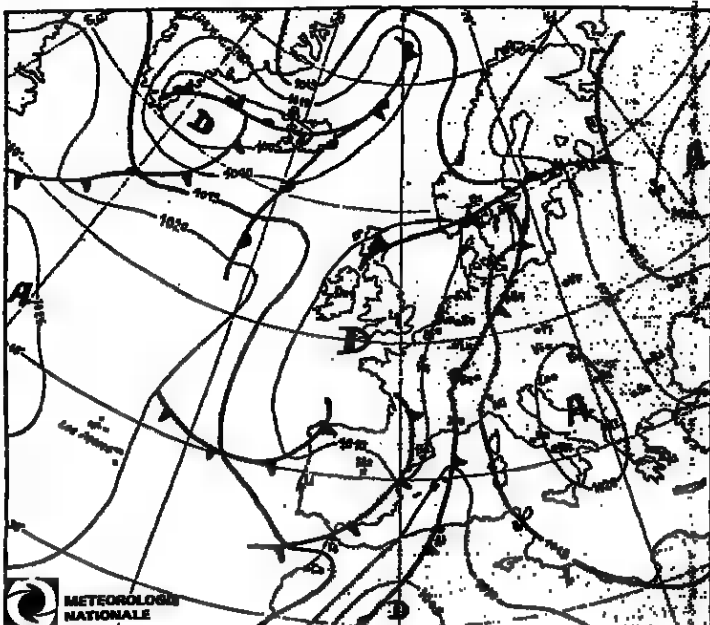


Evolution probable du temps en France entre le mercredi 23 avril à 0 h et le jeudi 24 avril à midi.

Le centre dépressionnaire des îles Britanniques persistera en se comblant lentement. Le flux restera donc orienté sud-ouest avec des limites instables qui circuleront sur l'ouest du pays, tandis qu'une zone frontale située sur l'est du pays s'évacuera lentement.

Jeu de la météo : le temps sera couvert et pluvieux du Nord-Est à l'ouest de la Bretagne, au Lyonnais et aux Alpes. Dans la journée, cette zone pluvieuse s'évacuera vers l'Est pour ne persister le soir que du Jura aux Alpes. Près de la Méditerranée le ciel sera très nuageux avec des averse. Celles-ci se limiteront progressivement de la Côte d'Azur à la Corse dans l'après-midi. De la Bretagne

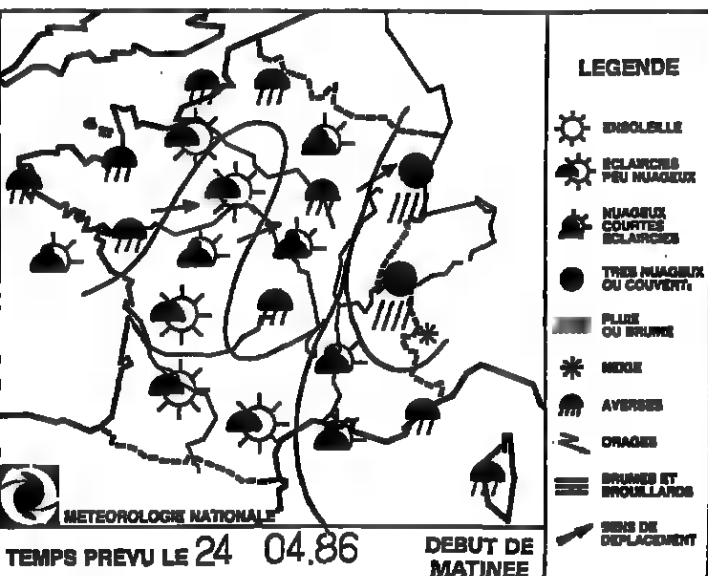
PRÉVISIONS POUR LE 25 AVRIL A 0 h GMT



aux Charentes et au Nord, les averse seront fréquentes toute la journée et accompagnées de grêle ou d'orages en particulier près des côtes. Sur le reste du pays, le ciel sera assez nuageux le matin avec des averse de la Champagne au Massif Central. Dans la journée les éclaircies deviendront plus larges avec toutefois des averse isolées en soirée.

Côté température, on s'observe une évolution notable. Le matin, elle sera comprise entre 4 et 6 degrés sur la moitié nord, 6 et 8 degrés sur la moitié sud, de 10 à 12 degrés près de la Méditerranée. Après-midi, elle ira de 14 à 18 degrés du nord au sud, localement 20 degrés près des Pyrénées.

Le vent de sud à sud-ouest sera faible à modéré.



TEMPS PRÉVU LE 24 04.86 DEBUT DE MATINÉE

PARIS EN VISITES

JEUDI 24 AVRIL

- « Jardins et cités d'artistes de Montparnasse », 14 h 30, métro Edgar-Quinet (Paris pittoresque).
- « La Fondation Le Corbusier à Anzani », 15 heures, métro Jamin.
- « Le musée de Cluny », un reportage sur la vie au Moyen Âge, 15 heures, entrée gratuite place Paul-Painlevé (Paris et son histoire).
- « Maison et atelier de Delacroix », 11 heures, 6, place Furstenberg (Approche de l'art).
- « Histoire et fonctionnement de l'Ecole des beaux-arts », 15 h 30, devant l'Ecole des beaux-arts (M. Ragnaud).
- « Sculpture française du XIX^e », 14 h 30, boulevard du Palais devant les grilles (P.-Y. Joliet).
- « La collection Walter Guillaume », 14 h 15, Orangerie des Tuileries.
- « L'Institut Pasteur », 14 h 30, 25, rue de l'Université (I. Hauller).
- « Le Palais de justice en activité », 14 h 30, boulevard du Palais devant les grilles (P.-Y. Joliet).
- « Selon le grand chancelier de la Légion d'honneur », 14 heures, 2, rue de Bellocasse (C.-A. Messer).
- « Le Marais (sud) », la place des Voies, 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Loban (G. Bouteau).
- « L'île de la Cité », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réunion du passé).
- « De la place des Voies aux Voies Roban Soubise », 14 h 30, métro Marie (Les Filles).
- « Port-Royal et le jansénisme », 14 h 45, 123, boulevard de Port-Royal (M. Benasat).

CONFÉRENCES

Centre Varenne, 18, rue de Varenne, 20 h 30 : « Le travail demain : l'avenir du travail » (M. André Gorz, auteur de l'ouvrage « Les Chemins du Paradis, l'agonie du capital »).

Institut historique allemand, 9, rue Maspero, 18 heures : « Permissons tacites et « censure sociale », jalons d'une histoire de la censure de la première moitié du XVIII^e siècle ».

« rue Bergère », 18 h 30 : « Les religions » (Père Humbert Blondin).

Salle du musée d'Art et d'Archéologie, 9 bis, avenue d'Iéna, 18 h 30 : « La théorie kinésienne du formalisme » (M.-G. Thibon, philosophe).

Cercle de la méditation, 33, Saint-Honoré (tél. : 42-65-96-00), 18 heures : « La méditation : l'expérience (M. B.-F. de Breuille, président de l'Association de méditation, avec descriptif).

8, rue de l'Abbé-Grégoire, 18 h 15 : « Evolution du christianisme, le canon des Ecritures, les schismes, la Réforme », avec M. Pierre Chassagne (Fraternité d'Abraham).

BREF

COLLOQUE

IMAGE ET HISTOIRE. — Après un premier colloque en mai 1985 sur le thème « L'écriture et les images », l'association Histoire au présent, qui édite la revue Sources, organise les 14, 15, 16 et 17 mai, à l'université Paris III, un colloque « Image et Histoire ». Trois thèmes y seront abordés : « Les images sources de l'écriture historique », « L'histoire mise en images » et « L'histoire et les images ». Le colloque rencontre ouverte au public est organisée par l'association.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mardi 22 avril :

UN DÉCRET

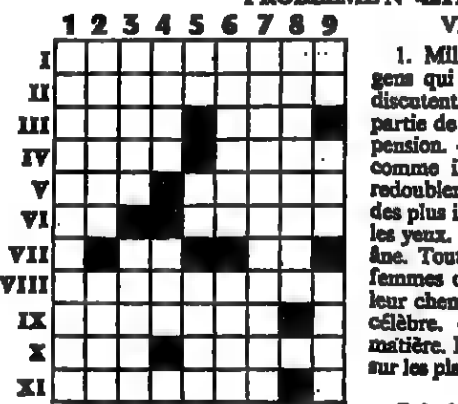
« N° 86-718 du 21 avril 1986 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication. »

UN ARRÊTÉ

« Du 21 avril 1986 fixant la répartition des sommes mises au Loto sportif. »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4211



HORIZONTALEMENT

I. Pièce de service. — II. Embrassements faisant suite à un embrassement. — III. N'a donc pas poussé. — IV. Tout feu, tout flamme. Marcou pour un bleu. — V. Petit socle. Carte populaire. — VI. Manière d'être. On l'a dans la peau. — VII. Abréviation. Caractère d'ange. — VIII. Drolement forts. — IX. Coupé donc le contact. — X. Abréviation qui en dit long. Occupe une situation élevée en Espagne. — XI. Sont couverts par la police.

VERTICALEMENT

I. Millier très fermé. — 2. Des gens qui répondent quand d'autres discutent. Coule en Italie. — 3. Fait partie de nos besoins. Points de suspension. — 4. Guide d'animaux. Pas comme il faut. — 5. Entraîne un redoublement. Formes d'expressions des plus images. Est donc bon pour les yeux. — 6. Se conduit comme un âne. Tout à fait naturel. — 7. Des femmes qui, dans leur travail, font leur chemin. — 8. Trompettiste très célèbre. — 9. Entre le tire et la matière. Bien arrivée. — 10. Points sur les planches.

GUY BROUTY.

Challenge

L'avenir des jeunes s'inscrit en anglais.

L'apprendre, le pratiquer, le vivre en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis avec des jeunes de langue anglaise. C'est le challenge que nous vous proposons.

GRANDE-BRETAGNE 17 ANS

U.S.A. 14-19 ANS

Scouts, militaires, sportifs, étudiants, etc.

Recherches sur demande : CHALLENGE BOUTIQUE 100 rue de la République - 75001 PARIS - TEL. 46 44 47 30

45 58 95 20

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE MOTS CROISÉS DU NOUVEL OBSERVATEUR

1^{er} prix : 100 000F à partir du 25 avril

Très normalement confiance, pour de savoir ce que les résultats obt Dans un secteur, une fois de plus.

Résultats APER CODE

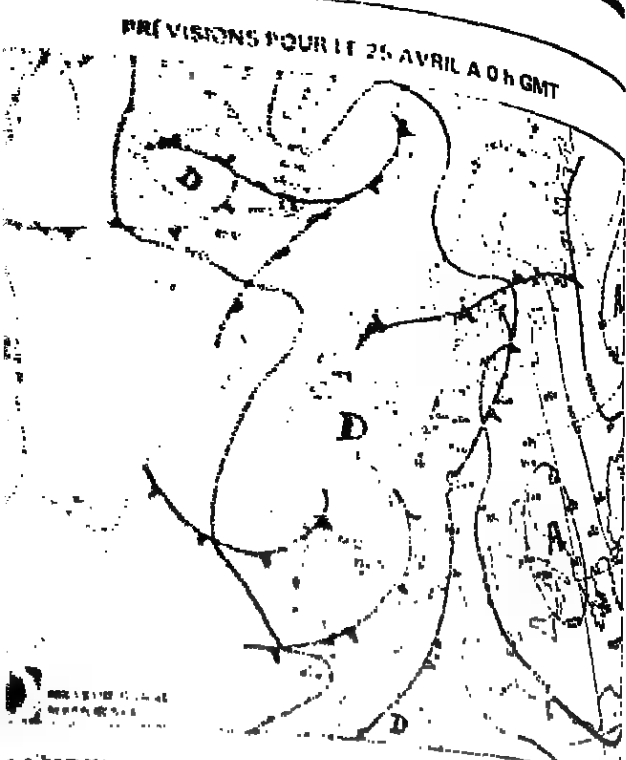
Montant total de

Résultats de l Revenus d'ac Revenus d'ot Revenus div Revenus de Revenus de Revenus tr Plus valu Sica Plus valu Bénéfic gestion Résum Avoir d'imp répar Plus dégi

paritari le

AF 74 n

Toute la documentation ou tous les renseignements



TEMPÉRATURES maxima - minima - temps observé

FRANCE	maxima	minima	temps observé
Paris	12	4	nuageux
Marseille	18	8	ensoleillé
Bordeaux	15	6	nuageux
Nice	22	12	ensoleillé
Strasbourg	10	2	nuageux
Montpellier	16	7	nuageux
Limoges	14	5	nuageux
Angers	11	3	nuageux
Nantes	10	2	nuageux
Reims	12	4	nuageux
Amiens	11	3	nuageux
Orléans	13	5	nuageux
Toulouse	17	8	nuageux
Avignon	19	10	nuageux
Arles	20	11	nuageux
Alger	25	15	ensoleillé
Tripoli	28	18	ensoleillé
Le Caire	30	20	ensoleillé
Bagdad	32	22	ensoleillé
Beirout	28	18	ensoleillé
Téhéran	35	25	ensoleillé
Yokohama	20	10	nuageux
Tokyo	18	8	nuageux
Osaka	16	6	nuageux
Kobe	15	5	nuageux
Manille	28	18	ensoleillé
Philippines	25	15	ensoleillé
Indonésie	22	12	ensoleillé
Malaisie	20	10	ensoleillé
Singapour	28	18	ensoleillé
Brésil	25	15	ensoleillé
Argentine	22	12	ensoleillé
Chili	20	10	ensoleillé
Colombie	28	18	ensoleillé
Venezuela	25	15	ensoleillé
États-Unis	22	12	ensoleillé
Canada	18	8	nuageux
Mexique	25	15	ensoleillé
Amérique du Sud	22	12	ensoleillé
Europe de l'Est	15	5	nuageux
URSS	12	2	nuageux
Allemagne	10	0	nuageux
Pologne	8	-2	nuageux
Tchécoslovaquie	10	0	nuageux
Autriche	12	2	nuageux
Suisse	10	0	nuageux
Italie	15	5	nuageux
Grèce	20	10	ensoleillé
Turquie	25	15	ensoleillé
Israël	28	18	ensoleillé
Japon	20	10	nuageux
Corée	18	8	nuageux
Chine	15	5	nuageux
Russie	12	2	nuageux
Inde	25	15	ensoleillé
Pakistan	22	12	ensoleillé
Banladesh	20	10	ensoleillé
Indonésie	25	15	ensoleillé
Malaisie	22	12	ensoleillé
Singapour	28	18	ensoleillé
Brésil	25	15	ensoleillé
Argentine	22	12	ensoleillé
Chili	20	10	ensoleillé
Colombie	28	18	ensoleillé
Venezuela	25	15	ensoleillé
États-Unis	22	12	ensoleillé
Canada	18	8	nuageux
Mexique	25	15	ensoleillé
Amérique du Sud	22	12	ensoleillé
Europe de l'Est	15	5	nuageux
URSS	12	2	nuageux
Allemagne	10	0	nuageux
Pologne	8	-2	nuageux
Tchécoslovaquie	10	0	nuageux
Autriche	12	2	nuageux
Suisse	10	0	nuageux
Italie	15	5	nuageux
Grèce	20	10	ensoleillé
Turquie	25	15	ensoleillé
Israël	28	18	ensoleillé
Japon	20	10	nuageux
Corée	18	8	nuageux
Chine	15	5	nuageux
Russie	12	2	nuageux
Inde	25	15	ensoleillé
Pakistan	22	12	ensoleillé
Banladesh	20	10	ensoleillé
Indonésie	25	15	ensoleillé
Malaisie	22	12	ensoleillé
Singapour	28	18	ensoleillé
Brésil	25	15	ensoleillé
Argentine	22	12	ensoleillé
Chili	20	10	ensoleillé
Colombie	28	18	ensoleillé
Venezuela	25	15	ensoleillé
États-Unis	22	12	ensoleillé
Canada	18	8	nuageux
Mexique	25	15	ensoleillé
Amérique du Sud	22	12	ensoleillé
Europe de l'Est	15	5	nuageux
URSS	12	2	nuageux
Allemagne	10	0	nuageux
Pologne	8	-2	nuageux
Tchécoslovaquie	10	0	nuageux
Autriche	12	2	nuageux
Suisse	10	0	nuageux
Italie	15	5	nuageux
Grèce	20	10	ensoleillé
Turquie	25	15	ensoleillé
Israël	28	18	ensoleillé
Japon	20	10	nuageux
Corée	18	8	nuageux
Chine	15	5	nuageux
Russie	12	2	nuageux
Inde	25	15	ensoleillé
Pakistan	22	12	ensoleillé
Banladesh	20	10	ensoleillé
Indonésie	25	15	ensoleillé
Malaisie	22	12	ensoleillé
Singapour	28	18	ensoleillé
Brésil	25	15	ensoleillé
Argentine	22	12	ensoleillé
Chili	20	10	ensoleillé
Colombie	28	18	ensoleillé
Venezuela	25	15	ensoleillé
États-Unis	22	12	ensoleillé
Canada	18	8	nuageux
Mexique	25	15	ensoleillé
Amérique du Sud	22	12	ensoleillé
Europe de l'Est	15	5	nuageux
URSS	12	2	nuageux
Allemagne	10	0	nuageux
Pologne	8	-2	nuageux
Tchécoslovaquie	10	0	nuageux
Autriche	12	2	nuageux
Suisse	10	0	nuageux
Italie	15	5	nuageux
Grèce	20	10	ensoleillé
Turquie	25	15	ensoleillé
Israël	28	18	ensoleillé
Japon	20	10	nuageux
Corée	18	8	nuageux
Chine	15	5	nuageux
Russie	12	2	nuageux
Inde	25	15	ensoleillé
Pakistan	22	12	ensoleillé
Banladesh	20	10	ensoleillé
Indonésie	25	15	ensoleillé
Malaisie	22	12	ensoleillé
Singapour	28	18	ensoleillé
Brésil	25	15	ensoleillé
Argentine	22	12	ensoleillé
Chili	20	10	ensoleillé
Colombie	28	18	ensoleillé
Venezuela	25	15	ensoleillé
États-Unis	22	12	ensoleillé
Canada	18	8	nuageux
Mexique	25	15	ensoleillé
Amérique du Sud	22	12	ensoleillé
Europe de l'Est	15	5	nuageux
URSS	12	2	nuageux
Allemagne	10	0	nuageux
Pologne	8	-2	nuageux
Tchécoslovaquie	10	0	nuageux
Autriche	12	2	nuageux
Suisse	10	0	nuageux
Italie	15	5	nuageux
Grèce	20	10	ensoleillé
Turquie	25	15	ensoleillé
Israël	28	18	ensoleillé
Japon	20	10	nuageux
Corée	18	8	nuageux
Chine	15	5	nuageux
Russie	12	2	nuageux
Inde	25	15	ensoleillé
Pakistan	22	12	ensoleillé
Banladesh	20	10	ensoleillé
Indonésie	25	15	ensoleillé
Malaisie	22	12	ensoleillé
Singapour	28	18	ensoleillé
Brésil	25	15	ensoleillé
Argentine	22	12	ensoleillé
Chili	20	10	ensoleillé
Colombie	28	18	ensoleillé
Venezuela	25	15	ensoleillé
États-Unis	22	12	ensoleillé
Canada	18	8	nuageux
Mexique	25	15	ensoleillé
Amérique du Sud	22	12	ensoleillé
Europe de l'Est	15	5	nuageux
URSS	12	2	nuageux
Allemagne	10	0	nuageux
Pologne	8	-2	nuageux
Tchécoslovaquie	10	0	nuageux
Autriche	12	2	nuageux
Suisse	10	0	nuageux
Italie	15	5	nuageux
Grèce	20	10	ensoleillé
Turquie	25	15	ensoleillé
Israël	28	18	ensoleillé
Japon	20	10	nuageux
Corée	18	8	nuageux
Chine	15	5	nuageux
Russie	12	2	nuageux
Inde	25	15	ensoleillé
Pakistan	22	12	ensoleillé
Banladesh	20	10	ensoleillé
Indonésie	25	15	ensoleillé
Malaisie	22	12	ensoleillé
Singapour	28	18	ensoleillé
Brésil	25	15	ensoleillé
Argentine	22	12	ensoleillé
Chili	20	10	ensoleillé
Colombie	28	18	ensoleillé
Venezuela	25	15	ensoleillé
États-Unis	22	12	ensoleillé
Canada	18	8	nuageux
Mexique	25	15	ensoleillé
Amérique du Sud	22	12	ensoleillé
Europe de l'Est	15	5	nuageux
URSS	12	2	nuageux
Allemagne	10	0	nuageux
Pologne	8	-2	nuageux
Tchécoslovaquie	10	0	nuageux
Autriche	12	2	nuageux
Suisse	10	0	nuageux
Italie	15	5	nuageux
Grèce	20	10	ensoleillé
Turquie	25	15	ensoleillé
Israël	28	18	ensoleillé
Japon	20	10	nuageux
Corée	18	8	nuageux
Chine	15	5	nuageux
Russie	12	2	nuageux
Inde	25	15	ensoleillé
Pakistan	22	12	ensoleillé
Banladesh	20	10	ensoleillé
Indonésie	25	15	ensoleillé
Malaisie	22	12	ensoleillé
Singapour	28	18	ensoleillé
Brésil	25	15	ensoleillé
Argentine	22	12	ensoleillé
Chili	20	10	ensoleillé
Colombie	28	18	ensoleillé
Venezuela	25	15	ensoleillé
États-Unis	22	12	ensoleillé
Canada	18	8	nuageux
Mexique	25	15	ensoleillé
Amérique du Sud	22	12	ensoleillé
Europe de l'Est	15	5	nuageux
URSS	12	2	nuageux
Allemagne	10	0	nuageux
Pologne	8	-2	nuageux
Tchécoslovaquie	10	0	nuageux
Autriche	12	2	nuageux
Suisse	10	0	nuageux
Italie	15	5	nuageux
Grèce	20	10	ensoleillé
Turquie	25	15	ensoleillé
Israël	28	18	ensoleillé
Japon	20	10	nuageux
Corée	18	8	nuageux
Chine	15	5	nuageux
Russie	12	2	nuageux
Inde	25	15	ensoleillé
Pakistan	22	12	ensoleillé
Banladesh	20	10	ensoleillé
Indonésie	25	15	ensoleillé
Malaisie	22	12	ensoleillé
Singapour	28	18	ensoleillé
Brésil	25	15	ensoleillé
Argentine	22	12	ensoleillé
Chili	20	10	ensoleillé
Colombie	28	18	ensoleillé
Venezuela	25	15	ensoleillé
États-Unis	22	12	ensoleillé
Canada	18	8	nuageux
Mexique	25	15	ensoleillé
Amérique du Sud	22	12	ensoleillé
Europe de l'Est	15	5	nuageux
URSS	12	2	nuageux
Allemagne	10	0	nuageux
Pologne	8	-2	nuageux
Tchécoslovaquie	10	0	nuageux
Autriche	12	2	nuageux
Suisse	10	0	nuageux
Italie	15	5	nuageux
Grèce	20	10	ensoleillé
Turquie	25	15	ensoleillé
Israël	28	18	ensoleillé
Japon	20	10	nuageux
Corée	18	8	nuageux
Chine	15	5	nuageux
Russie	12	2	nuageux
Inde	25	15	ensoleillé
Pakistan	22	12	ensoleillé
Banladesh	20	10	ensoleillé
Indonésie	25	15	ensoleillé
Malaisie	22	12	ensoleillé
Singapour	28	18	ensoleillé
Brésil	25	15	ensoleillé
Argentine	22	12	ensoleillé
Chili	20		

REPÈRES

SOCIAL

Un mois après la mise en place du nouveau gouvernement, les syndicats affinent leurs stratégies. M. Paul Marchelli et M. Jean Bernard se sont successivement exprimés devant les députés de la presse, la CGC ayant réuni son comité confédéral le 18 avril, la CTCF son comité national les 18 et 19 avril. Les 23 et

M. Marchelli attaque le CNPF

Le président ■ la CGC a surtout attaqué le président du CNFP : « Le CNFP a la volonté de rechercher des points ■ blocage de fin ■ à imposer aux salaires ■ décisions ■ du législateur. C'est au moment où apparaît un gouvernement ■ à faire reculer l'Etat ■ nous ■ devant un président ■ CNFP qui refuse de prendre le relais par la politique contractuelle. Entre ■ réalité, il y a une marge évidente. »

Continuité dans nos orientations

Le 11 mars dernier, devant la commission exécutive de l'UGICT-CGT, M. Alain Obadin avait clairement posé le thème du débat : « Le faible score du PCF, avait-il déclaré, est dû à une lutte contre la crise dans laquelle le parti a été engagé sans campagne et toute action politique sans limites dans leur crédibilité vis-à-vis de l'opinion publique. »

Il en concluait que, même parmi les adversaires de la droite et de la gauche, il y avait une « peur croissante de la déroute des forces démocratiques ». Les dirigeants de la CGT et de l'UGICT (...) l'idée qu'il est possible de faire autre chose, de développer des mesures efficaces pour combattre la crise, ne'est pas évidente ».

M. Obadin concluait en gardant contre toute inflexion stratégique, que « l'analyse globale » de la CGT « est plus

jamais valable et que, par conséquent, les maîtres mots de cette attitude d'immobilité dans les orientations, opacité dans leur œuvre et dans les efforts à déployer pour les faire entrer dans la vie. Il recommandait cependant d'être « plus offensifs » sur la crédibilité de la démarche revendicative de la CGT et sur la prise en compte des muta-

De son côté, la CFDT s'apprete à tenir un conseil national de «*vérification*», selon la formule de M. Jean-François Troglie, secrétaire national, l'attitude de la confédération face au nouveau gouvernement ayant été soutenue par la «*quasi-unanimité*» par le dernier bureau national. Vouant manifester une «*vigilance très syndicale*», elle refuse d'entrer dans le jeu d'une «*dénonciation globale*».

« libération ».

■ L'essentiel des débats au sein du national devrait cependant tourner autour du projet « **plate-forme revendicative** » que présentera M. Jean Kaspar, secrétaire national, sous le titre « **Les ambitions au quotidien** ».

Remettre au goût du jour les « **churs d'émancipation** » et la solidarité.

■ M. Kaspar propose quatre « **ambitions prioritaires** » qui apparaissent plus comme une réécriture de la ligne que comme une modification stratégique : inverser la pente du chômage et donner la priorité à l'emploi ; changer le travail pour faire vivre une société vécue positivement ; ne pas subir ; élargir les droits et les garanties des **salariés** ; le **SMI** ; favoriser l'autonomie des individus ; **des** groupes en construisant de nouvelles garanties collectives.

■ Le débat se poursuit en faveur du changement politique. Il faut faire resurgir quelques débats de fond — plus anciens — à la CFDT...

MICHEL NORLECOURT.

En 1985, le nombre d'emplois salariés perdus dans le secteur marchand non agricole serait ■ 50 000, selon les chiffres communiqués par le ministère du Travail. Les premières estimations étaient de l'ordre de 75 000 à 80 000 disparitions. La baisse, en pourcentage, est évaluée à 0,4 % sur les deux derniers mois, c'est-à-dire sensiblement moins que le ■ % annoncé, tel-moins déduit inférieur au 1/3 ■ de 1983 et au 1,7 % de 1984 (qui avait entraîné la perte de 200 000 emplois salariés cette année-là). Le bâtiment, qui avait vu disparaître 90 000 emplois en 1984, n'en a perdu que 12 000 en 1985, passant d'une diminution de 6,8 % en 1984 à une baisse de 1 % cette année. Le secteur tertiaire retrouve — relativement — sa position de créateur d'emplois (+ 0,2 % en 1984, + 1,2 % en 1985). Les commerces progressent de 1,3 % en 1984 et 1,3 % en 1985. Les services marchands améliorent leur situation de 1,5 % en 1984, + 1,7 % en 1985). L'ensemble du secteur industriel a vu sa main-d'œuvre diminuer de 3,2 % en 1984, en a perdu 2,5 % en 1985. Les industries de biens d'équipement régressent de 3,4 % et celles des biens intermédiaires de 2,6 %.

Les prix de détail américains ont baissé de 0,4 % en mars, comme en février. Il s'agit du premier recul consécutif depuis 1982. Pour les trois premiers mois de 1988, les prix ont baissé de 1,3 %. Pour les trois premiers mois de 1988, les prix ont baissé de 1,3 %. Pour les trois premiers mois de 1988, les prix ont baissé de 1,3 %.

Selon les statistiques de la Fédération des chercheurs américains (FAS), près de 8 millions de dollars leur ont été versés prévus d'ici 1990 contre le développement d'entreprises ou l'exécution de projets de recherche sur l'intimité de différents secteurs (IDS). Quelques 480 firmes ont reçu de l'argent du Pentagone depuis mars 1983, date à laquelle le concept d'IDG a été rendu public par le président Reagan. Selon la FAS, les six entreprises ou instituts de recherche qui ont reçu le plus de fonds publics sont : le laboratoire Lawrence Livermore du département de l'énergie (725 millions de \$), General Motors (579 millions), Lockheed (771 millions), TRW (354 millions), McDonnell Douglas (350 millions) et Boeing (346 millions).

TRANSPORTS

Les pilotes et les mécaniciens français licenciés pour une grave infraction à l'arrêté du 15 août 1964, par la compagnie aérienne Air Afrique sont indignés par l'intervention de M. Jacques Chirac dans le conflit judiciaire qui les oppose à cette compagnie.

CONJONCTURE

[illegible]

AGRICULTURE

LE « MARATHON » DE LUXEMBOURG

M. Guillaume n'est pas content

notre correspondant

Luxembourg. (Communautés européennes). M. François Guillaume, prudent, mais très confiant, ce soir, était franchement de mauvaise humeur quelques heures plus tard dans la nuit, lorsque les ministres de l'Agriculture des Douze ont interrompu leurs travaux.

Je me suis excusé, on a répondu [...] de la politique; ce sont des gens qui croient que les choses [...] Il faut que les choses ne soient pas volontaire qu'optimiste.

Braks, le président néerlandais. Cependant, M. Ignaz Kiebohe, le ministre ouest-allemand, a trouvé que les efforts accomplis pour atténuer la politique de rigueur préconisée par la Commission étaient insuffisants.

M. Braks s'apprête donc à soumettre à ses collègues un nouveau compromis, conclu après-midi, avec l'idée de reprendre les discussions la soirée, jusqu'à plus tard. Le président néerlandais continue à...

ÉNERGIE

M. REAGAN AU SECOURS DU SECTEUR PÉTROLIER AMÉRICAIN

Le président américain a demandé, le 22 avril, aux Américains de « ne pas profiter des pétroliers tombés du ciel » (Woods). « Ne pas profiter » (Wood) signifie « ne pas profiter ». Cette taxe avait été instituée en 1980 par le président Carter pour limiter les profits internationaux des compagnies pétrolières résultant pour certains producteurs américains de la hausse du prix du pétrole sur le marché mondial en 1979-1980. La suppression de cette taxe a permis à la majorité des producteurs de pétrole américains de supporter la chute actuelle des cours de l'or noir. Cette mesure, parmi d'autres annoncées par le président Reagan, a pour but de préserver la rentabilité des puits pétroliers de production américaine en tant que ressource énergétique nationale.

Reagan paraît ailleurs très sûr de lui, par exemple lorsqu'il affirme que le prix du pétrole sera contrôlé des prix du gaz naturel du Texas prochainement.

Compte... (AFP).

Les délégations ont pourtant dans leur ensemble réagi de façon positive au projet de compromis présenté, lundi 11 avril, par M. Gerrit Braks, **président néerlandais**. Cependant, M. Ignaz Kischke, le ministre ouest-allemand, a trouvé que les efforts accomplis pour atténuer la politique de rigueur préconisée par la Commission étaient insuffisants.

M. Braks s'apprête donc à soumettre à ses collègues un nouveau compromis, mercredi après-midi, avec l'idée de reprendre les discussions la soirée, jusqu'à plus tard. Le président néerlandais continue à **présider** on l'a vu.

1) à quelques nuances près, personne ne remet en cause le gal des prix en ECU ;

2) de même la nécessité d'assujettir les producteurs de lait à une taxe de coresponsabilité a été plus contestée ; les producteurs portent sur ses modalités ;

3) l'accent est pratiquement acquis sur une réduction de 3 % du quota de lait pouvant être produit dans la Communauté, soit 3 millions de tonnes, échelonnée sur trois ans.

Jusqu'à là l'obstruction continue. M. Kiechle saura-t-il, comme l'an passé, faire usage du tonnet prévu dans l'arrangement de Luxembourg de 1966 dans le cas où, auxquelles les possibilités de la négociation ayant été épuisées, M. Braks résisterait par exemple la semaine prochaine d'inviter le conseil à discuter ? Le président néerlandais ne croyait pas qu'on en arriverait encore une fois à une telle extrémité.

Le premier ministre français a déclaré le 12 avril, au cours de sa visite officielle à Abidjan (Côte d'Ivoire), à l'issue de ses entretiens avec le président Houphouët : « Nous avons aussi évoqué un problème qui avait créé de petites difficultés entre nous, c'est d'Albanie. En Afrique, il y avait une petite erreur judiciaire française. Mais tout cela est en train de s'arranger dans l'ordre. Il semble que la petite erreur judiciaire - soit un jugement du tribunal de grande instance de Paris rendu le 1^{er} février, qui estime impossibles en France les jugements des tribunaux ivoiriens ayant ordonné en décembre 1984 et en janvier 1985 le licenciement de cinquante-six pilotes et mécaniciens de petite ligne française.

Les déclarations du premier ministre ont été complétées le 16 avril par la publication au Journal officiel d'une réponse du directeur des affaires juridiques du Quai d'Orsay à une lettre de l'ambassadeur de la République centrafricaine à Paris. Par cette réponse, le gouvernement français confirme que l'accord de coopération signé en 1961 entre les deux pays excluait toute action principale en inopportunité initiée dans l'un des pays signataires contre une décision rendue sur le territoire de l'autre, et

PRÉCISIONS. — Dans l'entre-
-ent avec M. Philippe L. président
- de la SNCF, publié dans nos
- éditions du 22 avril, il était fait état
- de deux projets
- de lignes ferroviaires : celle du sud de
- la Bretagne et celle de la Tarantaise.
- Dans le premier cas, il s'agit, en fait,
- d'une accélération d'un programme
- déjà lancé. Dans le second cas, il
- convient de préciser que les 100 mil-
- lions de francs cités représentent la
- part de la seule SNCF, le conseil
- général de la Savoie se portant
- pour sa part sur un emprunt d'un montant
- équivalent.

L'intérêt du gouvernement français pour ce conflit a travaillé dans l'ingéniosité de M. Mounpouët-Boigny, qui redouta qu'Aix Afrique ne perde des procédures contre elle devant les tribunaux. Notamment, le juge des référés de Versailles doit examiner, le 24 avril, la demande de sursis à l'exécution d'un jugement prud'homal ayant conclu en février au paiement d'indemnités et de dommages et intérêts au personnel licencié.

M. CARRON a eu aucuns droits de voir l'Afrique condamner, et l'un de ses avions saisi pour garantir les paiements ordonnés par le juge. Le camouflet serait énorme pour le président ivoirien, qui a personnellement veillé à la mise au pas des grévistes. On sait que le 14 et 15 dernières, le Zaïre a rompu ses relations aériennes avec la Belgique, un des avions de sa compagnie nationale ayant été provisoirement saisi dans le cadre d'un conflit de travail.

ALAN FALLAS

• Enseignement maritime :
 - les pouvoirs publics ont admi-
 le 22 mars 1987. Paris une importante
 réduction des effectifs d'élèves qui
 dans les établissements
 maritimes pour le scolaire
 1986-1987. Devant le comité spécia-
 lisé de la formation professionnelle
 maritime, le ministre a répondu que
 l'absence d'un rapport qui ne fait valoir
 qu'avec la baisse de l'emploi se réduisait
 beaucoup dans les secteurs de la
 pêche (- 1,3 % en 1985) et de la
 mer (- 27 %). En consé-
 quence il a annoncé une « nouvelle
 très sensible baisse dans les premières
 années de formation des métiers de
 la marine » qui seront
 à partir d'octobre prochain
 seulement 40 capitaines de première
 et la navigation maritime
 (contre 115 en 1985), 20 capitaines
 de deuxième et 10 de troisième
 titulaires, des certificats d'appren-
 tissage maritime-commerce (con-
 tre 216). En revanche on relève une
 augmentation du nombre
 d'élèves suivant des formations
 maritimes-pêche (636 contre 588)

A PARAÎTRE

le 30 avril 1935

LE CATALOGUE DE LOGICIELS

**réservé aux établissements scolaires
et collectivités sociétaires**

COMPA
29045 NTORT

La CAMIF a réalisé la distribution des logiciels et le catalogue INFORMATIQUE POUR TOUS.

[illegible]

LA FRANCE DES RÉGIONS

Avec les résultats des élections régionales

Les régions ont conquis aujourd'hui le droit d'exister. Elles ont chacune leur assemblée élue au suffrage universel, un exécutif, de nouveaux pouvoirs, des moyens financiers. La France centralisatrice est devenue multiple. Cette brochure spéciale du Monde fait le portrait de ses 26 régions de métropole et d'outre-mer et explique les enjeux politiques et économiques de la régionalisation.

Vingt-six partenaires à part entière.

Les résultats complets des élections régionales, le bureau du conseil, le portrait du président. La fiche signalétique de chaque région.

L'enjeu régional.

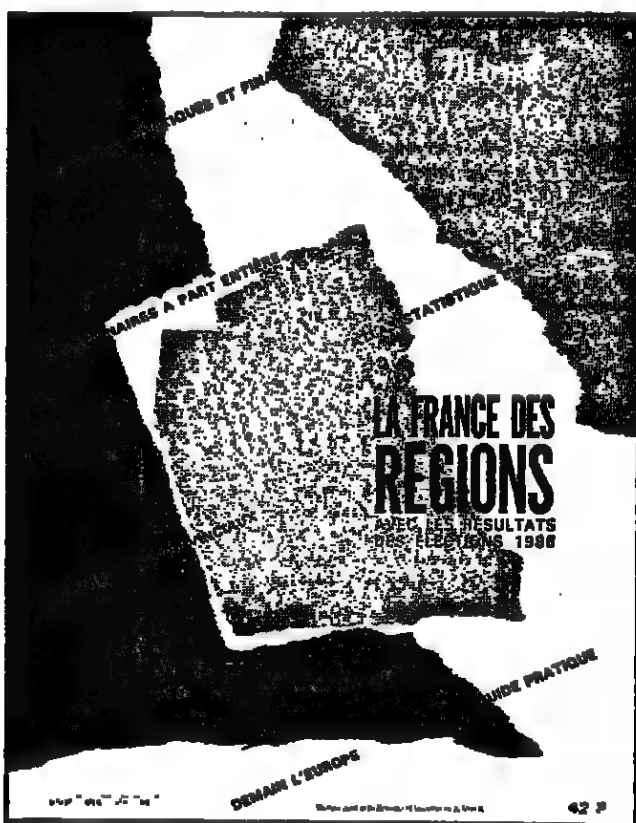
L'idée de région en France et son avenir. Les positions des formations politiques. Les budgets et les pouvoirs des régions. La répartition des compétences entre l'Etat, la région, le département et la commune.

Atlas statistique en couleurs des régions.

Pour voir et comprendre d'un seul coup d'œil les profils démographiques, économiques et culturels des régions françaises.

Les nouveaux provinciaux.

Région par région, les attitudes et les comportements socio-politiques des Français. Tous les résultats d'une grande enquête de l'Observatoire Inter-régional du Politique.



BROCHURE DE 112 PAGES.
chez votre marchand de journaux : 42 F
ou par correspondance.

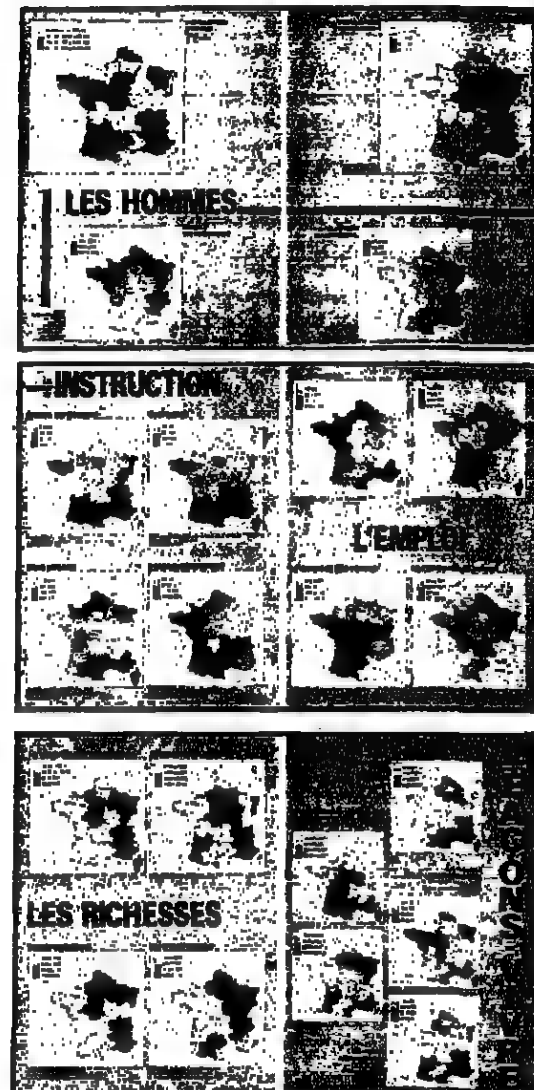
« LA FRANCE DES RÉGIONS »

nom _____ prénom _____
adresse _____
code postal _____ localité _____
nombre d'exemplaires : _____ X 47 F
(frais d'expédition inclus) = _____ F.
Commande à faire parvenir avec votre règlement

Le Monde

Service des ventes au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

UNE RADIOSCOPIE COMPLÈTE DES RÉGIONS



- Alsace
- Aquitaine
- Auvergne
- Bourgogne
- Bretagne
- Centre
- Champagne-Ardenne
- Corse
- Franche-Comté
- Ile-de-France
- Languedoc-Roussillon
- Limousin
- Lorraine
- Midi-Pyrénées
- Nord-Pas-de-Calais
- Basse-Normandie
- Haute-Normandie
- Pays de la Loire
- Picardie
- Poitou-Charentes
- Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Rhône-Alpes
- Guadeloupe
- Martinique
- Guyane
- Réunion

LES DIX ANS DU MOUVEMENT ET DES CHEFS D'ENTREPRISE

Deuxième numéro de la revue "LES DIX ANS DU MOUVEMENT ET DES CHEFS D'ENTREPRISE". Ce numéro est consacré à l'analyse des dix dernières années du mouvement ouvrier et des chefs d'entreprise. Il contient des articles de fond, des portraits, des chroniques et des documents.

ENTREPRISES

Volkswagen en France
Le capital d'Olivier...
Machin-outils
NUM reprend...
LES HOMMES
L'INSTRUCTION
L'EMPLOI
LES RICHESSES

ÉTRANGER

AUX PAYS-BAS

Les syndicats font grève pour la semaine de trente-six heures

De notre correspondant
Amsterdam. — Les syndicats néerlandais ont déclenché une grève générale pour la semaine de trente-six heures, que les organisations patronales ont qualifiée de « grève de la peur ».

SELON L'OCDE

La Haye doit se préparer à une diminution des recettes

La Haye doit se préparer à une diminution des recettes fiscales, selon l'OCDE. L'analyse de l'OCDE sur la situation économique des Pays-Bas montre que la production a diminué de 10 % en 1987 par rapport à 1986.

AFFAIRES

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DOCKS DE FRANCE

Les recettes consolidées provisoires, toutes taxes comprises, du Groupe Docks de France se sont élevées à 4 676 millions de francs au cours du premier trimestre 1988.

Le taux de progression sur la période comparable de 1987, calculé à partir des chiffres en monnaie nationale pour les filiales étrangères, est de 2,6 %.

elf gabon

Le Conseil d'Administration d'ELF Gabon s'est réuni à Paris le jeudi 21 avril 1988. Il a constaté les résultats de l'exercice 1987, le bénéfice net s'élevait à 38,8 milliards de F CFA, et a décidé de proposer à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui se tiendra au Gabon le jeudi 12 juin 1988 la distribution d'un dividende de 6 000 F CFA par action (120 FF), net d'impôts, au titre de l'exercice 1987.

Un acompte de 2 400 F CFA par action (48 FF) ayant été mis en paiement en décembre 1985, le montant du solde du dividende restant à verser sera de 3 600 F CFA par action (72 FF).

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-01-82, poste 4330

Schlumberger

Le bénéfice net de Schlumberger pour le premier trimestre de 1988 est de 148 millions de dollars, soit une baisse de 51 % par rapport à celui de la période correspondante de l'an dernier, qui était de 304 millions de dollars. Le bénéfice par action est de 0,51 dollar, comparé à 1,01 dollar. Le chiffre d'affaires pour le premier trimestre est de 1,59 milliard de dollars. Il était de 1,69 milliard de dollars l'an dernier.

baisse la plus sensible du chiffre d'affaires, 32 %, a été enregistrée par les services sur terre aux États-Unis. En dehors de l'Amérique du Nord, la baisse des services de logging est de 8 %. Le chiffre d'affaires global de Fluorpetrol Johnson a fléchi de 3 %.

L'activité de Sedco Forex est en baisse de 25 %, et celle de Durrill Schlumberger (titulaire à 50 %) de 10 %.

MESURE, RÉGULATION ET COMPOSANTS

Le chiffre d'affaires a progressé de 7 %. Le chiffre d'affaires de mesure et régulation a augmenté de 31 %, et le niveau des commandes de 32 %. Le chiffre d'affaires de systèmes automatisés par ordinateur a décliné de 14 %.

Le chiffre d'affaires de Fairchild semi-conducteurs a baissé de 18 %. Cependant, le niveau des commandes enregistré pendant le trimestre dépasse de 45 % celui de l'an dernier.

BANQUE SCALBERT DUPONT



RÉSULTATS DE L'EXERCICE 1985

Le conseil d'administration de la Banque Scalbert Dupont, réuni le 28 mars 1986 sous la présidence de M. Jacques May, a arrêté les comptes de l'exercice 1985.

Les dépôts de la clientèle excèdent maintenant les 10 milliards de francs, l'accroissement étant particulièrement sensible sur les comptes d'épargne à régime spécial (+ 19 %), grâce à l'ouverture de 47 000 comptes et au développement en banque-logement (+ 30 %). En outre, le succès du compte « 13-18 ans », lancé fin 1984, ne se dément pas, puisque la banque compte maintenant près de 14 000 jeunes clients.

En parallèle, l'activité financière et de gestion de patrimoine a manifesté son dynamisme par le lancement de deux nouveaux fonds communs de placement et la progression de la conservation, qui atteint maintenant 9,1 milliards de francs (+ 22 %). En outre, la banque a dirigé, avec le CIC, l'introduction de la clientèle excédent maintenant les 10 milliards de francs, l'accroissement étant particulièrement sensible sur les comptes d'épargne à régime spécial (+ 19 %), grâce à l'ouverture de 47 000 comptes et au développement en banque-logement (+ 30 %). En outre, le succès du compte « 13-18 ans », lancé fin 1984, ne se dément pas, puisque la banque compte maintenant près de 14 000 jeunes clients.

Enfin, après paiement de 30 millions de francs d'impôt sur les sociétés, le résultat net s'établit à 25,6 millions de francs (dont 5 millions de francs de plus-value à long terme), contre 8,3 millions de francs en 1984.

GROUPE DU PALAIS DE LA NOUVEAUTÉ

EXERCICE 1985

Le conseil d'administration de la société anonyme du Palais de la Nouveauté a arrêté, dans sa réunion du 21 avril 1986, les comptes de l'exercice 1985, tant au niveau consolidé qu'à celui de la société mère.

I. - Au niveau consolidé, le chiffre d'affaires hors taxes est élevé, en 1985, à 4 463 millions de francs, en augmentation de 12,7 % sur l'exercice précédent. Le bénéfice courant se monte à 76 900 000 F.

Le montant comparable, en 1984, était de 43 100 000 F.

Le bénéfice net, après produits et charges exceptionnelles et impôts, s'élève à 26 300 000 F en 1985, soit 71,58 F par action (contre 20 200 000 en 1984, soit 55,07 F par action).

En 1985, le pare des magasins s'est accru de sept unités.

En revanche, début 1986, le groupe s'est séparé de deux exploitations devenues lourdement déficitaires depuis plusieurs années, en raison de leur environnement.

Les exploitations comprennent dorénavant :

- 34 magasins ;
- 10 cafétérias ;
- 8 stations-services.

La surface totale de vente est de 99 971 mètres carrés.

L'effectif employé par le groupe est de 4 969 personnes.

II. - Au niveau de la société anonyme du Palais de la Nouveauté (société mère), dont on rappelle qu'elle est essentiellement un holding de sociétés d'exploitation de magasins, le bénéfice net comptable s'élève, à fin 1985, à 10 531 000 F, contre 8 792 000 F en 1984.

Il sera proposé à l'assemblée générale, qui sera convoquée le 25 juin 1986, de distribuer un dividende net de 18 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 9 F, soit un revenu total de 27 F.

Le dividende net afférent à l'exercice 1984 avait été de 16,50 F par action.

Rhône-Poulenc rejoint le club des chimistes fortunés

Le groupe Rhône-Poulenc se porte de mieux en mieux. Avec en 1985 un nouveau bénéfice historique (2 311 millions de francs), il a rejoint le club des chimistes fortunés. Sa rentabilité s'est encore sensiblement accrue, si bien qu'avec un taux de 9,6 % (bénéfice brut de 5,38 milliards de francs rapporté au chiffre d'affaires de 56 milliards de francs), le numéro un de la chimie française s'est classé troisième en Europe derrière le hollandais Akzo (plus de 11 %) et l'allemand BASF (10 %).

Bayer (RFA) arrive quatrième (6,9 %) et ICI (GB) cinquième (5,1 %).

La conjoncture, une fois encore, a été bonne fille, permettant à presque toutes les divisions d'améliorer leur score, surtout pour l'agrochimie (+ 20 %). Mais les efforts d'investissement continuent d'être payants. Le pôle de l'investissement s'est alourdi de 1 285 millions de francs pour revenir à 16,41 milliards, si bien que les frais financiers ont baissé de 20 %.

Parallèlement à un investissement accru (4,1 milliards de francs contre 3,5 milliards), la croissance externe a compté pour 3,3 % dans l'augmentation du chiffre d'affaires (+ 9,6 %).

Mais les succès rencontrés ne sauraient dissimuler l'importance de la tâche qui reste à accomplir. La division « média » (supports magné-

tiques et autres) n'est pas encore arrivée à maturité et a enregistré des pertes (239 millions de francs). Si le textile est globalement bénéficiaire (439 millions de francs), en France, la moitié de cette activité est toujours déficitaire (181 millions). Bref, il reste du pain sur la planche. M. Le Floch Prigent, président du groupe, compte bien rétablir l'équilibre de ces deux branches d'ici à 1987 et batailler pour conserver la capacité d'exportation du groupe malgré la baisse du dollar.

EN BOURSE

Tivoly : une nouvelle recrue pour le second marché de Lyon

On se bouscule à la porte du second marché lyonnais. Après les introductions récentes de Christian Dalloz, La Chausserie et Michel Thiery, c'est au tour de Tivoly, numéro un français du forage en acier, de tenter sa chance à la corbeille. Ses premiers pas en Bourse seront guidés par la Société lyonnaise de banque, la Société de développement régional (SDR) du Sud-Est et la charge Girardet. Entreprise familiale créée en 1917, Tivoly détient 25 % du marché pour les foras utilisés dans l'industrie, avec quelques points forts concentrés dans l'électronique, l'aéronautique et l'industrie ferroviaire. Mais ses domaines de prédilection restent l'artisanat et surtout le secteur « bricolage grand public », où sa pénétration atteint respectivement 40 % et 70 % du marché.

Au terme de l'exercice 1984-1985, Tivoly a dégagé un résultat net de 3,8 millions de francs (contre 1,5 million en 1980-1981), pour un chiffre d'affaires de 78 millions de francs (48 millions en 1980-1981). Pour 1985-1986, elle prévoit une progression de 15 % à 20 % de son activité et espère augmenter dans le même temps son bénéfice net de 20 % à 25 %.

Des ambitions raisonnables puisque, pendant les cinq premiers mois de l'exercice en cours (qui a démarré le 1^{er} octobre 1985), elle a enregistré un bond de 19 % de ses ventes. En s'introduisant sur le second marché lyonnais, la société Tivoly s'attaque à un terrain inconnu pour elle. Réussir une percée en Bourse est devenu le nouvel objectif de cette reine du forat hélicoïdal.

● Le CNPF et le plan pour l'emploi des jeunes. - A l'issue d'un entretien, le mardi 22 avril, avec M. Jacques Chirac, M. Yvon Gattaz, président du CNPF, a déclaré : « Le premier ministre a souligné que nous nous rencontrons pour faire le point sur le redressement économique engagé et le plan de relance de l'emploi et, particulièrement, de l'emploi des jeunes. La campagne pour l'emploi des jeunes sera, pour nous, l'objet d'un engagement fondamental. »

M. Gattaz a ajouté : « Le gouvernement a déjà pris des mesures économiques qui vont dans le bon sens, notamment pour maîtriser l'inflation et donc maintenir la compétitivité de notre économie. A propos de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, le premier ministre m'a donné des garanties sur la volonté du gouvernement de ne pas modifier ni d'atténuer ses positions. Nous attendons que cette autorisation soit supprimée par la loi et sommes partisans de négocier avec les partenaires sociaux les détails de procédure. »

RÉPUBLIQUE DU BURUNDI, MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

BUREAU DU PROJET D'ÉDUCATION N. P. 2250
TEL : 32104 et 31713 - Télex : 5120 et 5070
BUJUMBURA - BURUNDI

Avis d'appel d'offres n° 1358/BU/1/86

Le gouvernement du Burundi - bureau du projet éducation - lance un appel d'offres pour l'acquisition de l'équipement destiné aux 20 centres socio-éducatifs du Burundi, comprenant 6 lots :

- Lot 1 : Matériel de bureau.
- Lot 2 : Matériel de couture.
- Lot 3 : Matériel aratoire.
- Lot 4 : Matériel audiovisuel.
- Lot 5 : Matériel de menuiserie.
- Lot 6 : Matériel de menuiserie.

Le gouvernement du Burundi a obtenu un crédit de l'Association internationale de développement (IDA) (Banque mondiale) pour cette acquisition.

La participation est ouverte aux fournisseurs et entrepreneurs admissibles à soumissionner conformément aux directives concernant la passation des marchés financés par les prêts de la Banque mondiale et les crédits de l'IDA.

Le cahier spécial des charges peut être obtenu contre paiement de 10 000.- FBU ou 55.- après le Bureau du projet éducation (BPE) à Bujumbura.

Les soumissions rédigées en français doivent parvenir par pli fermé à M. le secrétaire permanent du conseil des adjudications de la République du Burundi, B P 2087 à Bujumbura le 18 juin 1986 à 9 heures, heure locale, au plus tard.

L'ouverture des plis en séance publique aura lieu le même jour (18-6-1986) à 9 heures dans la salle des réunions du conseil des adjudications, ministère des finances, à Bujumbura.

LES DIX ANS DU MOUVEMENT ETHIC

Des chefs d'entreprise futuristes

Pour célébrer son dixième anniversaire, le mouvement ETHIC (1), créé fin 1975 début 1976 par M. Yvon Gattaz et quelques vingt-cinq chefs d'entreprise « aventureux », avait choisi, mardi 22 avril, le cadre futuriste de la Cité des sciences et des techniques à La Villette. Un symbole pour une association forte de quelque 2 500 membres, qui veut se situer à la pointe des innovations et des recherches tant techniques que sociales.

Des initiatives, ETHIC en a toujours pris un bon nombre. Ainsi, son président, Philippe Demaegdt, vient-il de lancer une campagne

nationale permanente pour une économie compétitive. Il s'agit, en sensibilisant le plus grand nombre possible de partenaires - salariés, fonctionnaires, hommes politiques - de démontrer, si besoin en était, que l'entreprise est bien le point de passage obligé de la croissance, de la confiance et, en définitive, de la prospérité. Mais les chefs d'entreprise ont besoin d'améliorer leur langage, leur communication et d'être en permanence en éveil. « Nous sommes des misérables dominés, des libérés qui avons une image de liberté à faire passer, a lancé l'un d'eux. Trop longtemps nous avons été cocufiés (sic) par la haute administration et par les hommes politiques. Il faut y mettre un terme et déclarer une vraie révolution. »

Deuxième initiative : la réalisation d'une étude comparative dans différents pays sur les droits de succession et sur la transmission d'entreprises. Il s'agit d'une question cruciale, bien que « le gouvernement semble s'y accorder qu'un intérêt secondaire », car un patron sur deux dans la PME a plus de cinquante ans. Selon cette étude portant sur sept pays européens et sur les États-Unis, la France a un régime juridique très peu favorable. Seul l'Espagne et les Pays-Bas disposent d'une législation plus récente encore, alors que la Belgique a adopté des textes fiscaux très souples et attractifs.

Vient clôturer cette trépidante d'anniversaire, M. Gattaz, qui sortait d'un entretien d'une heure avec M. Chirac, n'a pu s'empêcher de saluer l'enthousiasme qui caractérise le mouvement ETHIC et la capacité de ses membres à innover et à s'adapter à l'économie de liberté qui, désormais, signifie « moins de charges mais aussi moins d'aides ».

Dans la salle du planétarium de La Villette, « debout sous Uranus qui, personne ne connaît », alors qu'il était prêt « être placé sous le Soleil », M. Gattaz, très en verve, a fait allusion aux tensions qui parcourent actuellement l'organisation patronale. Ce fut pour affirmer que « les instigateurs de la récente tentative de putsch au CNPF se sont ridiculisés ». « L'unité du monde patronal est capitale, a-t-il poursuivi. Ceux qui ont tenté de la déstabiliser pour servir leurs propres ambitions personnelles constatent aujourd'hui que le temple résiste. » Mais un chef d'entreprise de deux cents salariés de la région lyonnaise a conclu en aparté : « Nous, en province, la bagarre entre Gattaz et Chirac, on s'en moque. »

FRANÇOIS GROBICHARD.

(1) Entreprises à taille humaine industrielles et commerciales.

ÉTRANGER

AUX PAYS-BAS

Les syndicats font grève pour la semaine de trente-six heures

De notre correspondant

Amsterdam. - Les syndicats socialistes et chrétiens ont déclenché une série de grèves dans l'industrie métallurgique en faveur de la semaine de trente-six heures, que refusent les organisations patronales. Actuellement, la durée hebdomadaire du travail est de trente-huit heures pour la grande majorité des Néerlandais.

L'objectif syndical est de mettre en place les trente-six heures en 1988 au plus tard afin de créer davantage d'emplois. Pour leur part, les employeurs font valoir qu'une réduction plus importante du temps de travail poserait des problèmes d'organisation et de manque de personnel qualifiés.

Dernièrement, dans les grandes entreprises, telles Philips et plusieurs banques, des conventions collectives ont été conclues, où il n'est pas question de la semaine de trente-six heures. Mais les syndicats socialistes (FNV) et chrétiens (CNV) y ont peu répondu, considérant à la situation dans l'industrie métallurgique, désignée la semaine dernière comme secteur pilote pour la semaine de trente-six heures.

Le ministre des affaires sociales et de l'emploi, M. Jan de Koning, a laissé entendre qu'il approuve l'objectif syndical de trente-six heures comme moyen de réduire le chômage. Selon les chiffres officiels, l'introduction de la semaine de trente-huit heures en 1983 a permis la création d'environ quatre vingt mille nouveaux emplois.

REINÉ TER STEEGE.

SELON L'OCDE

La Haye doit se préparer à une diminution des recettes gazières

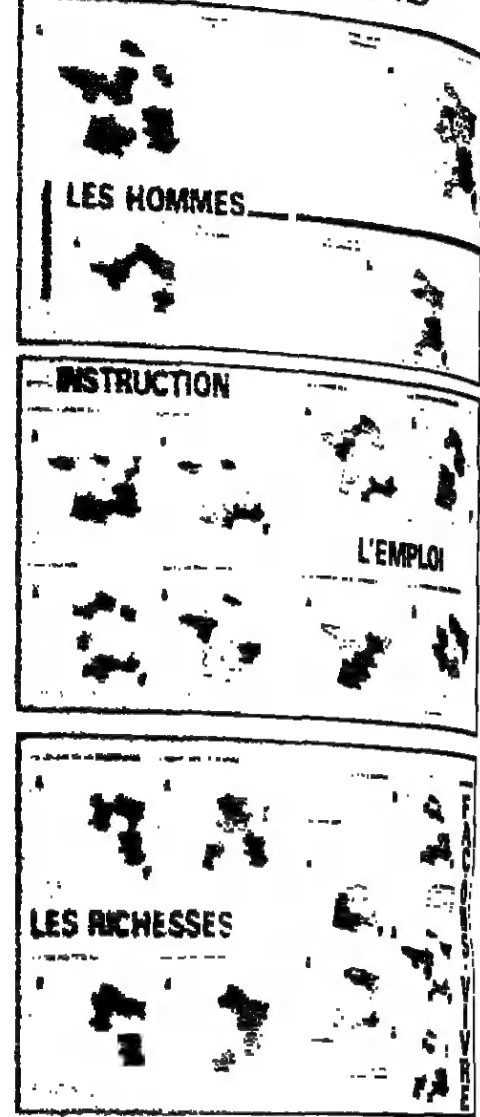
Les Pays-Bas doivent plus que jamais se préparer à une diminution des recettes gazières. « Il convient de mettre l'accent sur les structures de production qui subsisteront après que les réserves de gaz auront été épuisées », soulignent les experts de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans l'étude annuelle consacrée à l'économie néerlandaise.

En 1986 la production de gaz devrait « accuser un recul considérable » de l'ordre de 10 %, de sorte que le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) reviendra aux alentours de 1,25 % contre 2,1 % en 1985 (1,7 % en 1984 et 0,9 % en 1983). En revanche, dans le secteur du gazier, l'augmentation de la demande intérieure devrait, selon

l'étude, « à peu près compenser » la détérioration de la balance commerciale et la production progressera sans doute à un rythme de 1,75 % environ.

Toutefois, dans un addendum à une étude approuvée le 12 mars, les experts indiquent que leurs prévisions pourraient être très sensiblement modifiées par l'amoindrissement des taux de change et la baisse des prix du pétrole. Il n'en reste pas moins que, malgré une amélioration des conditions économiques (faiblesse du taux d'inflation, amélioration des bénéfices, dynamisme dans l'investissement privé), le chômage - en grande partie structurel - demeure élevé (12,6 % de la population active en 1985).

UNE RADIOSCOPIE COMPLÈTE DES RÉGIONS



Alsace
Aquitaine
Auvergne
Bourgogne
Bretagne
Centre
Champagne-Ardenne
Corse
Franche-Comté
Ile-de-France
Langue-doc-Roussillon
Limousin
Lorraine
Midi-Pyrénées
Nord-Pas-de-Calais
Basse-Normandie
Haute-Normandie
Pays de la Loire
Picardie
Poitou-Charentes
Provence-Alpes-Côte d'Azur
Rhône-Alpes
Guadeloupe
Martinique
Guyane
Réunion

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

La politique agricole commune fait de nouveau monter la tension entre l'Australie et la CEE

De notre correspondante

Canberra. — En Australie, quand on parle de l'Europe, il y a deux sujets épineux par excellence : la politique agricole de la Communauté européenne et les essais nucléaires français à Mururoa.

Ce n'est pas un hasard si, dans la composition du nouveau gouvernement de M. Chirac, une seule nomination a paru intéresser la presse australienne : celle de M. François Guillaume, ministre de l'Agriculture. En schématisant, un lien naturel existe entre M. Guillaume et l'opinion publique australienne : l'un, dit-on ici, « aime » la politique agricole commune, l'autre la « hait » (et l'on considère en Australie que les Français et les Allemands sont les principaux défenseurs en Europe de cette politique).

Depuis quelques mois, malgré une amélioration notable des relations entre la Communauté européenne et l'Australie sous le gouvernement travailliste de M. Hawke, l'atmosphère semble de nouveau à la crise. Entre la délégation de la Commission européenne installée depuis 1982 à Canberra et le ministre du Commerce extérieur, M. John Dawkins, le ton ne cesse de monter. La pomme de discorde, une vieille histoire : la politique agricole commune (PAC), dit l'Australie, a des effets désastreux sur notre économie. La délégation européenne se plaint : les Australiens ne veulent voir que la politique agricole commune. Ils oublient tous les bienfaits qu'ils doivent à la Communauté européenne, notamment dans le domaine de l'énergie, de la recherche, des produits manufacturés.

Fin mars 1986, un incident vient cristalliser cette crise : les discussions annuelles, qui ont lieu désormais entre représentants de la Communauté européenne et Australiens, n'auront pas lieu cette année comme prévu à Canberra. Dans la capitale fédérale, c'est l'offense. La délégation de la Commission européenne donne ses raisons : c'est un avertissement. Le climat actuel et le comportement de l'Australie ne favorisent pas à cette heure un dialogue fructueux.

La délégation, toutefois, minimise l'incident : les entretiens n'ont pas été « annulés » mais « reportés ». D'ailleurs, fin avril, une réunion au sommet aura lieu quand M. Hawke, premier ministre australien, rencontrera à Bruxelles le président de la Commission européenne, M. Delors.

A Canberra, au moment même où M. Hawke s'entretient avec M. Delors, on nie qu'il y a une crise. On parle seulement de « turbulences ».

Depuis longtemps, l'Australie critique en particulier la politique européenne qui consiste à soutenir les prix à l'exportation. Cette politique, dit-elle, encourage la production, qui devient exorbitante et fausse les marchés mondiaux. L'Australie, qui ne peut s'offrir la luxe de subventionner son secteur agricole et qui exporte 70 % de sa production agricole, se sent particulièrement lésée.

Le triste sort des fermiers

Mais si l'Australie hausse le ton ces derniers mois, c'est que des impératifs de politique intérieure l'y poussent. C'est aussi qu'elle s'est donné des hommes neufs et de nouveaux outils pour mener sa vieille bataille.

Depuis quelques mois, les fermiers somment le gouvernement fédéral de s'intéresser à leur sort. Triste sort, le pire, dit-on, depuis trente ans. Une nouvelle sécheresse, des taux d'intérêt très élevés, la concurrence des « monstres » que sont la CEE et les États-Unis, accablent les fermiers dans les zones rurales du pays-continents. Le chômage atteint 20 %, soit deux fois le taux national. Le revenu par tête d'une famille de fermiers est de 6 800 dollars par an, soit trois fois moins que le revenu national moyen.

Si le vote rural en soi n'est pas très important pour M. Hawke, on craint à Canberra que le mécontentement des fermiers ne s'étende aux électeurs des petites villes de province, un électoral essentiel pour le gouvernement travailliste.

Les Australiens ont aussi désormais des hommes neufs : M. John Dawkins, jeune et ambitieux, déjà nommé, et M. Andy Stoeckel, le non moins jeune macro-économiste, virulent et sûr de lui, qui dirige le Bureau d'économie agricole, un centre de recherche rattaché au ministère de l'Agriculture.

Ils ont désormais un bon outil : le Livre rouge. Ainsi appelle-t-on à Canberra, à cause de sa couverture rouge, cette étude sur « la politique agricole de la Communauté européenne, ses origines, sa nature et ses conséquences pour la production et le commerce extérieur », publiée en octobre 1985 par le Bureau d'économie agricole.

Les arguments de M. Stoeckel ne sont pas neufs. Ils reprennent, mais en la fondant de façon précise, la vieille critique. Selon l'étude, la politique agricole commune aurait fait tomber de 16 % en moyenne le cours des principaux produits agricoles de zone tempérée. Le pays est une des grandes victimes de cette politique : la PAC coûterait chaque année à l'économie australienne près de 1 milliard de dollars australiens.

Mais, cette fois, l'Australie ne fait pas que se plaindre et en appelle aux bons sentiments de l'Europe. Pour être efficace, dit en substance M. Stoeckel, il faut comprendre les mécanismes politiques à l'œuvre au sein même de l'Europe et agir à cet endroit.

Dans une seconde étude publiée le même mois, et intitulée *Les Effets intersectoriels de la PAC : croissance, commerce et chômage*, le Bureau d'économie agricole, cette fois, affirme que la PAC aurait coûté un million d'emplois à l'Europe. Les emplois créés par l'expansion du secteur agricole n'auraient pas suffi pour compenser la perte importante d'emplois dans le secteur industriel. A cause de la PAC, l'économie européenne aurait essuyé une perte sèche : entre 7 et 13 milliards d'ECU.

Ces conclusions, MM. Dawkins et Stoeckel ont commencé de les brandir et continueront de le faire chaque fois qu'ils en auront l'occasion, lors des conférences européennes et

internationales sur l'agriculture et le commerce extérieur.

La délégation de la Commission européenne, qui reconnaît le professionnalisme de l'étude australienne mais conteste certains des chiffres et la méthodologie utilisée par ses économistes, ne voit pas d'un très bon œil cette croisade. Question de forme, dit-on, en soulignant que la Commission européenne elle-même, avec son Livre vert, préconise une réforme de la politique agricole commune.

A la délégation européenne à Canberra, on regrette encore ce geste, en mars 1986, du gouvernement australien : la nomination à Londres d'un commissaire spécial du commerce extérieur avec plein statut d'ambassadeur, M. Lindsay Duthie. Les Australiens n'avaient pas eu de semblable ambassadeur depuis les années orageuses d'avant 1980.

M. Duthie aura pour mission de s'entretenir aussi bien avec la Commission européenne qu'avec les États membres, individuellement. Les Européens estiment que la seule instance pour le dialogue est la Commission européenne elle-même. Ils craignent que la mission de M. Duthie ne soit une mission combattive, qu'elle n'ait pour dessein d'attiser au sein de l'Europe le débat sur la PAC, de monter, par exemple, les États du Nord contre ceux du Sud.

Aujourd'hui pourtant, plus que jamais, du côté australien comme du côté européen, on manifeste à Canberra le désir de poursuivre, en l'améliorant, la « coopération constructive » voulue par M. Hawke. La Communauté européenne n'est-elle pas après tout le deuxième marché pour les exportations australiennes après le Japon et avant les États-Unis ? Certains Européens font remarquer aussi que l'Australie est un allié important dans la zone Asie-Pacifique, lointaine et mal comprise, qu'elle pourrait même jouer pour l'Europe un rôle d'observatoire ou de médiation dans ses rapports commerciaux avec le Japon par exemple.

SYLVIE CROSSMAN.

La Commission de Bruxelles demande à Paris de supprimer l'« octroi de mer » dans les DOM

Correspondance

Fort-de-France. — Les autorités de la Communauté économique européenne viennent de demander à la France de supprimer la taxe dite « octroi de mer » frappant les produits pénétrant dans un département français d'outre-mer, quelle que soit sa provenance, France métropolitaine, CEE, pays tiers, autres départements d'outre-mer.

Cette spécificité fiscale remonte au Second Empire. Elle est gérée par les assemblées locales, qui fixent les taux et accordent des réductions ou des exemptions, soit pour un produit donné, soit pour une entreprise donnée. Dans ce dernier cas, la réduction ou l'exemption concerne les équipements et (ou) les matières premières.

L'uniformisation des taux, la simplification des procédures, ainsi que la coordination des systèmes d'exemption et la suppression de tout octroi entre deux DOM sont considérées depuis une dizaine d'années comme le premier pas nécessaire vers la constitution d'un marché unique englobant les Antilles et la Guyane françaises, soit environ 750 000 personnes. Toutes les tentatives dans ce domaine se sont brisées jusqu'à maintenant contre le particularisme de chacun des trois départements (Guadeloupe, Martinique, Guyane) et sur le fait que leurs économies sont, surtout pour ce qui concerne l'industrie, plus vivaces que complémentaires.

L'octroi de mer est utilisé efficacement comme outil de développement économique. Sans la protection (d'ailleurs partielle) qu'il offre aux entreprises locales, beaucoup de celles-ci, qui doivent faire face aux « surcoûts » engendrés par l'éloignement et par l'éloignement de leur marché, seraient « balayées » par la concurrence extérieure. Cette protection n'est toutefois pas suffisante pour expliquer que les écosystèmes tendent à se confondre, soient résistants à la concurrence et à la demande de suppression formulée par Bruxelles.

La deuxième raison est ainsi déterminante. Depuis ses origines, l'octroi de mer alimente les budgets communaux, dont il représente aujourd'hui environ la moitié (350 millions de francs pour la Martinique en 1985, soit

plus de 1 050 F par habitant). Sa disparition aurait des effets considérables également sur ce plan. Ces deux raisons font que l'octroi de mer constitue aussi un facteur important d'accroissement du coût de la vie.

Les élus locaux ne manquent pas de relever une contradiction frappante : la Communauté, qui demande de supprimer l'octroi dans un souci d'uniformisation et au nom du respect du traité de Rome, refuse d'intégrer dans le marché européen la plupart des productions agricoles tropicales françaises.

ÉTIENNE MARIE.

LES GRANDS MOULINS DES ANTILLES MENACÉS DE FERMETURE

(Correspondance)

Pointe-à-Pitre. — Le 2 avril, le tribunal administratif de Fort-de-France a annulé une délibération du conseil général de la Martinique datant du 2 décembre 1983, qui portait de 15 % à 25 % le taux d'octroi de mer applicable aux farines importées à l'exception des farines produites en Guadeloupe par les Grands Moulins des Antilles (GMA). Cette décision, qui intervient quelques semaines seulement après que les Pays-Bas aient introduit auprès de la Cour de justice européenne un recours contre l'octroi de mer à provoqué une très vive émotion dans les milieux économiques et dans l'entreprise GMA, dont 60 des 107 employés risquent du coup de perdre leur emploi.

L'octroi de mer est une taxe vieille de cent vingt ans, spécifique à l'outre-mer français, qui frappe les produits importés dans ces régions (voir ci-dessus).

La taxe de 25 % sur les farines importées aurait permis aux GMA de concurrencer efficacement les grands moulins métropolitains.

M. Jacques Taver, directeur commercial de l'entreprise GMA, estime qu'en portant à 20 % le taux de l'octroi de mer applicable aux farines importées on pourrait éviter la fermeture de l'usine et maintenir les emplois existants.

MARCHÉS FINA

PARIS

22 avril

Marché bien tenu

Les valeurs d'aujourd'hui ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché.

AUTOUR DE LA CORBI

CHUTE DE NAPOLÉON. — Le fort de la chute de Napoléon a été marquée par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par la tenue du marché.

A partir du 2-Mai 1986*, chaque jour, Paris-Orly/Chicago sans escale.

American Airlines assure déjà avec succès les vols sans escale Paris-Orly/Dallas-Fort Worth.

American Airlines, la compagnie préférée des hommes d'affaires en Amérique. Ces dix dernières années, les hommes d'affaires ont élu American Airlines « Meilleure compagnie aérienne des États-Unis ».

Les raisons d'une telle distinction ? Multiples.

D'abord, le service que nous offrons, à la fois amical, rapide et efficace, aussi bien en vol qu'au sol.

Notre système de réservation par ordinateur est sans faille.

Quant à notre cuisine internationale, elle confère grandement à rendre les voyages littéralement délicieux.

Ajoutez à cela un réseau international, couplé d'un réseau national (aucune autre compagnie transatlantique ne dessert plus d'aéroports en Amérique). Vous comprendrez maintenant pourquoi nous sommes la meilleure compagnie.

Et comme si cela ne suffisait pas, en plus de notre Paris-Orly/Dallas-Fort Worth sans escale, nous ouvrons dès le 2 mai 1986 une liaison quotidienne Paris-Orly/Chicago sans escale. Une exclusivité American Airlines.

Et de Chicago, nous vous proposons plus de 130 destinations aux États-Unis, vers le Canada ou le Mexique. Toujours avec rapidité, efficacité et confort.

Ainsi, la prochaine fois que vous allez aux États-Unis, prenez American Airlines pour vérifier ce qui nous distingue des autres.

Pour plus d'informations ou réservations, contactez American Airlines (M. : 1/47.23.00.35) ou votre agence de voyages.



American Airlines "The American Airline"

* Sous réserve d'approbation gouvernementale.
 * La compagnie typiquement américaine.

INDICES QUOTIDIENS

(Cote, base 100 : 31 oct. 1985)

Valeurs françaises : 144,3 144,6

Valeurs étrangères : 111,3 111,1

DES AGENTS DE CHANGEMENT

(base 100 : 31 oct. 1985)

Taux du MARCHÉ MONÉTAIRE

Des primes de 21 avril

COURS DU DOLLAR À TOKYO

(base 100 : 31 oct. 1985)

22 avril 23 avril

149,35 148,85

149,35 148,85

149,35 148,85

149,35 148,85

149,35 148,85

149,35 148,85

149,35 148,85

149,35 148,85

149,35 148,85

149,35 148,85

La Commission de Bruxelles demande à Paris de supprimer l'octroi de mer dans les DOM

La Commission européenne a demandé à la France de supprimer l'octroi de mer dans les départements d'outre-mer (DOM). Cette mesure vise à éliminer les distorsions de concurrence entre les produits importés et ceux produits localement dans les DOM. La France a réagi en affirmant que l'octroi de mer est une source importante de revenus pour les collectivités locales des DOM et qu'il contribue à leur développement économique.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 22 avril

Marché bien tenu

Après deux séances d'assez forte hausse, la tendance est apparue plus irrégulière mardi à la Bourse de Paris. Des ventes bénéficiaires se sont produites, bien que les cours aient continué de progresser. Le volume des transactions a été de 1 830,98 millions de titres échangés à la séance de la veille. On notait également une hausse de 1,36 % des cours, mais elle a été absorbée dans l'ensemble.

Quelques valeurs ont légèrement décroché, comme Lorient, L'Oréal, La Redoute, Printemps et CSF. Mais le plus grand nombre de titres a continué de progresser, notamment Avion Dassault, Alcatel, Total Elf, Pernod, Lafarge, Peugeot et Colas. La vedette est revenue à Navigation mixte et à la Lyonnaise des eaux. Bref, à la clôture, l'indice des valeurs a enregistré une nouvelle mais plus modeste avance de 0,8 % environ. L'effet bénéfique exercé la veille par la baisse générale des taux d'intérêt dans le monde s'est légèrement atténué. Beaucoup autour de la corbeille espèrent que la Banque de France donne le signal d'une nouvelle descente. Or rien n'est produit. D'où une légère déception, surtout perceptible dans les étages.

Après un bon démarrage et des achats étrangers assez copieux, le marché obligataire a été plus calme. Les professionnels pensent que la restructuration de la pyramide des taux, l'évolution des cours sera plus lente dans les semaines à venir. Le MATIF aussi a été plus calme, mais des gains d'une ou deux variations ont été enregistrés. Bref, d'une façon générale, la Bourse était bien tenue.

La devise-tire a flechi de conserve avec le dollar pour se traîner entre 6,98 F et 7,01 F contre 7,04 F-7,11 F.

NEW-YORK

Forte baisse

Wall Street a enregistré mardi un sensible repli. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles reculait à 2 492,98 points, soit un repli de 24,92 points. Le volume des transactions s'est, en revanche, gonflé à 1 623 millions de titres échangés à la séance de la veille. On notait également une baisse de 1,11 % des valeurs en hausse, contre 648 en baisse ; 400 titres ont été gagnés.

Si le marché est resté actif tout au long de la séance, ce sont des ventes bénéficiaires qui ont pesé sur la tendance. Autour du Big Board, les investisseurs ont ainsi sanctionné la remontée des taux d'intérêt sur le marché du crédit, et la chute de 2,5 % des cotisations de bilan des banques américaines. Cette chute - la plus forte depuis un an - dénote, selon certains observateurs, un ralentissement de la croissance économique susceptible d'empêcher les bénéfices des entreprises. Les avis contrastent cependant par rapport à Wall Street : d'aucuns voient en effet dans ces statistiques un feu vert pour de nouvelles hausses des taux d'intérêt, susceptibles de bénéficier à long terme aux valeurs bancaires.

Le recul du dollar et la présence des ventes japonaises ont provoqué une baisse sensible du marché obligataire, les bons du Trésor chutant notamment de 3 %.

AUTOUR DE LA CORBEILLE

CHUTE DU NAPOLEON. - En forte hausse depuis deux jours après le réajustement, par le gouvernement, de l'annulation des 22 avril à la Bourse de Paris. De 599 F la veille, le cours du Napoléon a grimpé à 657 F, soit une hausse de 9,68 %. Les investisseurs ont été attirés par la perspective d'un paiement de 100 F par titre, ce qui leur permettrait de réaliser un gain de 35,62 % sur la somme de 599 F. Le cours du Napoléon a donc atteint un niveau de 657 F, soit une hausse de 9,68 % par rapport à la veille.

FINANCER DE SUEZ. - HAUSSE DE 96,8 F. Le SUEZ 1985, la Compagnie financière de Suez annonce, pour 1985, un bénéfice net de 657,1 millions de francs, en augmentation de 15 % sur l'exercice précédent (550 millions).

INDICES QUOTIDIENS
(base 100 = 31 déc. 1985)
Cote 22 avril 22 avril
Valeurs françaises 1443,14 1446,46
Valeurs étrangères 111,11 111,11
Cote des AGENTS de CHANGE
(base 100 = 31 déc. 1985)
Cote 22 avril 22 avril
Indice général 308,35 308,35

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effet 22 avril 22 avril
COURS DU DOLLAR à TOKYO
Cote 22 avril 22 avril
1 dollar (en francs) 169,35 168,85

BOURSE DE PARIS Comptant 22 AVRIL

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Actions au comptant				SECOND MARCHÉ				Hors-cote			
Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20
Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20
Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20
Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
SICAV 22/4				SICAV 22/4				SICAV 22/4			
Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20
Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20
Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20
Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Étrangères				Étrangères				Étrangères			
Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20
Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20
Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20

Règlement mensuel

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Règlement mensuel				Règlement mensuel				Règlement mensuel			
Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20
Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20
Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20
Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
COTE DES CHANGES				COTE DES CHANGES				COTE DES CHANGES			
Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20
Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20
Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20	Alcatel	375,20

Le Monde

LA STRATÉGIE DE M. YAMANI

Reconquérir pas à pas une « juste part » du marché pétrolier

De notre envoyée spéciale

Genève. — Détendu, souriant, manifestement fier de sa réussite après plus d'un mois d'opéculistes négociations, M. Yamani, le ministre saoudien du pétrole, a, le mardi 22 avril, enfoncé le clou. Les décisions adoptées par une majorité de pays membres de l'OPEP le week-end dernier sont, a-t-il dit, une « confirmation de la stratégie adoptée en décembre dernier ». Cette nouvelle stratégie « initiée par l'Arabie saoudite », vise à reconquérir, pour l'OPEP, une « juste part du marché ». Compte tenu de la baisse du prix du pétrole, elle a été à l'origine de la chute brutale observée depuis lors. « L'OPEP ne peut pas arriver à défendre les prix du pétrole. Nous devons obtenir la coopération des producteurs non membres de l'Organisation », a déclaré le ministre. Sans leur contribution, rien ne peut arriver.

M. Yamani a répété que l'OPEP ne tentait pas de redresser les prix du pétrole en réduisant sa production aussi longtemps qu'elle n'aurait pas obtenu une contribution volontaire ou non, des autres producteurs, contribution chiffrée au total à 2 millions de barils par jour (1). La stratégie, confirmée à Genève, procède pas à pas. Le premier est de contacter les producteurs non-OPEP afin de voir ce qu'ils peuvent apporter. Le second sera de distribuer, d'ici à la fin juin, entre les pays membres de l'Organisation, le nouveau plafond de pro-

duction adopté à Genève. La distribution de quotas pays par pays est un problème « très délicat », qui nécessitera « au moins une longue session » de négociations.

Laissant clairement entendre qu'il ne s'attendait pas à une reprise rapide des cours — « Je serais extrêmement heureux qu'ils atteignent 18 dollars à la fin de l'année... », M. Yamani a estimé qu'il y avait 2 millions à 3,5 millions de barils par jour de pétrole en trop, « flottant dans le marché », qu'il fallait éliminer avant d'espérer pouvoir stabiliser les cours, voire d'« éviter un nouvel effondrement ».

M. Yamani a très clairement répété qu'il ne fallait espérer aucune décision de l'OPEP avant que les producteurs concurrents n'aient fait un geste. « Si nous n'obtenons pas un encouragement des non-OPEP, je ne pense pas que nous perdrons notre temps à distribuer des quotas de production pays par pays », a-t-il dit, estimant la contribution volontaire espérée des producteurs non membres à 1 million de barils par jour.

Cette baisse de production, s'ajoutant aux limitations que l'OPEP elle-même pourrait décider, est nécessaire, a précisé M. Yamani, pour stabiliser le marché et « amorcer une reprise des cours ». A cette baisse devrait ensuite s'ajouter, « d'ici à l'été », un montant équiva-

lent d'environ 1 million de barils par jour, provenant de coupes volontaires résultant de la fermeture de puits devenus non rentables du fait de la chute des prix, ainsi que de l'arrêt des efforts d'exploration dans les zones à prix de revient élevé. Ces coupes, à terme, augmenteraient la part du marché de l'OPEP, car le plafond annuel de 16,7 millions de barils par jour, adopté le week-end dernier, n'est « pas encore la juste part de marché » revendiquée par l'Organisation.

« Nous ne baisserons pas [notre production], nous nous contenterons de ne pas l'augmenter », a précisé M. Yamani. Enfin, le ministre a confirmé qu'il avait discuté des problèmes posés aux Etats pétroliers américains par la baisse du prix du brut avec le vice-président des Etats-Unis, M. Bush, au cours de sa récente tournée dans le Proche-Orient. « Nous avons expliqué les faits. Il a été convaincu que l'Arabie saoudite n'avait pas organisé une guerre des prix. N'importe quelle mesure objective en sera convaincue ».

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) 1 million de barils par jour équivaut à 50 millions de tonnes par an. La production de l'OPEP se situe actuellement à 17,5 millions de barils par jour, la production mondiale à 46 millions de barils par jour.

Pour retarder une OPA de M. de Benedetti Valeo est « classé défense » par M. Balladur

Le ministre de l'Economie, des finances et de la privatisation a décidé mercredi 23 avril de classer « défense » le dossier Valeo. Il s'agit pour cela sur la fabrication par le groupe de boîtes de vitesses destinées à des chars de combat. C'est l'argument que M. André Boisson, président de Valeo, avait saisi pour faire échec à la tentative de prise de contrôle italienne. En s'exprimant ainsi, l'Etat rend obligatoire une autorisation préalable de M. Balladur à toute OPA et complicité de la ténacité de M. de Benedetti, l'industriel transalpin qui, déjà actionnaire de Valeo à 18 %, cherchait à porter sa participation au niveau de la majorité de blocage en offrant de racheter 16,04 % supplémentaires du capital à 620 F par action.

Le plus piquant dans cette affaire est de constater qu'un gouvernement qui se dit libéral utilise ce biais pour

« retarder » une prise de contrôle par des intérêts européens. A moins qu'il n'ait été averti d'une tentative de collusion entre M. de Benedetti et, pourquoi pas, le constructeur italien Fiat, ce qui aurait posé quelques problèmes à Renault et Peugeot, peu soucieux cependant de s'engager financièrement dans Valeo. Tout laisse à penser que les constructeurs nationaux ont pesé de tout leur poids.

En attendant, échaudés par deux alertes antérieures, la direction de Valeo poursuit activement ses démarches pour restructurer le capital de façon à établir un conseil « en équilibre satisfaisant et durable entre les actionnaires industriels, les actionnaires financiers, les personnalités extérieures et le management ». Les noms de Schneider, de la CGIP (groupe de Wendel) et même de la CGE ont été avancés.

La baisse du dollar inquiète le Japon et les places financières américaines

La baisse du dollar s'est poursuivie ce mercredi 23 avril sur la place de Tokyo, où le cours du « billet vert » a établi un nouveau record historique, tombant à 167 yens après avoir coté 166,50 yens, contre 169,50 yens la veille. Cette nouvelle baisse inquiète de plus en plus le gouvernement japonais, qui redoute les effets de la baisse correspondante des exportations japonaises d'entreprises nippones, surtout les PME, qui sont directement touchées dans la mesure où elles ne peuvent plus difficilement réduire leurs coûts de production.

Mardi, les marchés financiers d'Europe-Asie ont été secoués par le nouveau repli du billet vert, qui leur fait redouter une diminution des achats japonais d'obligations et de bons du Trésor américain, très considérables ces dernières années : en 1985, les grands investisseurs nippons (compagnie d'assurances, caisses de retraite, fonds de placement) ont acheté plus de 50 milliards de dollars de valeurs étrangères, essentiellement des bons du Trésor des Etats-Unis, contribuant pour 15 % à 20 %, dit-on, au finan-

cement du déficit budgétaire américain. Or, depuis le début de la semaine, ces grands investisseurs ont procédé à des ventes massives d'obligations à New-York, réduisant des pertes de change supplémentaires (près de 30 % depuis le 22 septembre 1985). Déjà, ils avaient vendu pour 1,5 milliard de dollars d'obligations pendant la première quinzaine d'avril, pour la première fois depuis cinq ans, alors que, en mars, ils avaient été acheteurs nets de 8 milliards de dollars.

F. R.

LE MACINTOSH PLUS EST DISPONIBLE CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER

Le centre de la Micro Informatique Professionnelle.

Un service « sur mesure » :
— Livraison et installation.
— Formation.
— Maintenance sur site.
— Choix de logiciels, périphériques et réseaux.
— Financement adapté.
— Prix compétitifs.

Venez découvrir chez nous cette merveilleuse machine ou contactez-nous pour une démonstration chez vous, dans votre bureau.

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03



1024 K de mémoire admissible à 4096 K Lecteur interne 800 K

Apple

Photo non contractuelle

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

26, rue du